

Politique

**UNION DES DROITES OU
ALLIANCE DES POPULISMES ?**

RENTÉE LITTÉRAIRE
Pépites & navets

L'INCORRECT

Faites-le taire !

« **JE SUIS UN
ENFANT** »

**JEAN
RASPAIL**

ENQUÊTE

**Trottoirs ou
bordels ?**

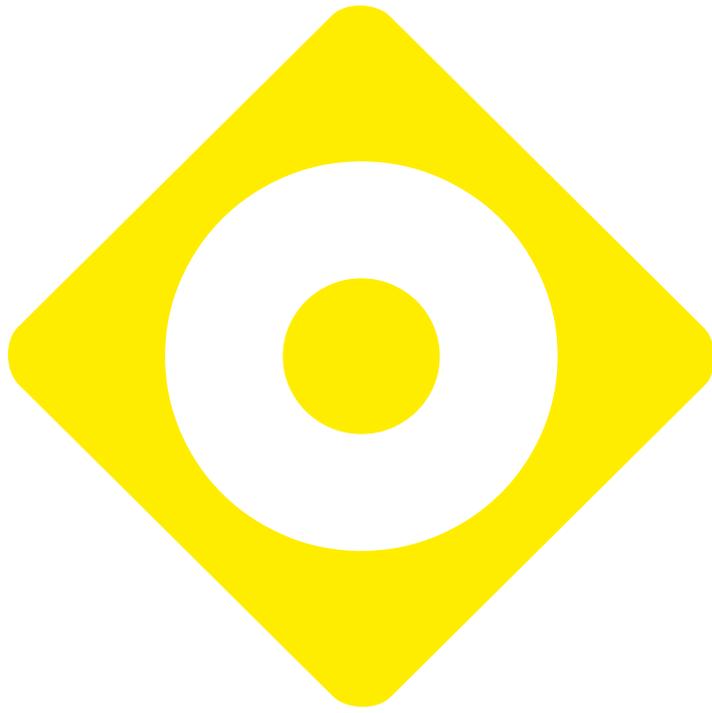
La plus vieille
question du monde

BEL / Lux: 6,40 € - CH: 9,50 FS

L 13401 - 24 - F: 5,90 € - RD



© Benjamin de Diesbach pour L'Incorrect



lincorrect.org



Éditorial

Par Jacques de GUILLEBON

Investir l'empire du milieu

Aujourd'hui en France, on entend raconter que certains nés, grandis, nourris et sortis de la droite assurent avec morgue que l'heure est au dépassement des anciennes traditions et qu'à coups de syntagmes sales comme « nouveaux clivages », « paradigme contemporain » ou que sait-on, ils prônent des alliances adolescentes, espérant rassembler tous les « antilibéraux », terme dont ils donnent une définition assez coextensive pour qu'elle plaise à n'importe qui, sauf à Macron, croient-ils. En réalité ils sont tétanisés par la méduse qu'ils ont cru regarder dans les yeux. Dans les yeux de Macron ils n'ont rien vu, seulement leur perte et voué leur énergie du désespoir à circuler à contre-sens du réel mouvement contemporain qui n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais celui d'En marche, bloc bourgeois de rentiers ringards qui a cru relustrer le vieux mot de progressisme avec un coup de chiffon de grand-maman. Ils ont peur et ne peuvent rien.

Alors que l'histoire a opéré un tête-à-queue salutaire. Partout dans le monde occidental, la chose est acquise : États-Unis, Russie, Pologne, Italie, Royaume-Uni, Hongrie, partout les vainqueurs, les éclairés ont fondé leur nouvelle légitimité sur le désir de conservation, autrement dit, *horresco referens*, sur le conservatisme. Macron s'est placé lui-même hors-jeu en se proclamant, à la suite de certains de ses petits conseillers, dans le camp des progressistes. Par là il s'est condamné à tourner en rond entre hausse de la CSG et définition de la retraite par points, parfois PMA pour faire le malin, sans jamais oser penser plus loin, plus haut, ni l'homme, ni sa destinée, ni la France, ni l'histoire, ni aucune transcendance. Il n'y a plus d'horizon.

Aller chercher une gauche qui pour soucieuse du petit, du dominé qu'elle soit ne se résoudra jamais à un compromis anthropologique ni civilisationnel c'est se condamner à l'échec et au déshonneur.

Les libéralismes sont généralement haïssables, ce n'est pas nous qui dirons le contraire, mais fonder son assaut sur une hypothétique alliance des revers, c'est n'avoir rien compris à la politique d'occupation du terrain propre à la démocratie de régime majoritaire, en sus de se livrer à des contorsions idéologiques dignes d'un moine shaolin. Prôner une impossible union des « populismes » – terme jamais défini – c'est se résoudre à assumer son statut de marginal, de refoulé, de barbare d'au-delà du limès. Aller chercher une gauche qui pour soucieuse du petit, du dominé qu'elle soit ne se résoudra jamais à un compromis anthropologique ni civilisationnel c'est se condamner à l'échec et au déshonneur. Ce n'est pas une réponse au progressisme de Macron, encore moins à son empire du milieu que d'en occuper les marges. Les Gilets jaunes en ont donné une illustration éclatante à leur corps défendant. Il n'y a pas de cohérence, encore moins de vérité, dans l'agrégat des antilibéralismes contemporains. Certains tirent à hue, vers une loi naturelle qui a été outrepassée, violée par l'inflation des faux droits ; les autres à dia, dans leur apologie de l'émancipation à tout prix et dans la négation des héritages et du donné. Les uns accusent la licence, les autres la marchandises. On peut certes accuser les deux du même mouvement. Mais pour ça il faut être de droite.

C'est donc à l'élargissement du domaine de la droite qu'il faut se livrer, comme le tente Salvini par exemple en Italie, et non à un rabougrissement couard vers un électorat captif, et sempiternellement perdant. Mais voilà un projet qui réclame des couilles et du talent, un investissement quotidien et offensif de tous les domaines de la société, par tous les moyens même moraux. Voilà qui réclame un esprit d'aventure, de conquête, de courage, qui réclame parfois de brûler ses vaisseaux et de se soucier du monde avant de songer à son compte en banque. On demande des guerriers, des conquistadors, des croisés. ♦

LUDOVINE DE LA ROCHÈRE

La Rochère dans la tempête

Au commencement était l'amour. Puis comme toute bonne chose, l'amour a porté un fruit. La famille est née en même temps que le premier humain procréé. Premier lieu de relations, premier lieu de solidarité, premier élément d'identité, la famille est le socle anthropologique le plus élémentaire. La cellule de base de toute société selon la formule chrétienne.

Mais de port la famille est devenue forteresse. Assiégée par la société de consommation dont elle gêne les pillages comme une motte castrale gênait ceux des Huns, elle doit tenir coûte que coûte. En France, elle est défendue par une femme dont le nom est celui d'une très vieille famille. Un nom magnifique dont les particules sonnent comme les témoignages de siècles de dévouement, d'amour et de sacrifices : Ludovine Dutheil de La Rochère.

Rousseau en son temps prodiguait sans pudeur ses bons conseils éducatifs, tout en ayant abandonné sans vergogne ses propres enfants. Avant de se lever pour défendre la famille, Ludovine de La Rochère a au contraire bâti patiemment la sienne. Une famille qu'elle a eue tôt : mariée à vingt et un ans, son aîné naissant deux ans plus tard. Elle aura quatre enfants. Sa famille : tout y commence et tout y termine. Le but et le moyen de son combat. Ludovine de La Rochère est présidente de La Manif pour tous.

Un rôle pour lequel elle semble avoir été préparée depuis toujours, par ses expériences professionnelles et personnelles. Elle passe son lycée à la Légion d'Honneur, puis enchaîne avec des études d'histoire et un CAPES d'histoire-géographie. Une vie très loin des tumultes de la politique et du militantisme, mais pas dénuée d'esprit de service pour la société. Des premières années dans un collège public, situé dans une zone difficile de l'Essonne. Elle qui a connu l'apport extraordinaire d'une famille aimante est en première ligne pour constater les effets dramatiques d'une famille dégradée sur les enfants.

Famille dont elle loue l'aspect structurant : « J'ai eu la chance d'avoir une expérience de la famille très positive. Comme dans toutes les familles il y a chez nous des difficultés, des désaccords et parfois des choses douloureuses. Mais je savais que quoi qu'il arrive j'y avais toujours une place ». Dans le collège, ses élèves étaient des enfants de sixième et cinquième exfiltrés de la leur, pour être confiés à la DDASS : « Des enfants traumatisés. Ils m'ont appris que l'État ne peut en aucun cas remplacer la famille ». Des

secourses humaines terribles : « Chez la moitié de ces enfants, les parents étaient divorcés ou en instance de divorce. J'ai vu à quel point leur vie était cauchemardesque. Plus on agit pour favoriser un environnement familial stable, plus on anticipe les difficultés familiales, plus on anticipe les difficultés sociales ».

Elle rejoint en 1998 le secrétariat de la revue *Commentaire*, où elle apprendra le fonctionnement des médias. Elle fait un premier pas vers une carrière plus engagée en 2003, lorsqu'elle devient attachée de presse de la Conférence des évêques de France. L'occasion de remplir son carnet d'adresses, mais surtout d'acquérir une expérience irremplaçable de la communication institutionnelle. Une expérience qu'elle mettra plus franchement au service de ses convictions en travaillant à la Fondation Lejeune comme chargée de communication en 2010. Un poste qu'elle ne quittera qu'en 2014, pour se consacrer entièrement à La Manif pour tous.

Elle qui a connu l'apport extraordinaire d'une famille aimante est en première ligne pour constater les effets dramatiques d'une famille dégradée sur les enfants.

Dans la tempête de 2013 alternent les séquences impeccablement préparées, et celles d'improvisation totale. Des argumentaires construits, des manifestations quasiment sans incidents et visuellement révolutionnaires, aux clips léchés, et soudain un porte-parole perdu dans la foule alors que les caméras ont besoin d'un visage ; Ludovine prend ses responsabilités. Avec son style très personnel. Elle parle

lentement, et parfois s'arrête quelques instants pour choisir un mot. Pas seulement par stratégie : elle est consciente que le sujet familial peut faire souffrir son interlocuteur et elle ne tient pas à blesser quiconque. Ce rythme particulier donne à son propos une portée particulièrement forte au milieu des jacassements sans fin des télés d'information en continu. Quand elle utilise les mots « révoltée » ou « émerveillée », on la croit et on veut l'être aussi. Parce qu'elle est avare de superlatifs, elle leur conserve une valeur.

D'aucuns lui reprochent son nom : trop connoté paroisse versaillaise, vacances à La Baule, chevalière et week-end de chasse en barbour. Mais cet essentialisme de perdant complexé, pour elle, résulte d'un faux-procès : « Dans les médias ça ne pose pas tellement de problèmes. Il faut assumer qui on est. » Ces années de combat pour la famille n'ont pas été gratuites, et elle a payé parfois cher son engagement : « Ça a été douloureux pour ma famille. L'exposition a été compliquée pour mes enfants et mon époux. Mais généreusement, ils ont compris qu'il fallait accepter ce sacrifice pour aider ceux qui n'ont pas eu de famille aimante ». La plus belle preuve que la solidarité familiale est à la base de toute autre.

◆ **Louis Lecomte**



PIERRIC TENTHOREY

En terrain mimé

À première vue, Paris en été est une grande ville bien vide. Mais l'absence des uns fait la présence des autres. Surgissent alors d'étranges personnages tout prêts à émerveiller. Cet été, Pierric Tenthorey fut indiscutablement de ceux-là. De juin à août, il a joué son *Homme encadré sur fond blanc* sur la scène du Tristan Bernard. L'argument de sa pièce, qui fête cette année ses dix ans, est le suivant : un homme, en costume et chapeau mou – mi-Blues Brother, mi-Monsieur Hulot – « posé » sur le plateau à côté d'un cube blanc, découvre que des gens le regardent et qu'il est enfermé. Cherchant à s'évader, mille pièges se dressent contre lui, le faisant inlassablement échouer dans son entreprise. Toutes les dix minutes c'est à la situation initiale qu'il revient, faisant de ce personnage muet un prisonnier de l'espace et du temps.

Si ce personnage de l'*Homme encadré* est muet, nous n'en dirons pas autant de son créateur qui se montre généreux en paroles et en anecdotes. C'est au bar du théâtre qu'il nous raconte ses pérégrinations artistiques le plus naturellement du monde.

Son histoire commence très tranquillement, comme toute histoire suisse. Il naît franco-helvète d'un père vétérinaire et d'une mère mère au foyer en 1981. Voilà, on en a fini avec le seul passage stable de sa biographie. Sa vie bascule (ou dégénère) lorsque vers six ou huit ans il attaque les cours de théâtre. Ayant épuisé le sujet au terme d'une période qu'on pourrait presque compter en mois, il s'essaye à la magie vers douze ou treize ans. Jusqu'au moment où il réalise que ces deux activités peuvent s'enrichir l'une l'autre.

Fort de cette base technique, il met du fromage dans la fondue en travaillant comme magicien-animateur d'anniversaires et de comités d'entreprise à treize-quatorze ans. Avec les cachets, il se paie des cours au seul cabaret de magie de Paris, *Le double fond*, sous la direction de Jean-Pierre Crispin. Ensuite ou en même temps, il est successivement, parfois conjointement (voire inversement) mime autodidacte, champion du monde de magie rapprochée toutes catégories (2015), comédien, peintre, romancier, metteur en scène, tragédien, humoriste radiophonique, cinéaste, claquettiste...

N'en jetez plus ! Avec une obsession : trouver dans toutes ces disciplines sa propre voie, ses propres « astuces », sa propre personnalité. Un itinéraire en zigzag qui n'a qu'une seule trame, l'autodidactisme érigé au rang d'art.

Il y a de quoi se méfier. Après tout, il n'est pas rare de voir des artistes reconnus dans un domaine convaincus d'exceller dans un autre. Combien d'écrivains pamphlétaires se croient peintres égaux du Gréco ? De patrons de bar qui se croient sociologues ? D'actrices qui s'entendent chanteuses ? Force est de constater que, pour ce que nous avons pu en voir, la fourmillante production de Pierric Tenthorey, bien qu'inégale, n'est jamais déshonorante et se révèle efficace. Au contraire ; la prodigalité de son œuvre globale rend plus indulgent pour chaque œuvre individuellement. Qui plus est, l'Helvétisme au visage adolescent a le bon goût de ne pas jouer l'esbroufe. Il fait, il essaie de faire bien, tant mieux si c'est bien, tant pis si ça l'est moins, on aura essayé.

Un itinéraire en zigzag qui n'a qu'une seule trame, l'autodidactisme érigé au rang d'art.

Là où Pierric Tenthorey est le plus doué, c'est quand il se ne concentre pas sur un art, mais qu'il rassemble tous ses talents au service d'une même œuvre. C'est le principal atout de ses spectacles : l'assurance d'y retrouver une ambiance visuelle et sonore léchée, un propos artistique touchant et drôle, et une technicité impressionnante.

Le théâtre expérimental est souvent très clivant : d'aucuns y voient du génie, d'aucun du grotesque. Pierric Tenthorey arrive à rendre ce genre accessible au grand public par la poésie. D'autre part son travail, pour autonome qu'il est, n'est pas hors-sol. Il respecte, s'inspire, et met en scène des classiques : Shakespeare, Molière, Beckett, Wilde, Tchekhov, Laurence Sterne, Strindberg, Sagan, Poulenc, Haydn, Martinù et bien d'autres.

Parce qu'il utilise parfois des mots, mais qu'il peut tout autant de contenter de couleurs, de gestes ou de musique, Pierric Tenthorey pourrait être compris universellement, au-delà des langues et des cultures. Un peu comme un de ses maîtres Charlie Chaplin, dont *Les Temps modernes* n'ont pas besoin de traduction. Parce qu'il s'adresse au cœur de son spectateur. ♦ **Nicolas Pinet**



LAURENT DANDRIEU

Culturiste

Laurent J. regarde autour de lui. Dans *Un fil à la patte* de Georges Feydeau, un personnage nommé Bouzin est « *littérateur par passion mais clerc de notaire par devoir.* » Pendant ses vertes années, Laurent Dandrieu était journaliste par vocation mais éditeur par espoir. L'enchevêtrement de ces deux activités faisant courir le risque d'un conflit d'intérêts, il lui faut ce soir choisir un pseudo. Un livre de Drieu la Rochelle emportera sa décision. Dandrieu donc. Un nom qui lui collera tellement à la peau qu'il finira par l'infuser, si bien qu'il songera à en faire son identité légale. La légende ne dit pas s'il ne l'a pas fait par paresse ou pour le plaisir de surprendre de vieux amis au contrôle d'un aéroport. Ou par goût du jeu. Ou par respect filial. Ou par disposition littéraire. De manière générale, il prend un plaisir malicieux à s'entourer d'un nuage de mystère.

Il est le dernier d'une famille baroque et fatigante, au diapason d'un père militaire foutraque, fondamentalement anticonformiste, vétéran entre autres des campagnes de Syrie, d'Allemagne, d'Algérie. Un homme aimant passionnément la vie militaire mais ayant un problème avec l'ordre, causé par un tropisme littéraire débordant. Les chemins tortueux d'une carrière peu favorisée par ce tempérament en pétard l'ont conduit jusqu'à la ville éternelle où Laurent naît en l'an de grâce mil neuf cent soixante-trois.

Dandrieu qui ne l'est pas encore, ne tarde pas à vouloir rationaliser les convictions familiales contre-révolutionnaires, plus esthétiques qu'intellectuelles. Ses parents ont de toute façon quitté leurs pénates romains pour Versailles. De belles années pour Laurent à l'Institut d'Études Politiques à l'époque pas si lointaine où la liberté de penser était de mise. En sortant de cours, il va avec ses amis se procurer dans les librairies du Quartier les auteurs classés quelques instants plus tôt comme infréquentables par les chargés de conférence. Homme libre il hérite la mer, et demande à effectuer son service dans la Royale. Las : « *J'avais une vue merdique, je sortais de Sciences-po et j'étais nul en maths.* » Il échoue dans un état-major de la DGSE. Ses notes terminaient sur le bureau du Premier ministre et le travail était intéressant, mais l'environnement pas du plus romanesque.

Beaucoup plus romanesque a été le début des années 90, quand Laurent devint Dandrieu. Pendant cette traversée

du désert pour ceux qui pensaient à droite, il contribue en qualité de red' chef culture à la revue *Réaction*, trimestriel monarchiste costaud de quatre-vingt dix-huit pages qui dure quatorze numéros, de 90 à 94. « *Personne dans l'équipe n'y a gagné un franc, mais beaucoup des membres de l'équipe ont été appelés à de beaux destins dans la presse, l'université et l'édition* », dit-il en commandant un verre de blanc. C'est à ce moment qu'il commence à piger à droite et à gauche, mais à droite. Dans *L'Idiot international*, mais surtout au *Spectacle du monde* sous la direction de Michel De Jaeghere. Désormais connu du groupe Valmonde, il rejoint le port d'attache de *Valeurs actuelles* en 1999.

Une fois dans la place, aux manettes des pages cultures il ventile, disperse et panthéonise au gré de sa sacrée plume. Pour se détendre il écrit *Woody Allen, portrait d'un antimoderne* ; pour détendre les autres il pond un *Dictionnaire passionné du cinéma* ; et pour ne détendre personne, *Église et immigration : le grand malaise*. Liste non exhaustive. Il prend un soin méticuleux à écrire le moindre papier comme on écrit un roman. Que fait-on le soir quand regarder des films et lire des bouquins est son travail ? « *J'ai une passion, c'est l'amitié. Je sors beaucoup. Et j'écoute de la musique, un des rares domaines culturels que je n'ai pas exploités professionnellement.* » De la pop et de la musique baroque.

Dans le milieu de la presse de droite, tout le monde connaît son nom. Mais tout le monde ne le connaît pas personnellement. C'est peut-être la raison pour laquelle qu'il traîne une réputation imméritée de bougon invétéré. Geoffroy Lejeune est son patron à *Valeurs* : il a connu Laurent Dandrieu pendant un stage avant de gravir tous les échelons : « *Laurent est un agréable compagnon. Il a un humour très anglais. Pour notre rédaction très jeune, il est comme un grand frère. Tout le monde sollicite son jugement très sûr pour qu'il relise des papiers. Il est toujours disponible pour aider.* » Une gentillesse que sa rédaction lui rend bien. Humour anglais, mais pas que : il rit volontiers aux dialogues d'Audiard et aux dessins de Gottlieb. Quand à sa disponibilité, il n'en est jamais avare car il donne régulièrement conférences, formations et débats.

Sa personnalité n'a qu'un défaut mais d'ordre totalitaire : le goût de l'absolu. « *Le problème quand on l'a, c'est qu'on est condamné à l'insatisfaction* », dit-il cette fois en commandant un second verre de blanc. On peut rayonner d'espérance mais être le seul à ne pas le savoir. ♦ **Louis Lecomte**

Aux manettes des pages cultures il ventile, disperse et panthéonise au gré de sa sacrée plume.



L'INCORRECT

Faites-le taire !

Directeur de publication
Laurent Meeschaert

Directeur de la rédaction
Jacques de Guillebon

Directeur-adjoint de la rédaction
Benoît Dumoulin

Directeur artistique
Nicolas Pinet

Directeur commercial et web
Arthur de Watrigant

Rédacteur en chef Culture
Romarc Sangars

Rédacteur en chef Monde
Hadrien Desuin

Rédacteur en chef L'Époque
Matthieu Baumier

Rédacteur en chef Politique
Bruno Larebière

Rédacteur en chef Portraits
Louis Lecomte

Rédacteur en chef Essais
Rémi Lélian

Rédacteur en chef Web
Gabriel Robin

Rédacteur en chef Vidéo
Laszlo Kovacs

Comité éditorial: Thibaud Collin, Chantal Delsol, Frédéric Rouvillois, Julie Graziani, Bérénice Levet, Matteo Gaduelo, Bertrand Lacarelle, Marc Eynaud, Gwen Garnier-Duguy, Matthieu Falcone, Jérôme Besnard, Yrieix Denis, Jupiter

Photographe: Benjamin de Diesbach
Graphiste: Jeanne de Guillebon

Stagiaires: Romain Sens
Cantinière: Laurence Préault

Ont collaboré à ce numéro: Pierre Valentin, Richard de Seze, Claude Lenormand, Marie Dumoulin, Blanche Sanlehenne, Sylvie Perez, Laurent Ottavi, Élodie Perolini, Père Laurent Sentis, Marine Tertrais, Arthur de Boërio, Serge Gadal, Jean-Guillaume Remise, Reinhardt Beifus, Henri Jozefowicz, Stephanie-Lucie Mathern, Marc Obregon, Alexis de Guillebon, Mathieu Bollon, Jacques-Matthieu Muracciole, Alain Leroy, Bernard Quiriny, Jérôme Malbert, Thibault Lecauchois, François Mitterrand, Marie Di Méco, Jean-Baptiste Noé, Dominique Lelys

Responsable impression
Henri Charrier

Impression
Estimprim
8, rue Jacquard
25000 Besançon

Secrétariat/Abonnements
Jeanne Bert

ISSN: 2557-1966

Commission paritaire: 1019 D 93 514

Dépôt légal à parution

Mensuel édité par la SAS L'Incorrect

Courriel: contact@lincorrect.org

Courrier et abonnements:

L'Incorrect

28, rue saint Lazare – BP 32149

75425 Paris cedex 09

lincorrect.org

facebook.com/lincorrect

twitter: @MagLincorrect

Ce numéro comprend un encart d'abonnement non folioté.

Allô L'Inco!

Courrier des lecteurs

Oui, un numéro vraiment d'exception! Pour un été intelligent mais pas tête d'œuf, insolent mais avec allure. Bref, un été tonique... et vertical, pour le fabo de quatrième jeunesse (bof, ce n'est que 4 fois 21 ans!) qui vous écrit. Bravo! Incurablement algérois. – **P.D.**

Philosophe et auteur belge, je lis avec intérêt votre magazine, et suis en accord profond avec la plupart des contributions. Mais dans le numéro de juin, il y a dans l'article de Drieu Godefridi – qui fait globalement une description juste sur le totalitarisme vert – une profonde erreur, et énonce même une imbécillité ou une énormité (lancée par Ferry et répercutée depuis des années) sur Hans Jonas. Il est absurde de dire qu'on trouverait chez Jonas l'idée qu'on doit éliminer 95 % des êtres humains. Jonas est un auteur trop important pour être exposé à des délires idéologiques. Bien cordialement à vous. – **Jacques Dewitte**



Bonjour la rédaction, n'est-ce pas troublant que Bannon nie la volonté mondialiste dans l'ingérence de la CIA à la fondation de l'UE? – **H.E.**

J'ai été très désagréablement surpris de découvrir, dans votre numéro de juin, une interview de **M. Tillinac**. J'ai lu la quasi-totalité de ses brûlots, il me semble que cette personne n'a commis que des textes vantant les déviances morales de ses héros. Quant à ses chroniques ou livres « politiques », leur platitude bienpensante y est notoirement dominante et quand il se mêle d'his-



toire (n'est pas historien qui veut!), ses appréciations sont proprement abjectes, surtout quand il se permet de porter des jugements sur des faits ou personnages de notre histoire gaulliste inguérissable et indécorable chiraquien revendiqué. Tout cela n'est que jugement personnel, et j'apprécie toujours autant votre revue mais personne n'est parfait! – **Ch.V.**

Bravo pour l'entretien de Bruno Larebière avec

Djordje Kuzmanovic! C'est remarquable et les propos de Kuzmanovic sont en tous points excellents – y compris sur Bannon, Trump ou les États-Unis. À titre personnel, je ne crois absolument pas à une espèce d'alliance de droite, entre « bourgeois de droite » et « populistes de droite »... sachant que les « bourgeois conservateurs de droite » – tendance François-Xavier

Bellamy et/ou Marion Maréchal – sont minoritaires.

Pour faire face – et il y a urgence – à l'alliance de la bourgeoisie (« de droite » comme « de gauche »), progres-siste, mondialiste et libre-échangiste, incarnée par Emmanuel Macron et LREM, il n'y a de possible qu'une alliance des véritables « populistes-souverainistes » (« de droite », « de gauche » et « d'ailleurs »), capable de s'adresser, de motiver et de mobiliser une partie

non négligeable des abstentionnistes.

À ce titre, Djordje Kuzmanovic est un véritable allié... et même un allié de choix, remarquable d'intelligence et de sens politique. Bravo et félicitations à L'Incorrect de cet entretien! Il ne faut surtout pas hésiter à ouvrir vos colonnes à des personnes de la qualité et de l'intégrité de Djordje Kuzmanovic. L'avenir du peuple français et de la France, indépendante et libre, en dépend. – **P.K.**

**ENTRÉE**

- 3. INVESTIR L'EMPIRE DU MILIEU
- 4. LUDOVINE DE LA ROCHÈRE
La Rochère dans la tempête
- 6. PIERRIC TENTHOREY
En terrain miné
- 8. LAURENT DANDRIEU
Culturiste

L'ÉPOQUE

- 12. CHRISTIANISME NOT DEAD !
- 14. LES THUYAS SONT-ILS DE DROITE ?
- 15. VERS UN MINISTÈRE DE LA VÉRITÉ !
- 16. 2035. FACEBOOK
NAISSANCE D'UNE NATION
- 17. LA CHRONIQUE DES CROTTÉS
- 18. SPIKED, UN JOURNAL EN PREMIÈRE LIGNE
- 20. TITANIA McGRATH, A STAR IS BORN
- 22. LE FIL DU TEMPS
- 23. TOUT EST FACTICE
- 24. L'ŒIL DE L'ÉDITOCRATE

POLITIQUE

- 21. ALLIANCE DES POPULISMES OU UNION DES DROITES ?
- 26. MACRON MIS À NU

**DOSSIER
DÉSINDUSTRIALISATION
FRANÇAISE**

- 30. UNE QUESTION DE SOUVERAINETÉ
par Benoît Dumoulin

32. PIERRE VERMEREN
« *L'ingénieur et l'officier ont cédé la place au juriste, à l'énarque et au financier* »

35. BERNARD CARAYON
« *La guerre économique, c'est la guerre des temps de paix* »

42. CHARLES BEIGBEDER
Pour une stratégie industrielle moderne

44. COBOLLABORER, LE STATUT DES PME ?
par Richard de Seze

45. DES DÉCENNIES D'ILLUSIONS POST-INDUSTRIELLES
par Laurent Ottavi

DOSSIER**LA PLUS VIEILLE QUESTION DU MONDE**

47. TROTTOIRS, BORDELS : MÊME TARIF ?
par Élodie Perolini

48. LA MORALE
par le Père Laurent Sentis

49. UNE GUERRE DE 100 ANS ET PLUS SI AFFINITÉS
par Frédéric Rouvillois

50. EN BABYLONIE HELVÈTE
par Élodie Perolini

52. RÉOUVERTURE DES MAISONS CLOSÉS
par Marine Tertrais

MONDE

54. EN PISTE BORIS !

55. ISRAËL, ENCORE DES ÉLECTIONS POUR RIEN ?

57. RECENSIONS

59. JOSHUA WONG
Monsieur Wong de Hong-Kong

62. AUTRICHE, CE FUT KURZ MAIS CE FUT BON

LES ESSAIS

66. RECENSIONS

CULTURE

68. ENTRONS DANS LA FIN

70. LES GRANDES QUESTIONS DE L'INCORRECT

73. JEAN RASPAIL
Sire !

78. CHelsea WOLFE,
SOMBRE AU NATUREL

80. DOSSIER RENTRÉE LITTÉRAIRE

81. AURÉLIEN BELLANGER,
SISMOGRAPHIE DE L'EUROPE

84. SETH GREENLAND, LA CHASSE AU SORCIER BLANC

86. BRUNO LAFOURCADE
Attention écrivain méchant

88. CRITIQUES

LA FABRIQUE DU FABO

92. LA GRANDE BOUFFE

92. LES HABITS NEUFS

93. SON STYLE À ELLE

94. LE FRUIT EST DANS LE VERRE

97. VIVE LES GROS SAINTS !

98. TRAITÉ DE LA VIE ÉLÉGANTE



RETROUVEZ
L'Incorrect
le 30 septembre
en kiosque et sur
lincorrect.org

L'Époque

Christianisme not dead!



Chaque été, la **Communauté de l'Emmanuel** organise des sessions hautes en couleur catholique à **Paray-le-Monial**. Une occasion pour le constater de visu : enracinement chrétien et culture française sont bien vivants.

Mercredi 17 juillet, Paray-le-Monial, la cité du Sacré-Cœur. Les Paroisiens jouissent d'une fraîche brise matinale, peut-être liée au canal du centre et à la Bourbince. C'est dans ce Val d'Or que fut construite au XI^e siècle une église à l'architecture clunisienne si belle qu'elle attire aujourd'hui des dizaines de milliers de personnes en lieu et place de l'église abbatiale disparue de Cluny. Ce matin, les rues pavées du centre historique de Paray-le-Monial bruissent des pas pressés de centaines de membres de la Communauté de l'Emmanuel pour la plupart âgés de 25 à 35 ans, la session leur étant « réservée », ce qui n'a pas empêché les familles de venir, certaines ayant à l'évidence leurs habitudes. « La Communauté de l'Emmanuel, c'est une famille », explique ainsi Bertrand tandis que son épouse Laure fait rire leur ribambelle de 5 enfants en les faisant tourner en rond à vélo. Il est à peine 9 heures et ils se dirigent vers le parc du Moulin Liron

où se dressent des dizaines de tentes ainsi qu'un grand chapiteau où va être donnée la messe chaque jour à 16h 15. « Il faut laisser le temps aux jeunes de se lever... », rigole Bertrand. Le toujours jeune papa vient à Paray « depuis plus de 15 ans » et a rencontré sa future femme pendant l'un des nombreux ateliers organisés par l'Emmanuel. Cette année, les jeunes peuvent échanger sur l'existence de Dieu, parler de sexualité, d'écologie intégrale, de travail ou de charismes en compagnie d'autres fidèles ainsi que de prêtres dont la jeunesse et la joie de vivre font plaisir à

La Communauté de l'Emmanuel est partie prenante du revival catholique qui se développe fortement autour de Jean-Paul II.

voir. La Communauté de l'Emmanuel est partie prenante du revival catholique qui se développe fortement autour de Jean-Paul II, sa particularité étant

d'être une communauté du renouveau charismatique catholique. Elle a redonné vie, avec une forme actualisée, au pèlerinage quasiment éteint du Culte du Sacré-Cœur, né au XVII^e siècle des trois visitations faites par le Christ à sainte Marguerite-Marie, apparitions où Il lui a présenté Son Cœur.

L'EMMANUEL, ÇA DÉPOTE!

Une fois inscriptions, retrouvailles et enseignements passés, ainsi qu'un pique-nique pour les uns, une confession pour les autres, afin d'être en situation de recevoir la Communion, l'heure vient de la messe dans l'immense tente contenant près de 3 000 chaises et trois écrans géants. Odette, « bientôt 91 ans », regarde entrer les jeunes femmes et les jeunes hommes sous le chapiteau. Ils s'installent face à l'autel. Elle vient à la messe de l'Emmanuel « depuis toujours, peut-être même depuis le début ». Odette porte une de ces belles robes de campagne, à jolies fleurs. Elle aime « la joie et la vie des charismatiques ». Très vite l'ambiance est chaleureuse, l'homélie du jeune prêtre rendrait catholique le plus obtus des bouddhistes, et la fraîcheur des jeunes femmes chrétiennes laisse pantois, donnant à penser que la foi ne joue pas un rôle anodin dans la beauté des visages : sans doute que les âmes se lisent sur les figures. Les chants entraînants et joyeux des charismatiques, connus de la plupart, ajoutent à l'ambiance d'une messe qui se ponctue, une fois la Communion donnée et les prêtres partis, par la première réunion entre jeunes, autour du magazine *L'Invisible* et d'une chanson à mourir de rire séance tenante. Il y avait plus de 3 000 croyants présents lors de cette messe, ce qui amène Claire à dire, tout sourire, que « le christianisme est bien vivant, nous ne sommes pas seuls, en effet ! ». « Il fait bon de se promener en France », renchérit Philippe. *Revival*, quand tu nous tiens.

♦ **Matthieu Baumier**

© D.R.

BRÈVES DE STAGIAIRE // PAR PIERRE VALENTIN – LA LIGUE DU CUL. Le match de seconde division qui se déroulait entre Nancy et Le Mans le 16 août a été interrompu pour cause de « chants homophobes » en tribune. Les chants en question étaient pourtant d'une (b) analité décevante, les supporters se contentant de chanter « la ligue, la ligue, on t'enc... » lorsque cette dernière a voulu interdire le grand classique, « [insérer équipe adverse] c'est des pédés, na na ni na na ». La Ligue 1 Uber Eats® a constaté avec stupéfaction que le même

INSTEX ou le moyen de défier l'Amérique

Y a-t-il un moyen de contourner l'extra-territorialité du droit américain ? S'étant retirés unilatéralement de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, les États-Unis menacent aujourd'hui de sanctions toute entreprise étrangère qui continuerait de commercer avec l'Iran. Les Européens ont donc imaginé un mécanisme judicieux : pour éviter tout flux financier entre l'Europe et l'Iran, il ne suffit que de rétablir le troc. Ainsi, une entreprise française qui désire vendre ses marchandises en Iran ne sera pas payée par l'acheteur iranien mais fera enregistrer sa créance auprès d'une institution européenne baptisée INSTEX pour *Instrument in Support of Trade Exchanges*, lancée conjointement par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne en février dernier. En parallèle, l'entreprise française qui désire acheter des marchandises en Iran ne paiera pas le vendeur iranien mais fera également inscrire sa dette auprès d'INSTEX. Finalement, c'est l'entreprise française importatrice qui paiera l'entreprise française exportatrice. Et réciproquement en Iran. De ce fait, aucun flux financier n'est susceptible de tomber sous le coup des lois américaines. L'idée est intéressante mais les réalisations encore très timides. En effet, les Européens ont limité le mécanisme d'INSTEX aux biens alimentaires et au domaine médical qui ne sont pas concernés par les sanctions américaines. L'Iran demande avec insistance qu'on y inclue le pétrole mais les Européens hésitent encore. Quand arriveront-ils à s'affranchir de la tutelle de l'oncle Sam ? ♦ **Benoît Dumoulin**

Remettre les droits de l'homme à l'endroit

Donald Trump est un homme étonnant et il n'a peur de rien. Derrière ses tweets grossiers et son caractère impulsif, l'homme est décidé à remettre en cause l'idole la plus fondamentale de notre modernité : les droits de l'homme. Il a, en effet, chargé le secrétaire d'État Mike Pompeo de constituer une commission sur les droits inaliénables chargée de « réfléchir à la question la plus fondamentale : qu'est-ce que cela signifie de

dire, ou de prétendre, que quelque chose est un droit humain ». L'idée est de pouvoir contester philosophiquement que l'avortement ou le mariage homosexuel soient considérés comme des droits humains, et d'une manière plus générale, d'empêcher les revendications des minorités en tout genre de se prévaloir des droits de l'homme lorsqu'elles ne font que demander à l'État de ratifier des comportements individuels ou des pratiques communautaristes. Pour cela, Mike Pompeo veut réhabiliter la notion de loi naturelle et, signe très positif, a nommé Mary Ann Glendon à la tête de cette commission. Professeur de droit à Harvard, ancienne ambassadrice américaine au Saint-Siège et ancienne déléguée du Vatican lors de la conférence de l'ONU sur les femmes à Pékin en 1995, Mary Ann Glendon a dénoncé à de nombreuses reprises la dérive anti-naturelle des droits de l'homme actuels, comme ont pu le faire récemment en France Pierre Manent ou Grégor Puppink. C'est donc tout un mouvement de fond qui émerge contre les travers de notre modernité. ♦ **B.D.**



© Wikipédia



Les Jupiterismes

« 15 août 1944 : des milliers d'hommes, venus principalement d'Afrique, débarquent en Provence. Après les heures sombres de Vichy, la France va enfin retrouver sa liberté et sa dignité. Nous devons tant à leur courage. ».

Emmanuel Macron le 15 août, à Bormes-les-Mimosas

« Je ne vais pas vous dire, "on va travailler jusqu'à 62 ans de toute éternité" Ce n'est pas vrai ».

Emmanuel Macron le 17 août, à Bormes-les-Mimosas

« Accélérer et amplifier notre politique de retour pour ceux qui n'ont pas droit à l'asile en Europe ».

Emmanuel Macron le 22 juillet, à l'Élysée, en présence du Haut-Commissaire aux réfugiés

« Le véritable esprit de résistance français, ça n'est pas l'immobilisme ».

Emmanuel Macron le 21 août, devant l'Association de la presse présidentielle

« Il faut arrêter d'avoir des gens qui sont dans un statut de paradis fiscal permanent (...) « Donald Trump m'a dit "ils me disent tous que c'est toi" La France, ça se voit plus. J'assume. »

Emmanuel Macron à propos de la taxe sur les GAFA, le 21 août, rapporté par La Voix du Nord

« Hollande. Je dis Hollande quand je parle de lui. Sans mépris ni déni (...) Il veut de nouveau se placer dans la course à la présidentielle, c'est certain. C'est sa nature, son obsession, sa raison de vivre (...) Il sème ses petits cailloux, en lance d'autres sur celui qui lui a succédé et qu'il honnit (...) Il veut prendre sa revanche sur Macron et sur son quinquennat impopulaire. Il n'aime pas être mal-aimé »

Valérie Trierweiler, dans On se donne des nouvelles (Les Arènes)

« Mi sono rotto le palle ! Ça me casse les couilles ! Ça me casse les couilles que l'Italie soit traitée par les organismes internationaux et certains pays européens comme un pays de seconde zone. Basta ! Basta ! »

Matteo Salvini, à propos du Sea-Watch qui a accosté de force à Lampedusa, le 27 juin

type de comptines avaient lieu dans la quasi-intégralité des matchs de foot à travers l'hexagone. Qui leur dira que tous les enc... ne sont pas forcément homosexuels ? ♦ **THUNBERG NOUS MÈNE EN BATEAU, C'EST DU VOL !** Avec un voilier garanti autonome en énergie, Greta Thunberg cherche à éviter de prendre l'avion pour faire le trajet Angleterre-New York. Selon nos confrères de *La Nouvelle République*, « le seul consommateur d'énergie fossile à bord est un petit réchaud à gaz pour chauffer l'eau nécessaire à la nourriture vegan lyophilisée ». ▶



Les thuyas sont-ils de droite ?

Par **Richard de Seze**

Je suis allé dernièrement du côté de Moulins, qui n'est pas loin de la mythique RN 7, comme disent les journalistes qui cherchent désespérément à inventer des mythes une fois considéré que Lancelot du Lac et Gauvain sont des proto-fascistes. Les routes étaient vides, les villages étaient mornes, sales et gris, et les haies étaient constituées de thuyas. J'allais au mariage d'une nièce. Au cœur d'une forêt que n'aurait pas reniée un chevalier en quête d'une quête moyenne, indexée 6 sur l'échelle Chrétien de Troyes, la propriété familiale est composée d'un étang qu'entourent des forêts, étang appartenant à une série de cinq étangs périodiquement et successivement vidés (car les étangs, qui recueillent les eaux, comme la mémoire des gens de droite recueille les gestes françaises, doivent être vidés puisque l'eau n'y court pas ; on vide les étangs, on purge les mémoires ; en vidant les étangs, on prélève les poissons, en purgeant les vieux réacs, on obtient des souvenirs, qu'on oublie ; les poissons ont plus de valeur marchande).

Mais pour arriver à ces forêts, puis à cet étang, à cet espace plat et scintillant que devrait un ciel orangeux, il nous a fallu longer des haies de thuyas. D'épais murs verts isolaient du regard des pavillons dont on devinait la laideur à considérer leurs toits. À peine dépassés les

cœurs des villages dépérissant, les habitations nouvelles, construites entre 1960 et 2000, étaient toutes clôturées de thuyas touffus, compacts et étouffants ; quand les portails étaient à claire-voie, on apercevait des fauteuils en plastique blanc. Les maisons en train de mourir le long des routes trop parcourues étaient thuyées. On surnomme ces murailles végétales « béton vert » et ces haies ont en effet le charme des zones d'activités et autres zones périurbaines (dont Wikipédia nous dit qu'elles sont des « établissements humains à forte densité de population comportant une infrastructure d'environnement bâti » – et on comprend qu'un apprenti chevalier évite le coin).

Le thuya, au naturel, est un arbre de haute futaie, appelé *Arbor Vitae*, arbre de vie, ce qui parlera à tous ceux qui vénèrent la croix et prisent les sapins de Noël. Frappé d'une malédiction sévère pour un péché inconnu, il ne pousse en France que dans les zones pavillonnaires, empêché de grandir, toxique (ne mettez pas vos déchets de thuya au compost) et laid dès qu'il est déplumé, les murailles vieillies exhibant de grandes failles de bois sec, cicatrices irrémédiables. Le thuya a été instrumentalisé. La modernité l'a choisi pour édifier rapidement des principautés minuscules et ridicules qui empêchent qu'on se réjouisse et se reconforte ensemble mais permettent de vivre « chez soi », c'est-à-dire de développer des turpitudes privées dont on parle à la télé. Dans sa forme cultivée, low-cost, socialiste et nani-fiée, le thuya déclenche des rhinites et abrite des parasites. Il est uniforme, mesquin, laid, triste et sournois. Le thuya est de gauche. ♦

Vers un ministère de la vérité !

Le 9 juillet était adoptée en première lecture la proposition de loi portée par **Lætitia Avia** visant « à lutter contre la haine sur internet ». L'occasion de revenir sur la tentation totalitaire du pouvoir actuel à s'ériger, au nom du bien qu'il prétend incarner, en guide suprême de nos consciences et de nos paroles, au mépris de la liberté d'expression qu'il bafoue allègrement.

« **L**e mal totalitaire découle de la certitude d'appartenir au camp du Bien », écrivait récemment Alain Finkielkraut. Rien n'est plus vrai en ce qui concerne Emmanuel Macron : c'est au nom de la bienveillance et de la lutte contre la haine que le Président compte museler la parole publique.

C'est déjà le cas depuis la loi « anti fake-news » du 22 décembre 2018 qui traque, en période électorale, les « allégations ou imputations inexactes ou trompeuses d'un fait de nature à altérer la sincérité du scrutin ». Macron, dit-on, n'avait pas apprécié les rumeurs proférées sur sa vie privée de la part des chaînes russes RT ou Sputnik durant la campagne de 2017. De ce fait, le CSA obtient le pouvoir de suspendre en pareil cas la diffusion en France de ces chaînes. Mais qu'est-ce qu'une fausse information ? Si un média avait affirmé pendant la campagne américaine de 2004 que Saddam Hussein n'avait pas d'armes de destruction massive, Georges W. Bush l'aurait accusé de répandre une fake news. On voit le danger de telles lois qui fixent une vérité d'État officielle au lieu de laisser le débat s'effectuer librement dans l'opinion. Il en va de même pour les lois mémorielles : ce n'est pas à l'État de propager une version officielle de l'histoire, c'est aux historiens de débattre.

Mais cela ne suffit visiblement pas au pouvoir actuel qui a engagé depuis peu une lutte contre la « haine en ligne », laissant le sujet à une députée LREM, Lætitia Avia, qui fait assaut de victimisation en la matière, pour mieux légitimer son combat : cette proposition « porte en elle mon histoire, celle d'une femme qui n'accepte plus d'être traitée de négresse sur les réseaux sociaux ». Il faut croire que l'indignation a remplacé la raison dans l'hémicycle, y compris dans les rangs de l'opposition, puisque cette loi liberticide – qui impose aux plateformes en ligne (Facebook, Twitter,

etc.) de retirer dans les 24 heures sous peine d'amende tout contenu manifestement haineux – a été votée par 434 voix contre 33, la plupart des députés LR (à l'exception de six dont Xavier Breton, Marc Le Fur et Julien Aubert) emboitant le pas des marcheurs. Le tout au mépris du sage équilibre tiré de la loi du 29 juillet 1881 régissant la liberté de la presse, qui, dans le but de garantir la liberté d'expression, se refusait à traquer la haine ou les fake-news pour ne défendre que l'honneur des personnes et prohiber ce qui y contrevient, à savoir l'injure, la diffamation, l'outrage ou la provocation.

Alors qu'il suffisait d'appliquer la loi de 1881 aux réseaux sociaux en laissant le juge judiciaire trancher les contentieux comme en matière de délit de presse, le législateur a préféré confier ce travail aux algorithmes des GAFAs qui traqueront la « haine » en lien avec un « observatoire de la haine en ligne ». Orwell avait raison, nous aurons donc un ministère de la vérité !



Quelle définition de la haine retiendront les robots et ceux qui les actionnent ? On lit dans le rapport parlementaire de Lætitia Avia que « le recul des préjugés envers les musulmans n'empêche pas une partie de la société de développer une aversion à l'islam marquée par la perception d'une religion conquérante et le sentiment que des pratiques musulmanes sont peu compatibles avec le vivre ensemble ». Le but est ici avoué : tout propos à l'encontre du « vivre-ensemble » pourra être qualifié de haineux. On s'étonnera, au passage, de ce que la haine soit cantonnée au contenu « raciste, antisémite, anti-musulmans, homophobe ou sexiste », au mépris par exemple des chrétiens. Y aurait-il des haines plus légitimes que d'autres ? Cette surenchère victimaire ne fera que renforcer le communautarisme ambiant et débouchera sur la tyrannie des minorités.

◆ **Benoît Dumoulin**



Mark Zuckerberg toujours aussi gamín en 2035

2035 Facebook naissance d'une nation

2035. 120 ans plus tard, un descendant de **D.W. Griffith** tourne un nouvel épisode de *Naissance d'une nation*, consacré à **Facebook**. **Mark Zuckerberg** qui a financé le film à l'occasion de ses 50 ans y joue son propre rôle. Rassemblant une communauté de plus de la moitié de la population du globe, gérant **le libra** devenu monnaie mondiale, imposant son conseil de surveillance comme la première instance internationale juridique, **Facebook** est devenu la première nation mondialisée.

Dès avril 2018, Mark Zuckerberg lançait l'idée d'une sorte de Cour suprême. En juin 2019, son responsable des affaires institutionnelles prévoyait la création d'un conseil de surveillance mondial (*Oversight board*). Le rôle de ce conseil était de prendre des décisions en dernier recours sur ce que les utilisateurs seraient autorisés à poster sur le réseau.

Quarante personnes furent choisies, « experts avec des expériences différentes, des disciplines différentes, et des points de vue différents, mais qui tous peuvent représenter les intérêts d'une communauté globale ». Parmi les personnalités françaises, les noms de Bernard-Henri Lévy et Christine Angot furent remar-

qués. Sur le plan international Barack Obama et Jean-Claude Juncker ont donné tout de suite leur accord. Les quarante sont rémunérés à mi-temps et à hauteur d'un million de libras par an par une fondation extérieure à Facebook mais financée par ce dernier.

À la création du Conseil, les quarante étaient assistés par les trente mille « modérateurs » du réseau social,

La Cour détermine les limites à la liberté d'expression pour les deux tiers de l'humanité.

modérateurs devenus cent mille en 2030. Les moyens déployés ont permis au conseil mondial de sup-

planter toutes les autres Cours : Cour Suprême des États-Unis, Cour de Justice européenne et la plupart des autres Cours dans le monde, à l'exception de quelques pays retardataires comme la Hongrie, la Pologne ou la Chine. La Cour détermine les limites à la liberté d'expression pour les deux tiers de l'humanité.

La France avait donné l'exemple au monde. En novembre 2018, le président Macron avait amorcé un partenariat stratégique avec Mark Zuckerberg. Dès juin 2019, le Secrétaire d'État français au numérique se réjouissait des accords signés avec le réseau social contre les discours de haine : « Ils nous ont annoncé qu'ils allaient transmettre les adresses IP pour les contenus de haine en ligne ». Le vote de la loi Avia en juillet de la même année confirma l'accord. Surtout, dès 2021 les pouvoirs du CSA, de l'Arcep et de la CNIL furent transférés à Facebook. Exemple suivi par l'Union Européenne (la Hongrie et la Pologne exceptées) en 2022, puis par 125 pays dès 2025.

Si l'annonce de la création de la crypto monnaie de Zuckerberg, le libra, fut accueillie avec méfiance, le vote des utilisateurs emporta la donne. Avec le libra, chacun put payer fournisseurs et créanciers, les salariés réclamèrent un compte en libra. Très vite le président de la Banque centrale américaine et celui de la BCE ont été nommés par Facebook à la satisfaction de tous, sauf des arriérés chinois et de quelques moujiks.

L'usage du libra a permis de gagner de nouveaux adeptes, la barre des cinq milliards a été atteinte en 2030. L'accès à la totalité des transactions sur le libra permet de cerner au mieux le profil de chacun pour le cibler par la publicité. La protection des données est assurée par le Conseil mondial. En 2034, année de tournage du film, Facebook pouvait annoncer un bénéfice de dix milliards de libras par mois, le libra valant deux euros. Mark Zuckerberg, roi d'une nouvelle nation, peut se féliciter d'avoir le « jugement final sur ce que devrait être un discours acceptable dans une communauté qui reflète les normes sociales et les valeurs des gens dans le monde entier ».

◆ **Claude Lenormand**

La Chronique des crottés

Par Marie Dumoulin

Émeric À la technique

Nous poursuivons nos portraits de crottés avec **Émeric**, agriculteur-céréalier en Vendée. Sa culture est dite conventionnelle, ce que n'est pas sa personnalité. Observateur subtil, il développe sans cesse ses connaissances techniques pour s'adapter aux impératifs de la terre.

Quelle est votre raison de vous lever le matin ?

J'ai commencé à travailler avec des personnes exigeantes et passionnées, comme ouvrier agricole dans une grosse ferme picarde : 280 hectares fertiles, où le blé semé rend facilement 70 quintaux à l'hectare. Ce cadeau de notre sol de France, renouvelé chaque année, m'a fasciné ; j'y ai appris qu'en accompagnant la terre avec intelligence, elle nous rend toujours ce que nous lui donnons. Peu après, j'ai repris la ferme de mon grand-père, en Vendée, une région plus aride, qui m'oblige à être ingénieux et ouvert aux autres techniques culturales. Sur 138 hectares, j'alterne donc les cultures de blé, colza, tournesols, maïs, féveroles, pois ; et bientôt des lentilles si j'arrive à obtenir des autorisations d'irrigation.

Vous êtes un agriculteur des années 2000 : en quoi votre génération se différencie-t-elle de celle qui l'a précédée ?

Selon moi, mes prédécesseurs des années 1970 aux années 1990 ont eu la vie assez facile, dans certaines régions du moins. Ils ont bénéficié du même coup de la grande vague des produits phytosanitaires (contre lesquels les plantes n'avaient pas encore développé de résistances !), des sélections de semences qui les ont rendues plus productives, d'une PAC généreuse et de la

stabilité du cours des céréales (devenu beaucoup plus volatile depuis les années 2000). Ce sentiment de facilité a pu les conduire à la démesure. À cette époque, il fallait toujours produire plus, parfois au détriment de la réflexion. On dosait au maximum les intrants, comme si plus on en mettait, plus ils fonctionneraient. Et je ne vous parle pas des traitements par hélicoptère.

« On dosait au maximum les intrants, comme si plus on en mettait, plus ils fonctionneraient. Et je ne vous parle pas des traitements par hélicoptère. »

Émeric

Depuis 15 ans, une nouvelle école prend leur place. Cette dernière a pour but de transmettre une terre en bon état. Il nous faut de toute façon nous soumettre à des normes très restrictives : d'un côté, les pouvoirs publics imposent de produire proprement en utilisant de moins en moins d'apports de synthèse (azote minéral, produits phytosanitaires...) ; de l'autre, les coopératives qui achètent nos productions appliquent les critères qualitatifs exigés dans le monde entier. Si par exemple le dosage de protéines présentes dans

son blé ne convient pas, un agriculteur est forcément pénalisé. Nous jouons sur le même terrain de jeu que nos homologues allemands, ukrainiens ou australiens, mais nous n'avons pas les mêmes règles à respecter.

Dans ce contexte qui pousse à l'excellence, quelles sont les techniques que vous avez développées ?

Ne pouvant pas me permettre de dépenser des milliers d'euros en produits phytosanitaires, j'ai tâché d'en rationaliser l'usage. Par exemple, traiter la nuit, c'est appliquer le produit sur la plante au moment où celle-ci est la plus apte à le recevoir, ce qui permet de baisser la quantité de dés-herbant nécessaire. La préservation des abeilles et autres insectes diurnes passe aussi par une application d'insecticides à des heures bien définies. Ayant des terres assez humides, je sélectionne des variétés de blés rustiques plus adéquates. Pour autant, il faut bien prévenir cette terrible maladie qu'est pour l'homme l'ergot du blé : le fongicide est donc obligatoire, même dans la production bio, il faut le savoir ! Mon défi actuel consiste à trouver une technique qui remplacerait le gel, un précieux allié contre les maladies qui se fait de plus en plus rare avec le réchauffement climatique. Un bon agriculteur a toujours un coup d'avance ! ♦

Spiked

Un journal en (première) ligne

Spiked-online fête ses 18 ans cette année. Le premier magazine 100 % numérique et gratuit lancé en Grande-Bretagne en 2001 est devenu une voix incontournable du débat public. **Leur combat du moment : sauver la démocratie. Tout simplement.**

S *piked-online*, le nom n'est pas anodin. *Spiked*, hérissé, effilé, pointu. Dans le jargon journalistique british, on dit d'un article qu'il est « *spiked* » quand il n'a pas été publié car trop sensible. Comprenez : ce que vous lisez dans *Spiked*, vous ne le lirez pas ailleurs. Des articles péremptaires parfaitement documentés.

La rédaction de *Spiked*, ce sont trois journalistes à temps plein, Brendan O'Neill, Tom Slater et Fraser Myers, dont deux ne sont pas trentenaires. Avec le renfort de prestigieux collaborateurs extérieurs, ils fournissent cinq publications par jour. Ils travaillent comme des dingues et ne laissent rien passer des sujets du moment, attelés à la tâche sur un coin de table dans un espace de co-working de l'est de Londres. *Spiked* c'est comme un club, une certaine idée du journalisme. En sorte que de plus en plus de personnalités du monde intellectuel collaborent à la plateforme gracieusement, par adhésion. Qui n'a jamais râlé contre les dérives bien-pensantes d'une presse désespérément conformiste ? Ce n'est pas d'hier. Théophile Gautier évoquait ainsi les bénéfices de la littérature : pendant qu'on lit des romans, « *on ne lit pas de journaux utiles, vertueux et progressistes, ou telles autres drogues indigestes et abrutissantes* ». Le diagnostic vaut en tout temps, en tous lieux. Et *Spiked* est un moyen de prendre la tangente.

Eux n'ont pas froid aux yeux. Ni indigestes ni abrutissants, ils déjouent les pièges tendus par L'Époque. Greta Thunberg ne les a pas ensorcelés. « *J'ai osé critiquer la jeune Suédoise. Je trouve douteux d'instrumentaliser une adolescente souffrant d'autisme. Je n'ai jamais été autant attaqué que sur ce thème* », dit Brendan O'Neill. « *Trois articles dans le Guardian, un sujet sur la BBC. Il a fallu que j'aille me justifier à la télé suédoise qui m'a demandé des comptes !* » Ils ne participent pas au concert anti-sioniste : « *Des rescapés des pires tragédies ont créé un État moderne et une société extraordinairement dynamique. Cela devrait susciter notre admiration* ». Ils ne font pas allégeance au féminisme autoritaire. Quand tout le monde applaudissait des deux mains, *Spiked* avait tôt prévenu (dès l'hiver 2017) des dangers de la campagne #metoo. Et depuis, ils documentent les fausses accusations, les ravages de la délation et les effets rampants et attristants dans les relations entre collègues de bureau.

Quand on lui demande la tendance de son magazine, Brendan O'Neill répond ainsi : « *Nous sommes des humanistes radicaux. D'où notre devise "L'humanité est sous-estimée"* (Humanity is underrated). *On ne cesse de présenter les humains comme des pollueurs, agressifs, racistes et trop nombreux. Il nous semble que l'être humain est plutôt plein de ressources. Liberté, démocratie, abondance, voilà ce que nous défendons* ».

Les trois journalistes, en plus d'alimenter leur site, comme des chauffeurs chargeant en charbon leur locomotive en pleine vitesse, animent chacun un podcast. Celui de Slater, de tendance libérale, s'inquiète de l'État nounou, croit en la capacité du citoyen à prendre soin de lui-même sans avoir besoin de lois édictées « pour son bien ». Myers reprend l'actualité de la semaine. O'Neill reçoit les plus solides défenseurs de la liberté d'expression. L'équipe sollicite également des auteurs pour des essais de 2000 mots sur des sujets de fond.

De plus en plus, les gens de Spiked sont invités sur Sky News et à la BBC pour prendre le contre-pied de la pensée dominante. Leur notoriété dépasse les frontières. Dans le pub où nous nous rencontrons, O'Neill est reconnu par un couple de touristes australiens, heureux de lui serrer la main. C'est qu'il fréquente les plateaux télé de Sydney où il se rend régulièrement. Il faut dire que l'Australie – pour nous l'autre bout du monde – est considérée par les Anglais comme leurs « voisins du dessous » (l'expression est de Bill Bryson).

Spiked, site d'accès gratuit, compte 400 000 utilisateurs mensuels (les internautes qui naviguent sur le site et ouvrent une page ou plus) et un million et demi de pages vues par mois (chaque page ouverte est comptée). Le magazine a de l'impact. « *Spiked*



est lu aux Communes, à la chambre des Lords, par les hauts fonctionnaires. Des ministres retweetent les articles. Le magazine est influent dans la classe politique », affirme Joanna Williams (interviewée dans le numéro 11 de *L'Incorrect*), ex-universitaire, qui contribue gracieusement au magazine sur les questions d'éducation et de féminisme. « Joanna est une grande intellectuelle, modeste qui plus est. On a besoin de gens comme elle, solides sur la théorie et les grandes idées mais aussi soucieux d'alimenter une conversation démocratique plus large », remarque O'Neill, lui-même autodidacte.

Il voudrait une conversation la plus large possible. Face à la censure, la rédaction se mobilise systématiquement, quitte à défendre des positions qui ne sont pas les siennes, convaincue que la bonne pensée atrophie l'esprit critique et promeut une société apathique. « Les lois sur le discours de haine sont dévastatrices. En Grande-Bretagne, 9 personnes par jour sont arrêtées pour des propos tenus en ligne. Le réflexe d'auto-censure qui s'ensuit est nuisible à la vitalité du débat public ». O'Neill est un absolutiste de la liberté d'expression. Son magazine surveille de près le nouveau maccarthysme qui sévit sur les campus. Pendant quatre ans (2015-2019), la petite équipe de *Spiked* a même produit un classement des universités anglaises selon le seul critère de la liberté d'expression (le

FSUR, *Free Speech University Ranking*), provoquant enfin une réaction de la classe politique et un débat national sur le sujet. « L'idéologie victimaire a convaincu les étudiants que les mots blessent, regrette O'Neill. De plus en plus de jeunes, arrogants et narcissiques, considèrent que leur désir de traverser l'existence sans être jamais contredits est plus important que la liberté de parole. Lorsqu'ils accéderont au pouvoir ou dirigeront les médias, on se trouvera face à une génération très intolérante ».

Humanisme, esprit des lumières, liberté, la feuille de route est séduisante. Mais *Spiked* ne fait pas l'unanimité. « Un réseau de défenseurs de la liberté d'expression qui diffusent une idéologie d'extrême droite et des opinions climato-négationnistes », selon le *World*

Humanisme, esprit des lumières, liberté, la feuille de route est séduisante.

Socialist Website. « Oui, la gauche ne nous aime pas du tout. Parce qu'on vient de la gauche et qu'on leur rappelle qu'ils

ont oublié les classes populaires ». C'est le paradoxe de *Spiked*. Brendan O'Neill, comme certains de ses collaborateurs réguliers (Mick Hume, Franck Furedi, Joanna Williams), aujourd'hui ardent défenseur de la liberté d'expression et de la démocratie, adhéra dans sa jeunesse à feu le Parti Communiste Révolutionnaire. En 2001 le magazine *Spiked* a poussé sur les cendres de LM (ex-Living Marxism, organe du PCR). Issu de la gauche, se réclamant de la gauche et haï par la gauche...

Spiked combat inlassablement la gauche progressiste, sa religion diversitaire et ses tabous. Au lendemain de l'attentat de Manchester dans une salle de concert, qui avait provoqué la mort de 22 personnes dont de nombreuses jeunes filles venues écouter leur chanteuse préférée, O'Neill écrit un éditorial intitulé « Il est temps de se mettre en colère ». Il est exaspéré par les bougies, les ours en peluches et les incantations d'amour et d'union. C'est l'article le plus lu du site, en 18 ans. « J'étais sous le choc. On avait vu des parents extraire des clous du visage de leurs fillettes survivantes. Et tout ce qu'on craignait, c'était une montée de l'islamophobie. Les victimes étaient sacrifiées sur l'autel du multiculturalisme. Devant la haine et la violence d'une partie de notre population musulmane, on détourne le regard. Il ne faut surtout pas parler des ratés du multiculturalisme qui pourtant engendre



Brendan O'Neill, Tom Slater et Fraser Myers: le triumvirat de *Spiked*

depuis des décennies des tensions gigantesques. Il faut se souvenir qu'avant même la fatwa lancée contre Salman Rushdie, des musulmans à Bradford brûlaient ses livres sur la place publique. Dire que c'est islamophobe de critiquer l'islam, c'est justifier les attentats de Charlie Hebdo ». Les oukases du progressisme ne les intimident pas. Leur axe: le peuple plutôt que l'establishment. Fraser Myers, francophone, a abondamment couvert le mouvement des Gilets jaunes, un sujet sur lequel les médias anglais se sont montrés étonnamment discrets. « Les peuples en ont assez de ne pas être entendus, analyse O'Neill. On observe en Occident un réveil populaire et, parallèlement, un rejet du politiquement correct de la part d'intellectuels de haut rang. Ces deux mouvements, puissants, n'aboutiront que s'ils marchent ensemble. Si ces deux forces s'unissent, nous vivrons des moments passionnants ». *Spiked* rêve de faire la synthèse. Or depuis juin 2016, l'Angleterre vit à l'heure du Brexit qui provoque démonstrations populaires et tribunes intellectuelles. *Spiked* est au cœur de la bataille. Brendan O'Neill n'y va pas de main morte: « Le Brexit est le sujet le plus important aujourd'hui dans le monde occidental. C'est peut-être un peu ethnocentrique. Mais c'est ainsi que je le ressens. C'est la question politique la plus importante que la GB ait connue depuis la loi de 1918 instaurant le suffrage universel. Le Brexit nous a montré combien la démocratie est fragile ». Alors son magazine lance une campagne pour sauver la démocratie. Il propose une réforme démocratique en cinq étapes: quitter l'UE, supprimer la chambre des Lords, abolir la prérogative royale (qui permet à l'exécutif d'en appeler à la Couronne pour contourner les Communes), instaurer la proportionnelle et réaffirmer la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire. *Spiked*, une bande d'idéalistes? Tant mieux, on en a besoin. ♦ **Sylvie Perez**

Titania McGrath

A star is born

Activiste, féministe intersectionnelle, célébrité de Twitter et auteur d'un best-seller, **Titania McGrath** monte sur les planches.

Elle est anglaise, elle a 24 ans et une notoriété à hauteur des 300 000 *followers* de son compte Twitter (c'est beaucoup). On l'adule ou on la conspue. Sur sa photo de profil, Titania McGrath, blonde à la peau laiteuse, fixe sur nous un regard déterminé derrière ses lunettes d'intello. Cette « combattante du clavier » tweete sans répit pour défendre les minorités, instaurer la justice sociale, démolir le privilège blanc et le mythe des chromosomes. Titania est aussi une poétesse slameuse, auteur de plus de 500 poésies. « *Ce ne sont pas des poèmes, ce sont des coups de poignard dans les entrailles de la vérité* », écrit-elle. Championne du progressisme, elle nous ouvre les yeux sur l'hétérosexualité, la liberté d'expression et autres fléaux du monde d'avant. Elle conteste la dictature de la science, cette construction patriarcale générée par plusieurs siècles de phallocratie. Aphorismes, coups de gueule, injonctions: Titania nous dit quoi penser et comment transformer chaque geste du quotidien en acte de militantisme.

Son succès sur Twitter ayant séduit un éditeur, en mars dernier elle publiait *Woke: A Guide to Social Justice* [Woke, le guide de la justice sociale]. *Woke*, c'est le nouvel adjectif en vogue. Est *woke* qui est éveillé, éclairé, conscient des problèmes contemporains spécifiques à l'Occident comme le racisme ou les inégalités. Le format livresque permet à cette féministe des beaux quartiers de développer sa pensée, de revenir sur son parcours. Par décence, elle ne s'étend pas sur les traumatismes de l'enfance, elle qui est née dans une famille hétéronormée de suprématistes blancs avocats de profession. Elle qui fut allaitée par une mère déniait à son bébé le droit d'être végétarien. Malgré ces handicaps, Titania obtient à Oxford un *bachelor* en langues modernes puis un master en études de genre. Elle saura tirer le meilleur de cette formation. D'une part en composant une poésie subversive – en quoi elle se démarque de ses collègues largement surcotés, comme Edgar Allan Poe. D'autre part, en comprenant que l'hétérosexualité est un choix répugnant vu que tout rapport hétérosexuel est un viol. Titania a choisi l'écosexualité. Faire l'amour à la nature, se frotter aux arbres, jouir dans la boue, voilà la vérité. Prête à tout pour faire barrage au Brexit et à l'émergence du IVE Reich, Titania engage ses lecteurs à rejoindre les antifas. Mais elle sait aussi voir les bons côtés de notre époque: « *On peut dire ce qu'on veut de l'État islamique. Eux au moins, ils ne sont pas islamophobes* ».

Titania n'existe pas. Beaucoup y ont cru. Elle a enflammé Twitter, suscité des bagarres en ligne à n'en plus finir. Mais si le contingent de ses



« On peut dire ce qu'on veut de l'État islamique. Eux au moins, ils ne sont pas islamophobes. » Titania McGrath

suiveurs a si vite gonflé, c'est que la plupart d'entre eux riaient aux larmes à cette satire de la religion diversitaire. Pendant des mois, la presse anglaise s'est interrogée sur l'identité de Titania. Qui était derrière ce compte Twitter ? Les conjectures allaient bon train. Beaucoup de noms parmi lesquels Ricky Gervais, Chris Morris ou encore Lisa Graves auteur d'un autre compte satirique : Godfrey Elfwick, « *genderqueer musulman athée* ».

L'anonymat aura tenu onze mois. Au moment de la sortie de son livre, le Dr Frankenstein de Titania est démasqué, malgré lui. Il s'agit d'Andrew Doyle, humoriste génial, auteur prolifique. En plus de multiplier les travaux littéraires, préfaces, biographies, il a adapté au théâtre des œuvres de Mark Twain et Jonathan Swift. Il doit sa notoriété à ses huit spectacles de stand-up dont il est l'auteur et l'interprète. Avec Titania, Doyle s'est essayé

à un nouveau genre : à la comédie, il a ajouté la satire. Il cite le poète Wystan Hugh Auden : « *La satire est un cri de colère optimiste. Elle part du principe que le mal auquel elle s'attaque peut être anéanti. La comédie est badine et pessimiste, convaincue qu'on ne change pas la nature humaine et qu'il faut tirer le meilleur de ses mauvais penchants* ».

Titania avait tant fait parler d'elle que 48 heures après la sortie de *Woke*, l'éditeur a dû réimprimer. Un coup de maître. Début juillet, *Woke* figurait dans la liste du *Times* des 100 meilleurs livres à emporter en vacances. Diplômé d'Oxford, docteur en poésie de la Renaissance, Doyle a su insérer dans l'opus les meilleurs poèmes de Titania, parmi lesquelles *Le fléau blanc*, *Mon vagin en colère* ou *Moi, victime*. C'est parce que Titania se rebelle contre la tyrannie du réel que Doyle lui a donné le prénom de la Reine des fées dans *Le songe d'une nuit d'été* de Sha-

kespeare. « *Ces gens-là vivent dans un monde imaginaire* », dit-il.

Woke documente les lubies du progressisme contemporain car si Titania n'existe pas, ses maîtres à penser sont bien réels.

Et Doyle ne se prive pas de citer les propos des agents les plus zélés du progressisme anglo-saxon. *Woke* est une mine d'informations sur le sujet. On y croise feu Andrea Dworkin théoricienne du féminisme radical, Linda Sarsour, islamo-féministe américaine, Laura Bates, fondatrice du site *everyday sexism*, l'actrice d'Harry Potter Emma Watson devenue ambassadrice féministe à l'ONU, Myriam François-Cerrah, universitaire franco-anglaise convertie à l'islam, Alexandria Ocasio-Cortez qu'on ne présente plus, le mannequin transsexuel Munroe Bergdorf, un temps égérie de L'Oréal qui déclara qu'un Blanc, même clochard, est un privilégié, etc. Passant du rire à l'effroi, on comprend que les Titania, figures d'un progressisme fier et conquérant, non seulement existent, mais disposent de mille tribunes.

« *Cette obsession des structures du pouvoir et de l'oppression nous vient du post-structuralisme. Orwell a parfaitement décrit la manipulation du langage, l'idée qu'en trafiquant les mots on peut changer la société. On est abreuvé de vocables tordus. Sur scène, Titania se gorge de ce nouveau lexique* », dit Doyle qui a lancé en août au festival d'Edinburgh le spectacle de Titania (incarnée par la comédienne Alice Marshall) et l'a intitulé *Mxnifesto*, référence au féminisme quatrième vague. Résolues à créer un monde débarrassé de toute trace de virilité, les féministes dernier cru ont supprimé le mot *woman* (femme) pour le remplacer par l'imprononçable *womxn* (femme). Et Titania s'est empressée d'appliquer la règle à tous les mots comprenant la syllabe criminelle *man*. « *Le meilleur moyen de neutraliser l'autoritarisme progressiste est de le tourner en dérision. Je crains que cela ne soit devenu le seul moyen vu que les progressistes n'hésitent pas à répondre à leurs opposants en les excluant du débat* », dit Doyle. Le compte Twitter de Titania est un fabuleux coup de massue porté contre le mur de la bien-pensance. Comme quoi la contre-culture a su se frayer un chemin sur les réseaux sociaux.

◆ **Sylvie Perez**



Le fil du temps

Par **Yrieix Denis**

La fin du christianisme ?

Nul ne peut nier que l'Église traverse une crise profonde en France. Les symptômes de cette crise touchent d'ailleurs toute la société française. **Et si la « sécularisation » n'était qu'un synonyme du déclin de notre civilisation ?**

La proclamation de l'Évangile constitue l'un des plus formidables bouleversements de notre histoire. « *Le christianisme a été la plus grande révolution que l'humanité ait jamais accomplie, explique Benedetto Croce. Si grande, si complète et si profonde, si féconde de conséquences, si inattendue et si irrésistible dans sa réalisation, que l'on ne s'étonne pas qu'elle ait paru comme un miracle* » (*Pourquoi nous ne pouvons pas ne pas nous dire « chrétiens »*).

Aujourd'hui, c'est pourtant une autre révolution que nous avons en tête. Celle qui a transformé aux alentours de 1968 les mœurs occidentales et qui a vu en France la pratique religieuse s'effondrer en l'espace d'une génération au profit de nouvelles « chapelles » : écologisme, marxisme, trotskysme, psychanalyse, ésotérisme, New Age, spiritualités orientales, nihilisme, matérialisme hédoniste... Ce « déclin du christianisme », que certains font remonter à la Réforme, ne remonte pour sa dimension massive qu'à deux générations. Il y avait bien des terres déchristianisées, mais « *la rupture massive, brutale et spectaculaire* » (Guillaume Cuchet, *Comment notre monde a cessé d'être chrétien*) a eu lieu juste avant le concile Vatican II.

En 1960, 94 % des Français étaient baptisés et 25 % d'entre eux allaient à la messe tous les dimanches. Soixante ans plus tard, la pratique régulière est de l'ordre de 2 %, et seulement 30 % des enfants de moins de 7 ans sont baptisés. Entretemps, analysait récemment Guillaume Cuchet, c'est une génération entière qui a cessé de fréquenter les églises. A-t-on seulement compris aujourd'hui les causes de cette désaffection pour l'Église catholique ? *A posteriori*, on réécrit le déclin du christianisme selon une logique de « sécularisation » qui aurait transformé la chrétienté en un archipel de sociétés enfin libérées de l'autorité de leurs clercs.

Cette sécularisation distinguerait le sacré du profane, l'intime du public, le religieux du politique. Or, comme le remarquait le philosophe

Alasdair MacIntyre dans les années 1950, « *une religion reléguée au privé est vouée à mourir* », puisque « *c'est le propre de la religion de nous faire toute chose profane comme sacrée* ». Or, la sécularisation s'efforce de recouvrir tout ce que la société tient pour sacré (et qu'elle tient pour obscène) du voile de la profanation. C'est dans cette relégation que peu à peu l'Église s'est effondrée. De « peuple de Dieu » elle est devenue « assemblée du dimanche ». Alpha et Oméga de la société chrétienne, l'Évangile est devenu trop souvent dans les faits un *loisir*, mièvre ou hystérique selon les sensibilités, qui n'informe plus qu'en surface et dans les marges l'économie, les luttes sociales, la science, l'éducation, l'art et la politique.

Il y a différentes étymologies pour le mot de religion : *religere*, relier ; ou *religio*, la piété, le scrupule que l'on met dans l'accomplissement de la religion commune. La génération à l'origine de l'effondrement du christianisme laissera bientôt définitivement la place à une société considérablement différente de celle de 1960. Celle-ci est traversée par une crise profonde : c'est justement celle du lien et de la piété commune. Avec l'Église, c'est en réalité toute notre culture qui s'effondre, à tel point que d'aucuns parlent « d'anticulture » et de « dissociété ». C'est sur ce constat que certains chrétiens, dans le sillage du mouvement Radical Orthodoxy, enjoignent de comprendre le sens authentique de *la révolution chrétienne* et relever, incidemment, notre civilisation malade du nihilisme. [Parviendront-ils à faire mieux que Netflix ?] ♦ **Yrieix Denis**



Depuis le temps que ce tombeau est vide...



Tout est factice

Savamment appliqué, le vernis qui enrobe le nouveau monde annoncé avec l'élection d'Emmanuel Macron apporte les prémices d'un effondrement.

Il devait abroger l'ancien monde et annoncer des temps nouveaux qui verraient la Sainte Économie redémarrer, les pieds bottés de la haine brune s'éloigner et la classe politique se renouveler. Sans surprise il n'en est toujours rien après deux ans. L'embêtant, c'est que cela commence à se voir.

« Ce ne sont que des réchauffés du PS qui se saoulent de belles paroles dont ils ne croient pas un mot ». Ce député, un temps membre de la Macronie, ne mâche pas ses mots. Pour comprendre l'ire, il faut remonter à l'affaire Marcel Campion, lorsque le Roi des Forains avait qualifié la sculpture de la place Vendôme de plug anal et sous-entendu que le premier adjoint de la mairie de Paris Bruno Julliard devait sa carrière à une « folie » commise avec Bertrand Delanoë. Rouleau

compresseur En Marche, les politiques réagissent et le Roi des Forains subit de plein fouet une campagne anti-homophobie qui tombe à pic pour ces professionnels de la politique qui y voient une belle occasion de flinguer à chamboule-tout le père Campion.

Gilets jaunes et Algériens ont, en un an, tué le mythe de la mondialisation heureuse et du multiculturalisme.

« On les reconnaît, ils tweetent leur indignation assis sur leurs chiottes », termine le dépité député. On l'aura compris : gouverner à coups de stratégie de com-

munication c'est bien mais pas trop longtemps. Lorsque l'on s'apercevra que les festivals lumineux de Christian Estrosi en hommage aux victimes de Nice n'arrêteront pas le terrorisme, que la loi contre la fessée n'empêchera pas les familles à forte richesse culturelle d'exciser leurs filles ou encore que Greta Thunberg tombait à point nommé pour entériner peinard le Ceta, certains auront quelques cheveux blancs à se faire.

En réalité, la mayonnaise a tourné. Gilets jaunes et Algériens ont, en un an, tué le mythe de la mondialisation heureuse et du multiculturalisme. Pour paraphraser la brillante Charlotte d'Ornellas, la France était absente. Absente pendant la crise des Gilets jaunes qui crèvent de manque de souveraineté et de transcendance. Absente car chassée par un algérianisme revancharde incarné par une poignée de crétins incapables de nuance dans l'expression de leurs sentiments. Chaos encouragé par quelques notables d'Alger, bienheureux de trouver prêt à tondre le bon vieux bouc émissaire français tandis qu'ils profitent allègrement des dernières miettes de notre empire colonial trépassé.

La mayonnaise gâtée, c'est aussi Sibeth Ndiaye déguisée en Teletubbies, pour reprendre l'expression de Jordan Bardella. Encore un plan de communication brillant pour cette fille d'officiels sénégalais qui joue avec les caricatures et s'invente en contre-feu pour détourner les tirs qui viseraient une Présidence fragilisée par les affaires Benalla et Rugby. Ndiaye est ridicule? Raciste! Thunberg est une enfant handicapée manipulée? Misogyne! L'étiquette LREM ne vend plus pour les municipales? Vous êtes un ennemi du président! La PMA n'est pas souhaitable? Homophobe! Un lobby LGBT existe? Homophobe à nouveau!

La fracture est consommée. En théorisant la France du kebab et du homard, Ndiaye a entériné la scission de ces deux France. Ces deux France qu'ils croient manipuler en les dressant l'une contre l'autre tout en tentant de les maintenir soudées avec la peur du réchauffement climatique. La République de la mascarade prend les allures d'une AG de Tolbiac. Reste à savoir qui fera le chien. ♦ **Marc Eynaud**



L'Œil de l'Éditocrate

Par Julie Graziani

Le multiculturalisme est un magasin multimarque

Comme le multiculturalisme est sympathique, me disais-je en feuilletant les premières pages d'un ouvrage consacré aux cités du Levant.

Smyrne, Alexandrie et Beyrouth furent pendant près de quatre siècles des villes portuaires globalisées avant l'heure, durablement prospères, où coexistaient chrétiens, juifs et musulmans, turcs et grecs, européens et arabes. L'atmosphère y était riche de parfums d'épices et de couleurs chamarrées. Une foule bigarrée et polyglotte déambulait sur la jetée le soir, à l'ombre des vastes hangars et de leurs cargaisons d'étoffes, de coton peigné et de figues sèches. Dans les mêmes rues, voisinaient mosquées, églises et synagogues et les croyants des trois religions et de leurs multiples variantes descendaient dans les rues en procession pour telle ou telle fête de la manière la plus naturelle sans que quiconque y trouve à redire. Les costumes traditionnels, le fez et le chapeau, les femmes voilées et les cheveux nattés se côtoyaient sans arrière-pensée prosélyte. L'idée qu'une communauté puisse chercher par ce moyen à s'approprier l'espace public n'avait aucun sens puisque l'espace n'était investi d'aucune identité propre ; il n'était qu'un carrefour. La diversité y était si naturelle que le système juridique lui-même n'était pas unifié : les Européens n'étaient pas soumis aux lois locales et étaient jugés le cas échéant par leurs propres cours de justice, en vertu de traités négociés entre les puissances étrangères et la Sublime Porte.

Mais voilà : pour garantir la paix civile et protéger les communautés chrétiennes, des navires de guerre anglais et français mouillaient dans la rade ; les consuls exerçaient sur le pouvoir officiel une influence croissante, à raison des capitaux étrangers investis dans l'économie locale ; les communautés habitaient chacune des quartiers distincts ; les écoles étaient fondées sur une base ethnique ou confessionnelle ; après quatre siècles de coexistence, on se mariait toujours entre soi ; sporadiquement, des frictions entre communautés déclenchaient émeutes et massacres. Le multiculturalisme du Levant est l'histoire d'une ségrégation organisée pour que tous se côtoient mais que personne ne se mélange.

La fin de l'histoire, c'est la chute de l'empire ottoman. Or, le multiculturalisme ne peut prospérer que sous une gou-



Topkapi (1964)
de Jules Dassin

Le multiculturalisme du Levant est l'histoire d'une ségrégation organisée pour que tous se côtoient mais que personne ne se mélange.

vernance de type impérial. Logique : un empire agrège facilement plusieurs peuples puisqu'il tire sa légitimité d'un principe dynastique – non du peuple – qu'il aspire par nature à l'expansion – non à des frontières stables – et qu'il ne nourrit aucune ambition égalitaire (il n'ambitionne que de lever des impôts dans les territoires passés sous sa tutelle). L'État-nation tire sa légitimité du peuple et est allergique aux inégalités de statut : il ne peut donc y en avoir qu'un, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous. C'est pourquoi la naissance des États-nations est systématiquement allée de pair avec un processus d'uniformisation ethnique et religieuse. Le peuple unifié qui en résulte tolérera tout au plus quelques minorités, à condition qu'elles ne menacent pas sa prédominance et cantonnent leur particularisme à la sphère privée. C'est ainsi qu'Alexandrie devint égyptienne, et que Smyrne fut turquifiée après l'incendie des quartiers grecs et chrétiens en 1922.

Il en résulte que si vous voulez la diversité, vous aurez l'inégalité devant la loi et un régime à la fois autoritaire et distant, décidant seul sur ses attributs régaliens (impôts, affaires étrangères et militaires) et ne se mêlant pas de la vie quotidienne. Et que si vous voulez la démocratie, l'égalité, et l'État-Providence, il vous faudra bâiller d'ennui devant une population homogène. ♦



Nous autres, post-modernes

Par Nicolas Pinet



Politique

Alliance des populismes ou union des droites ?

Depuis le début de l'été, un conflit larvé oppose les tenants d'une alliance des « antilibéraux », rangés derrière le politologue **Patrick Buisson** aux partisans d'une union des droites, plutôt férus du personnage de Marion Maréchal. **Récit et analyse d'une dissension idéologique et stratégique dont l'importance dépasse ses protagonistes.**

L'L'avantage des téléphones modernes, c'est qu'on peut filtrer les appels. Ne pas répondre aux numéros inconnus et laisser les fâcheux dûment identifiés comme tels déposer leur requête sur la messagerie. On rappellera... ou pas. Là, comme c'est un vieil ami, on décroche, comme on disait autrefois.

« Tu en penses quoi ? – De quoi tu me parles ? – De l'article du *Figaro* ! – Quel article ? »

Une rumeur tenace veut qu'il ne se passe rien au mois d'août, erreur ! Même un 12 août, le *Figaro* paraît et il a au moins un lecteur, celui que, pas de pot, on a en ligne, alors qu'on est en train, au soleil de la terrasse d'un bistrot lot-et-garonnais, de feuilleter *Aujourd'hui en France – Sud-Ouest* est monopolisé par les autochtones –, lequel se demande si les voitures électriques sont aussi écolos qu'on le prétend et en arrive à la conclusion, avec les circonvolutions d'usage, qu'en fait non. On le savait déjà mais ça fait plaisir de voir le mythe écorné par la presse grand public.

Ce n'est pas de l'extraction des minerais rares pour la confection des batteries desdits véhicules que mon interlocuteur veut m'entretenir. Le *Figaro* vient de publier un scoop sous le titre aguicheur : « Patrick Buisson et Marion Maréchal, les coulisses d'une rupture politique ». Heureusement qu'il y a « politique », sinon on aurait pu croire que Patrick et Marion avaient mis fin à une idylle jusqu'alors tenue cachée.

Qu'apprend-on, dans ce papier qui, grâce à internet, va se propager et être abondamment commenté ? Que Marion et Patrick ont dîné ensemble au moins de juin, que ça s'est mal passé – le repas est qualifié de « houleux » –, que l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy a aussi dîné, la même semaine, avec Marine Le Pen, et que « la présidente du Rassemblement national a pu constater que non seulement l'essayiste jugeait "obsolète" la stratégie qu'il avait lui-même inspirée à sa nièce, mais qu'il adhérerait désormais à la sienne », ce qui a au moins le mérite de nous apprendre qu'elle en a une. Et ? C'est tout, mais c'est suffisant pour que se propage l'idée que Marion Maréchal est désormais bien seule, puisque même Buisson l'a lâchée.

Le problème, c'est que pour qu'il y ait « rupture », il faut qu'il y ait eu épousailles, a minima fiançailles. Or, de part et d'autre, on s'y est toujours refusé. Aucun des deux ne l'a

même jamais envisagé, en tout cas pas Marion, qui, dès la première rencontre avec celui qui était alors le patron de la chaîne Histoire, n'a pas été séduite. L'entretien avait été courtois, mais sans plus. Il n'est pas devenu son mentor, ni même son conseiller. Il n'y a donc pas « rupture », mais des désaccords politiques, dus à l'évolution de la pensée stratégique de Patrick Buisson depuis plus d'un an – et n'a été vraiment « houleux » qu'au moment où, Patrick Buisson se posant en « arbitre des élégances », Marion Maréchal lui a fait comprendre qu'il pouvait garder pour lui ses remarques quelque peu « old school ».

Lorsque paraît, en 2016, *La Cause du peuple* (Perrin), l'essai de Patrick Buisson est sous-titré « L'histoire interdite de la présidence Sarkozy ». Un bandeau purement commercial, alors que l'ouvrage, majeur, est peut-être la plus importante réflexion sur la droite française – et sur ce qu'est la France – depuis 1937, l'année de parution de *Mes idées politiques*, de Charles Maurras. La réédition en collection de poche, en avril 2018, est dotée d'un nouveau bandeau : « Le livre fondateur de la droite ». Elle passe relativement inaperçue. Elle marque pourtant le tournant buissonien, par l'adjonction d'une préface où il résume clairement ce qui figurait déjà dans son livre mais nécessitait des efforts de lecture que tous n'avaient peut-être pas faits.

Ce qui était apparu comme un aspect de sa philosophie politique devient ainsi l'axe de lecture. L'axe du combat. L'axe de la « refondation ». Celui qu'il martèlera à la fin du printemps et au début de l'été 2019 dans une « séquence médiatique » qui le verra s'exprimer chez David Pujadas, sur LCI, sur le plateau d'Apolline de Malherbe, sur BFM TV, où il ne manquera pas de faire remarquer qu'il ne cesse de refuser les demandes d'entretiens et n'a accepté qu'après que BFM l'a sollicité trois fois, ou dans *l'Opinion*, à savoir que le clivage est aujourd'hui entre libéraux et antilibéraux, et que, pour faire simple, on ne peut être à la fois libéral et conservateur.

Dans cette préface, il écrit en effet : « *Au moins, le phénomène Macron, en opérant la reconstitution de l'unité philosophique du libéralisme "en même temps" que la réunification politique des libéraux de droite et de gauche, est-il en passe de dissiper un long malentendu historique fondé depuis l'avènement de la monarchie de Juillet sur la volonté de concilier libéralisme et conservatisme, ou plus exactement sur l'erreur qui consiste à les croire conciliables* ».



Il n'y a donc pas « rupture », mais des désaccords politiques, dus à l'évolution de la pensée stratégique de Patrick Buisson depuis plus d'un an.

Il poursuit en ces termes: « Avec la grande mutation du capitalisme impulsée par la financiarisation et la globalisation de l'économie, conservatisme et libéralisme apparaissent désormais dans une opposition radicale: celle du sacré et du marché, de l'enracinement et du nomadisme, du localisme et du cosmopolitisme, des communautés naturelles et des sociabilités contractuelles, des limites et du principe d'illimitation véritable moteur métaphysique incorporé à la logique libérale ».

Il y a, pour lui, comme il le dira en juin dernier sur LCL, « une antinomie fondamentale entre la droite originelle » et le libéralisme: « La droite libérale, expliquait-il, est une droite qu'on peut appeler situationnelle. Elle est classée à droite, mais elle n'est pas ontologiquement de droite ». Et de railler cette autre droite,

représentée aux élections européennes par François-Xavier Bellamy, une droite « qui se débat entre un moi libéral et un surmoi conservateur, c'est-à-dire qui admet le libéralisme économique mais pas le libéralisme culturel et sociétal », alors que les deux ne font qu'un, et qu'en prime, électoralement, ça n'existe pas.

Mais l'union des droites, alors, dont Patrick Buisson s'est fait le chantre et a été l'un des plus ardents artisans depuis le début des années 1980, soit durant près de quarante ans? Quid du grand œuvre qu'il a tenté de bâtir durant toute sa vie? Terminé! « Totalement dépassé »! Et d'asséner cet argument, stupéfiant dans la bouche de ce politologue d'ordinaire si averti: en 2007, le rapport de force entre l'UMP et le Front national était de trois à un

(30 % pour Nicolas Sarkozy, 10 % pour Jean-Marie Le Pen); aujourd'hui, il est encore de trois à un, mais en faveur du Rassemblement national.

« C'est un des travers de Patrick Buisson: il est sans nul doute le meilleur analyste mais lorsqu'il a une thèse à développer,

il s'arrange toujours pour trouver des chiffres qui viennent corroborer ce qu'il veut prouver, et là c'est un cas typique », commente l'un de ceux qui ont eu à ferrailler contre lui. Lorsqu'il animait Politoscopie sur LCI, puis ensuite 100 % Politique, il n'avait de cesse de rappeler qu'on ne pouvait comparer que ce qui était comparable. Et pas, par exemple, une élection présidentielle... et une élection européenne.

À suivre ce raisonnement – en se fondant sur les rapports de force des européennes pour en déduire des recompositions profondes du paysage politique français –, qu'aurait-il déduit du résultat des européennes de 2014 pour la présidentielle de 2017 ? Les listes de Marine Le Pen étaient arrivées en tête avec près de 25 % des suffrages, celles de l'UMP dépassaient les 20 %, le total des voix de gauche et du centre n'atteignait pas les 40 % de l'électorat (dont seulement 6,6 % pour le Front de gauche). Il est vrai que Jean-Luc Mélenchon n'avait pas encore fondé La France insoumise, qu'Emmanuel Macron n'était alors que l'obscur secrétaire général adjoint du cabinet du président de la République, et qu'on ne saurait non plus tout prévoir...

Si Patrick Buisson a parfaitement raison d'un point de vue philosophique sur la nature insécable du libéralisme, on aimerait connaître la martingale qui permettra d'aller expliquer, à court terme – d'ici à 2022 –, à son assureur ou à son marchand de primeurs, qui demande juste qu'on lui baisse ses charges et qu'on cesse de l'enquiquiner avec de la pape-rasse, bref, qu'on le laisse travailler pour gagner sa vie, que le clivage se situe entre libéraux et antilibéraux et que, dans ce cadre, c'est le camp des antilibéraux qu'il doit rejoindre, lui qui pensait bêtement que c'était plutôt le camp d'en face, assimilé à celui des bureaucrates et des socialistes honnis ! Patrick Buisson sait très bien que, par définition, la révolution culturelle ne peut qu'être longue, alors que le temps politique, lui, est de plus en plus court.

Quant à dire que « l'union des droites est un projet obsolète », cela procède d'une autre de ses faiblesses, son tropisme franco-français. Il l'empêche de voir ce qui se passe en Suisse et comment, là-bas, tout près de chez nous, l'Union démocratique du centre, travaille, laboure, convainc ; il lui fait occulter totalement la réussite, électorale puis de gouvernement, de l'union des droites en Autriche (voir page 62) ; il lui fait méconnaître la réalité de l'improbable alliance, qui vient d'exploser, entre la Lega et le M5S en Italie. Français jusqu'au bout des ongles (c'est pour ça qu'on l'aime !), il n'intègre pas non plus dans sa réflexion, à la différence de Marion Maréchal – peut-être parce qu'elle est d'une autre génération, peut-être parce qu'elle voyage, elle, au-delà de Béziers ou d'Orange... – les questions géopolitiques et géostratégiques, qui ne se limitent pas aux liens historiques et aux affinités culturelles.

Fi de l'union des droites, donc, Patrick Buisson veut désormais réunir « les populistes de gauche et les populistes de droite », « les souverainistes de gauche et les souverainistes de droite ». L'historien qu'il est aussi rappelle que « cela a existé dans notre histoire », citant par exemple la révolte des canuts, en 1831. Certes, mais pour quel résultat ? Depuis quand l'alliance de circonstances entre contestataires de bords opposés débouche-t-elle sur une prise de pouvoir, et sur une prise de pouvoir durable et profitable à la nation ? Depuis l'accord de gouvernement entre la Lega et le Mouvement 5 Etoiles (humour) ? Depuis le mouvement des Gilets jaunes ? Ou plutôt jamais ?

« La base électorale [des] droites, affirme Buisson, est devenue [...] très insuffisante pour servir d'axe stratégique à une reconquête du pouvoir ». Relisez : « La base électorale [des] droites, est devenue [...] très insuffisante pour servir d'axe stratégique à une reconquête du pouvoir. » Et en 1969, cinq ans avant que François Mitterrand ne manque de peu l'élection à la présidence de la République face à Valéry Giscard d'Estaing, la « base électorale » des gauches, elle était de combien ? Cherchez pas : un quart de l'électorat... Dont un gros 20 % pour le PCF et un très maigre 5,01 % pour le candidat de la SFIO, qui allait donner naissance au Parti socialiste en 1971 mais cela non plus, on ne pouvait pas le prévoir...

Sans aller jusqu'à qualifier Patrick Buisson d'« astre mort », selon une formule en vogue dans des milieux qui le portaient aux nues jusqu'alors et l'assassinent parce qu'il a eu des mots durs (et inopportuns) à l'égard de Marion Maréchal, depuis quand décrète-t-on qu'une base électorale est figée ? Depuis quand les circonstances doivent-elles

faire renoncer au seul combat qui vaille, celui pour la civilisation, qui ne peut absolument pas être mené avec des « populistes de gauche » pour qui le « combat social » sera toujours en tête des priorités – et pour qui le mot même de « civilisation » est abscons ? Depuis quand faut-il cesser de « porter la bonne parole » de ce qu'on croit juste et bon pour le pays, alors que ce qui distingue un homme d'État d'un simple homme politique, et Buisson ne dira pas le contraire, c'est justement d'avoir eu le courage, dans la tourmente, de maintenir le cap et de l'indiquer au peuple, y compris dans les périodes où ce dernier ne l'écoutait pas.

Patrick Buisson ne dînera sans doute plus avec Marion Maréchal. On le dit (re)devenu « visiteur du soir » de Marine Le Pen, tout en travaillant à un « projet extrêmement ambitieux » dont nul ne sait en quoi il consiste précisément – mais le sait-il lui-même ? –, si ce n'est qu'il a pour but, ainsi qu'il l'a déclaré peu avant l'été, que le second tour de la prochaine présidentielle n'oppose pas Emmanuel Macron... et Marine Le Pen. Il est des moments où il faut cesser, et de lire *le Figaro* au mois d'août, et de chercher à comprendre. ♦ **Blanche Sanlehenne**

Ce qui distingue un homme d'État d'un simple homme politique, et Buisson ne dira pas le contraire, c'est justement d'avoir eu le courage, dans la tourmente, de maintenir le cap et de l'indiquer au peuple.

La belle promo « Léopold Sédar Senghor »
de l'ENA en 2004



Macron mis à nu

Emmanuel Macron, Julien Aubert le connaît depuis longtemps. Avec « Manu », ils étaient ensemble à l'ENA. Le député de Vaucluse et président d'Oser la France aurait pu rédiger un portrait truffé d'anecdotes, il a choisi de prendre de la hauteur. Il a bien fait. Son analyse du macronisme est plutôt juste.

Le macronisme est, d'abord, un narcissisme. E. M. pour En Marche ! parce que E. M., ce sont ses initiales. Il doit y avoir un avant et un après E. M. comme il y a un avant et un après J.-C. Qu'on se souvienne de son discours exalté, « presqu' christique », à la porte de Versailles, fin 2016. « *Le macronisme est tout entier dévolu à l'amour d'une seule personne* », lui-même, écrit Aubert. Bien sûr, le macronisme n'est pas que cela. Le Sauveur ne va pas nu. Il s'est paré d'oripeaux idéologiques.

On ne suivra pas forcément Aubert quand il affirme qu'on ne les a pas vus, qu'on l'a pris pour un « pragmatique », voire, selon la formule de Jean-Louis Bourlanges, comme « *un mélange insolite de gaullisme et de centrisme* ». Macron, c'est l'économisme pour l'hémisphère droit, le progressisme pour l'hémisphère gauche, avance Aubert. On pourrait aussi dire que ce sont deux hémisphères gauches qui se corrélaient parfaitement. C'est en tout cas l'émancipation individuelle par la réussite économique. « *Pour Macron, l'individu est un entrepreneur en puissance, et l'essentiel n'est pas de participer à la chose publique mais de gagner de l'argent, ultima ratio de la performance* ».

Pour Macron, tout est vu, analysé – et peut-être résolu – par le prisme de l'économie. Business

d'abord et libéral-mondialisme à toutes les étapes. C'est donc très logiquement que « *le macronisme se pense comme un anti-conservatisme et pose comme point de départ la déconstruction de toute identité collective unitaire et stable, en commençant par l'identité nationale* ». Entre « l'individu-réussite » et le « monde-marché », écrit Aubert, pour E. M., il n'y a rien, car il ne doit rien y avoir. Et surtout pas de politique. « *Il en résulte que le politique n'est pas là pour dicter sa loi à l'économie, mais pour lui permettre de fonctionner le plus aisément possible, parce que le marché a raison et crée de la prospérité* ».

Aubert consacre de nombreuses pages aux différentes formes de déconstruction des structures traditionnelles et représentations sociales que prend le progressisme macronien avec d'autant moins de complexes qu'il « *n'a pas d'objectif clairement défini* » en la matière. Peu importe où on va aboutir, jusqu'où on va aller, du moment que cela profite aux individus. Et au marché.

Il y a toutefois des angles morts dans son livre, dont on ne peut pas croire qu'ils ne sont pas volontaires. Celui qui avait créé en 2013, avec un fol esprit créatif, le Rassemblement Bleu lavande (sic) pour contenir la progression du FN et de Marion Maréchal dans le Vaucluse ne parle quasiment pas de l'islam. Dans tout l'ouvrage, le terme

n'apparaît que trois fois. Et encore, jamais seul. Deux fois pour parler du terrorisme, « *islamique* » ou « *islamiste* ». Une fois pour dénoncer « *l'islam radical* ». Et c'est tout. Dans le passage sur l'« *identité nationale* », il n'est question que de « *rétablir l'unicité de la République* » pour faire reculer « *les autonomistes de tout poil* » – les Corses apprécieront... – et « *les fanatiques religieux* ». Sinon, les mosquées partout, ça va ?

En fait, Julien Aubert a deux craintes : heurter « *la sensibilité de ceux qui [...] sont au fond d'eux-mêmes un peu blessés par la manière agressive dont la République peut parfois prendre en compte [le] sujet* » de l'islam, et que se produise un « *raidissement identitaire* » des Français non musulmans, qui se traduirait par un vote pour le Rassemblement national. Ce n'est pas dans cet ouvrage qu'il le dit mais dans le *Livre tricolore sur les islam(s)*, à télécharger sur le site d'Oser la France. Il en ressort qu'il faut « *avoir une politique de préférence culturelle* » – bravo ! – et « *revoir la loi de 1905 par un texte complémentaire spécifique au culte musulman, de manière à corriger les inégalités avec les autres cultes* » !

La limite de Julien Aubert est là. Le livre du candidat souverainiste à la présidence de LR s'achève par une dénonciation du matérialisme, « *qui, avec le gauchisme sociétal, est l'autre fléau moderne* », et il se conclut par le mot de « *civilisation* ». À comparer avec ses autres écrits, on se demande si le « *en même temps* » de Macron n'est pas contagieux. ♦ **B. S.**

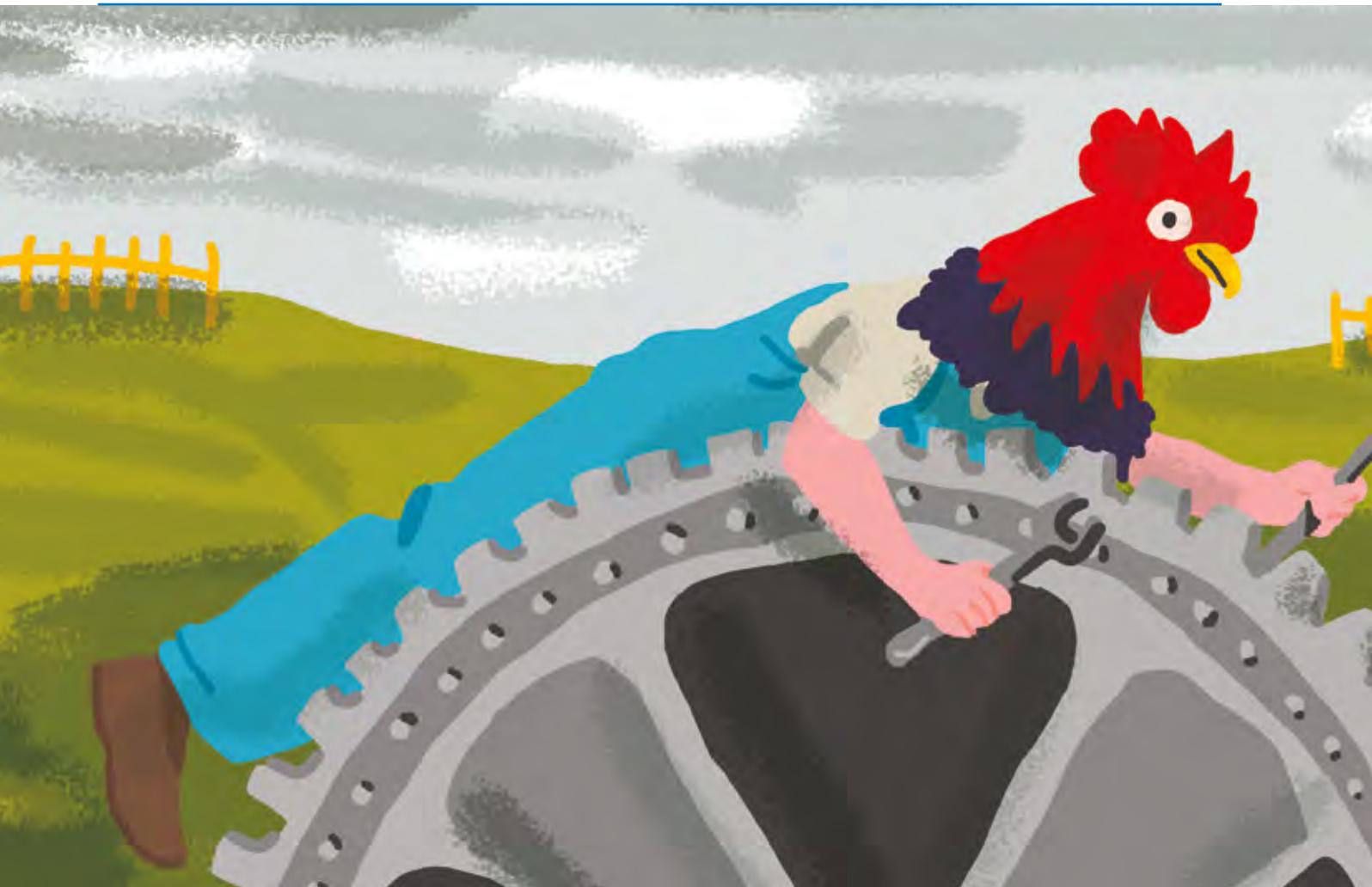


EMMANUEL, LE FAUX
PROPHÈTE

Julien Aubert

Le Rocher ♦ 220 p., 15,90 €
(à paraître le 11 septembre)

Désindustrialisation française



Une question de souveraineté

« **L**a Grande-Bretagne n'a plus d'industrie, à la différence de la France », fanfaronnait Nicolas Sarkozy en 2009. Enterrer l'industrie britannique était pourtant prématuré car elle représente encore aujourd'hui 20 % de l'économie du Royaume-Uni contre 12,5 % pour la France.

De fait, c'est en France que la désindustrialisation a été la plus forte, pour des raisons principalement idéologiques, comme l'explique l'historien Pierre Vermeren. On est parti du principe qu'il était plus avantageux de déléguer le travail industriel aux pays du tiers-monde où la main-d'œuvre coûte moins cher, pour ne garder en France

que les tâches de conception, stratégie et recherche. Finie l'industrie lourde, on ne conserverait que quelques secteurs de pointe ; place à la reconversion dans le secteur tertiaire qui pourrait produire des gains supérieurs de productivité à court terme pour les actionnaires. Une logique de rentier qui conduit à sacrifier les investissements de long terme et à abandonner la stratégie industrielle qui avait fait le succès de la France au cours des Trente Glorieuses. De fait, les effectifs de l'industrie manufacturière sont passés de 6,8 millions de personnes à la fin des Trente Glorieuses à 2,7 millions aujourd'hui. Sachant qu'un emploi industriel induit au moins deux emplois dans les services, on aurait pu conser-

Il est temps d'empêcher notre appareil industriel d'être la proie de groupes étrangers qui n'ont aucune raison de vouloir maintenir les emplois industriels en France et d'agir en faveur de nos territoires.



ver un niveau de plein-emploi en maintenant un nombre suffisamment élevé d'emplois industriels, comme ont su le faire les Allemands.

De plus, lorsqu'on délocalise la production, la matière grise suit nécessairement tôt ou tard, affirme Charles Beigbeder, si bien qu'il est illusoire de vouloir conserver des ingénieurs spécialisés en recherche et développement si l'on accepte de voir dépecé notre appareil industriel. À terme, c'est de tout un savoir-faire artisanal qu'on se prive. Quand on ne peut rivaliser avec le coût du travail d'un ouvrier d'Asie du Sud-Est ou d'Europe de l'Est, il faut investir sur la qualification. Or, la désindustrialisation a réduit comme peau de chagrin le nombre d'ouvriers qualifiés au point que la France devrait

en manquer cruellement dans la décennie qui vient.

Contre une telle situation, il est temps d'empêcher notre appareil industriel d'être la proie de groupes étrangers qui n'ont aucune raison de maintenir les emplois industriels en France et d'agir en faveur de nos territoires. L'exemple d'Alstom est éloquent: alors qu'Arnaud Montebourg avait agité en 2014 la menace de l'article L 151-3 du code monétaire et financier qui soumet tout investissement étranger dans une entreprise comportant un intérêt national à l'autorisation du ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, qui l'a remplacé quelques mois plus tard, s'est empressé de le céder à General Electric. Au point que le député Olivier Marleix s'interroge aujourd'hui sur l'existence d'un pacte de corruption entre Macron et tous les intermédiaires qui ont été rémunérés sur la vente et que l'on retrouve, comme par hasard, parmi les donateurs de sa campagne présidentielle en 2017. Le Parquet national financier enquête actuellement sur le sujet.

Il faut retrouver un véritable patriotisme économique comme le prône l'ex-député du Tarn, Bernard Carayon. Ce qui suppose de réserver nos marchés aux entreprises françaises ou, à tout le moins, européennes. Américains et Chinois ne s'embarrassent pas pour le faire, pourquoi pas nous? Parce que le dogme de la libre-concurrence imposé par l'Union européenne empêche pour l'instant toute perspective en

ce sens. Ce principe, censé garantir l'intérêt du consommateur en maintenant les prix les plus bas, se retourne finalement contre le producteur français qui ne peut rivaliser avec des entreprises étrangères qui bénéficient d'un coût du travail bien moins élevé et pratiquent le dumping social.

Derrière ce tableau bien sombre apparaissent toutefois quelques lueurs d'espoir qui montrent que le patriotisme économique a encore un avenir. L'industriel Frédéric Pierucci, ex-cadre dirigeant d'Alstom, fut emprisonné deux années durant aux États-Unis pour une sombre histoire de corruption dans laquelle il n'était pas impliqué directement. Incarcéré par les autorités américaines en 2013 dès sa descente d'avion, il comprend petit à petit que sa captivité permet à GE de faire pression sur Alstom pour accélérer la vente de la branche énergie. Il se retrouve donc l'otage d'une affaire d'État qu'il a racontée dans *Le piège américain* (Lattès, 2019). Cette épreuve ne l'empêche pas aujourd'hui, alors que la rumeur annonce que GE voudrait se séparer de son pôle nucléaire racheté à Alstom en 2015, de monter un tour de table pour mobiliser investisseurs et acteurs de la filière nucléaire afin de racheter ce pôle nucléaire à GE. Ainsi, la maintenance des turboalternateurs qui équipent nos centrales nucléaires et la production des turbines destinées aux réacteurs EPR repasseraient sous pavillon tricolore. Au nom de la souveraineté de la France, une notion qu'on ferait bien de réhabiliter dans le domaine industriel.

◆ **Benoît Dumoulin**

Comment expliquer la mort de l'État stratège dans les années soixante-dix et la fin de toute politique industrielle ? Comment en est-on arrivé à prôner comme Serge Tchuruk en 2001 une entreprise « sans usine » ? Quelle idéologie sous-tend ce postulat ?

C'est assez difficile à analyser car personne n'assume vraiment ce choix a posteriori dont les conséquences sont désastreuses : désindustrialisation et chômage de masse ; abandon de pans entiers du territoire livrés à eux-mêmes ; baisse structurelle du taux de croissance à long terme ; déficit commercial devenu lui aussi structurel, perte de savoir-faire et de compétences techniques, technologiques et scientifiques qui obèrent l'avenir et créent la dépendance. Qui a fait ce choix alors que Japonais et Allemands misaient tout sur leurs industries de pointe et d'équipement ?

On oppose fréquemment la nature des choses, l'évolution des sociétés et du capitalisme, la dématérialisation et la tertiarisation inéluctables... Mais maintenant que l'industrie française pèse moins que celle de l'Italie, en Angleterre et 2,5 fois moins qu'en Allemagne, il faut s'interroger. Les délocalisations dues au coût de la main-d'œuvre ou à l'euro n'expliquent pas tout, sinon l'Italie et l'Allemagne (où les ouvriers sont deux fois mieux payés qu'en France) seraient dans notre situation.

L'histoire économique a remis à l'honneur il y a une trentaine d'années le rôle clef de l'entrepreneur (seul ou avec ses conseils) : c'est lui qui prend la décision d'investir ses capitaux. Bien sûr, il effectue des choix rationnels et cherche de la valeur mais il peut aussi investir à perte en vue de bénéfices ultérieurs. Pourquoi collectivement, tant d'entrepreneurs et de grands patrons français ont décidé de sortir de l'industrie, de faire fabriquer ailleurs et de vendre leurs unités à l'étranger ? Ainsi d'Arnaud Lagardère qui par choix a décidé de faire d'un grand groupe d'aéronautique de défense un groupe de médias, avec en quelques années la division par deux ou presque de son chiffre d'affaires. Ces décisions et ces choix sont com-

plexes et culturels. Et cela mérite qu'on y travaille, car avoir fait passer la France de 30-40 % de main-d'œuvre industrielle à 10 % en un demi-siècle n'est pas anodin. Surtout quand l'agriculture passe dans le même temps de 30-40 % à 2,5 % ! Pourquoi avoir choisi d'abandonner la production ? Il y a une dimension idéologique. Le milieu patronal et bancaire français est homogène et très concentré à Paris, même les grands patrons bretons, lorrains ou du Nord y sont. De surcroît, le ministère de l'industrie, les grands corps d'État d'ingénieurs et les organisations patronales sont à Paris. Tout le monde se connaît, assiste aux mêmes conférences et lit les mêmes journaux. Rien à voir avec l'Allemagne ou l'Italie.

À un moment donné, vers 1990-1995, tout le monde a basculé : l'État doit se désengager de l'industrie, on met fin au colbertisme ; l'industrie de main-d'œuvre est une activité périmée appelée à partir dans le tiers-monde ; la France doit devenir une économie de services car c'est là que la création de valeur est la plus rapide et la plus dynamique. L'industrie est vue comme polluante, sale et consommatrice de matières premières que nous n'avons pas ; il faut renoncer aux biens intermédiaires, monter en gamme et se spécialiser dans la haute valeur ajoutée industrielle (transports, luxe, armements). On a raté la révolution informatique, ne nous entêtons pas ! L'idéologie de la France grande puis-

Pierre Vermeren

« L'ingénieur et l'officier ont cédé la place au juriste, à l'énarque et au financier »

Pour **Pierre Vermeren**, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, la désindustrialisation de la France procède d'une conversion idéologique de ses élites au libéralisme dans les années quatre-vingt. *Dans La France qui décline* (Tallandier), il prône une nouvelle politique d'aménagement du territoire qui pourrait être une réponse à la crise des Gilets jaunes.

sance tertiaire a pris le dessus, nous en sommes devenus le champion d'Europe, devant le Royaume-Uni ! Tourisme, banque, finance, médias et communication, services aux entreprises et aux personnes, services aux collectivités locales et aux villes ! Au bout du système, normaliens, énarques, polytechniciens, HEC, tout le monde rêve de la finance, secteur dans lequel partent les meilleurs cadres, et qui est souvent l'antichambre vers Londres ou l'Amérique. Dans l'État français, l'ingénieur et l'officier ont cédé la place au juriste, à l'énarque et au financier. De Gaulle est devenu Macron. C'est le règne de l'Inspection des finances qui est au sommet des trois fonctions, et dont un titulaire sur deux pantoufle pour faire de la valeur. Notre dynamisme et tous nos autres savoir-faire se rétrécissent, même les mathématiques ! Une armée mexicaine de brillants cerveaux est prête à faire de la valeur à partir des restes de notre industrie et de nos sociétés de services. C'est aussi le prix de la déchristianisation qui a fait passer la quête de l'enrichissement personnel en valeur suprême de notre société. Chacun est dans une logique purement individuelle et se décharge de tout le reste sur l'État, regardé comme une énorme assistance sociale.

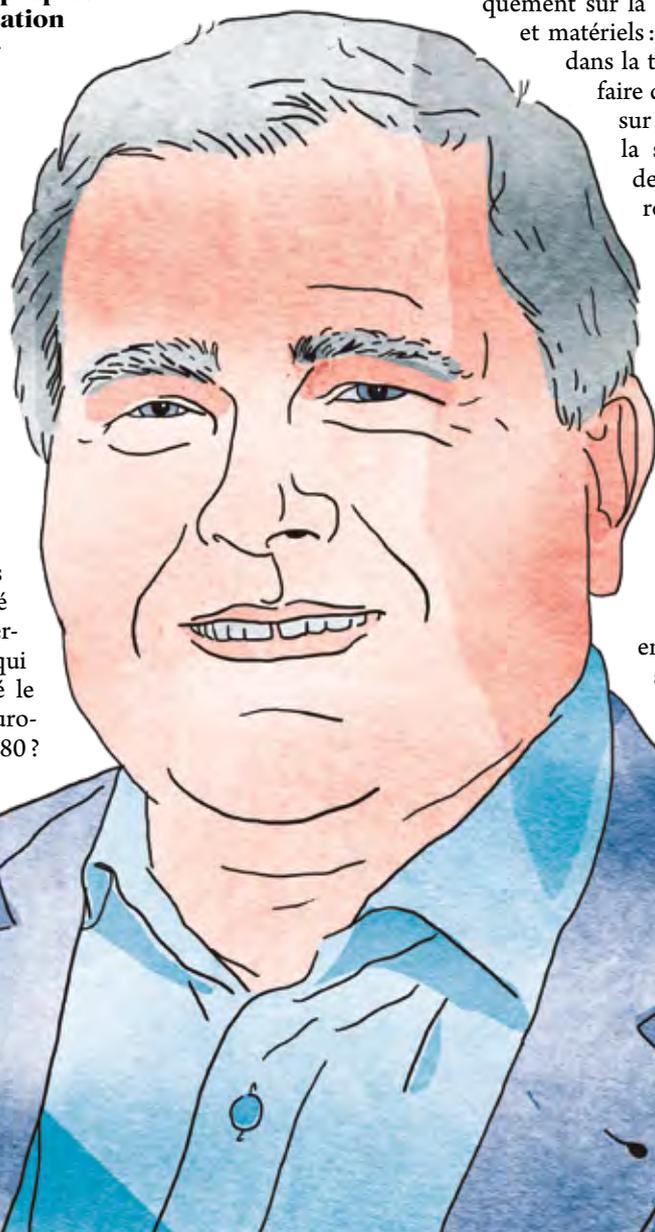
L'Union européenne a-t-elle une part de responsabilité dans le démantèlement de notre politique industrielle ou est-ce d'abord un alignement de nos propres élites sur la mondialisation libérale ? Que pensez-vous du principe de libre-concurrence érigé comme dogme par la Commission européenne ?

Il ne faut pas se tromper de cible. Certes, l'Union européenne est devenue libérale dans ses objectifs (la libéralisation du marché et la fin des frontières) et régulationniste dans ses pratiques (lutte contre les monopoles et les subventions publiques). De ce fait, elle penche davantage vers le libéralisme historique de la Grande-Bretagne que vers l'économie sociale de marché allemande ou le gaullisme à la française. Mais qui a voulu cela ? Qui a imposé le virage libéral de l'Union européenne dans les années 1980 ? Qui a voulu Maastricht et le traité de

l'Union européenne ? Les Français. Qui a voulu et imposé l'euro aux Allemands qui ne voulaient pas s'associer aux pays du « club Med », et qui a inventé les critères de convergence de Maastricht ? Les Français. Avec la foi des nouveaux convertis, François Mitterrand et Jacques Chirac ont mis sur pied l'Europe libérale entre 1983 et 1993, qui s'est retournée contre les intérêts français. Le seul avantage dont nous usons jusqu'à la corde, quitte à bafouer les règles que nous avons nous-mêmes édictées en termes de stabilité, c'est de nous endetter sans discontinuer depuis bientôt cinquante ans. C'est l'euro et la protection allemande qui nous permettent de vivre à crédit et de déployer la plus grande protection sociale du monde.

La conversion de Mitterrand au libéralisme en 1983, poussée par ses conseillers Delors, Fabius et Attali, et celle de Chirac au libéralisme en 1986, entouré de Balladur et Madelin, ont radicalement transformé le visage de l'Europe : la CEE à la française des années cinquante et soixante a été démantelée, et les Anglais n'y sont pour rien (d'ailleurs, ils se sont enfuis depuis), et encore moins les Espagnols et les Italiens. Notre pays a choisi en même temps de supprimer son industrie, son agriculture et de devenir le champion des services, sous parapluie monétaire européen, le tout en laissant gonfler une gigantesque bulle sociale. Cette génération

a inventé l'économie sociale hors marché qui repose uniquement sur la croissance des facteurs humains et matériels : puisque nous avons perdu pied dans la technologie du futur, nous allons faire de la croissance extensive, fondée sur la multiplication des facteurs, à la soviétique. D'où la submersion des aéroports, des autoroutes, des rocadés, des ronds-points, des TGV, des hangars, des supermarchés, des zones commerciales et industrielles, des lotissements et des cités. On a remplacé la croissance forte des années soixante, intensive en matière grise et reposant sur des sauts technologiques, par une croissance poussive reposant sur la croissance démographique et l'endettement, d'où le rôle clef de l'immigration puisque les Français ont arrêté de faire plus de deux enfants en moyenne depuis les années soixante-dix. L'Europe n'a rien à voir avec tout cela, ce sont nos choix, et ce sont, au contraire, les autres Européens qui seraient fondés à se



plaindre de notre étrange conversion. La seule question qui vaille, c'est de savoir si nos élites ont procédé de la sorte en instrumentalisant l'Europe car elles se seraient senties incapables de convaincre les Français de cette politique libérale-sociale, ce qui expliquerait que l'Europe soit devenue un bouc émissaire facile. Ou bien si elles n'ont pas mesuré les conséquences de leurs actes, et agi par idéologie ou par tâtonnements successifs. On sait que Mitterrand et Chirac n'étaient pas très versés dans les questions économiques et industrielles...

Pour remédier au déséquilibre entre les métropoles et la France périphérique, vous prônez notamment le retour à une politique d'aménagement du territoire qui pourrait prendre la forme d'une délocalisation de certaines administrations dans des villes de taille moyenne. Mais au-delà des services publics, comment imaginer la revitalisation de nos territoires par le retour d'une activité entrepreneuriale, industrielle et artisanale qui puisse être compétitive par rapport à nos voisins ? Quelles réformes s'imposent, notamment pour redynamiser les centres-villes ?

Il y a trois choses dans ce que vous dites. Il y a effectivement la responsabilité de l'État, qui peut mieux répartir ses fonctionnaires et ses multiples services administratifs sur l'ensemble du territoire (1,5 million de fonctionnaires vivent en Île-de-France, 1 sur 4 dont 500 000 cadres). L'exemple de Niort, la ville des mutuelles, démontre qu'un service d'ampleur nationale peut parfaitement trouver sa place dans une préfecture de province et irriguer toute une région ou un département. Paris et les métropoles sont saturées, et au lieu d'engloutir des dizaines de milliards dans le Grand Paris, il aurait mieux valu investir ces milliards dans quelques villes de province en grande difficulté comme Charleville-Mézières, Montluçon, Boulogne-sur-Mer ou Saint-Étienne, et transférer les populations qui vont avec ces activités. De grands services de l'État (université, armée, culture ou santé) voire des ministères non régaliens pourraient parfaitement s'installer dans certaines de ces villes. Tout le tissu local serait bonifié, avec un gonflement souhaitable des prix de l'immobilier dans les régions où il est sacrifié.

Le retour de l'activité entrepreneuriale, c'est une autre affaire, même si on peut penser qu'un meilleur environnement en termes de services, de prix et d'offre commerciale, hospitalière et scolaire aurait un impact favorable sur les entrepreneurs et les cadres. On loue en effet souvent en France l'offre de transport, quand bien même le transport ferroviaire a été sacrifié en dehors des lignes TGV. Mais on oublie que les hôpitaux « périphériques » (hors CHU), et les écoles et lycées en dehors des grandes villes ou des villes-centres, sont les grands sacrifiés, d'avantage en termes de qualité que de moyens. La France périphérique, on peut la définir comme celle des collèges et lycées où les profs ne veulent pas mettre leurs enfants, et celle des cliniques et hôpitaux où les médecins ne se font pas soigner, ni eux ni leurs proches. Une fois

réalisé ce travail sur l'environnement qui dépend de la volonté des pouvoirs publics, reste la politique industrielle. Est-ce que l'on veut redevenir autonome dans un certain nombre de secteurs industriels et productifs et est-ce qu'on veut s'en donner les moyens ? S'il y a un consensus et que cela devient une priorité nationale, ou européenne, alors oui, une telle dynamique est possible. Cela dépasse le cadre individuel et local, car ce n'est pas avec des tatoueurs, des vendeurs de graines et des ongleries qu'on peut rebâtir une économie. Il faut des artisans bien formés, restaurer des métiers, et peut-être anoblir les filières de formation professionnelle qui sont trop souvent des filières de relégation, ce qui entraîne une catastrophe morale, psychologique et économique.

Quant aux centres-villes, il y a là aussi un travail complexe à fournir. Il faudrait faire des intercommunalités pilotées par la ville-centre en ce qui concerne les activités économiques et commerciales, car les communes de banlieues qui ont accueilli l'essentiel des supermarchés, des zones commerciales et artisanales, ont déshabillé les villes-centres pour les impôts et taxes. Une guerre fiscale et politique a eu lieu, remportée par les communes de périphérie les plus offrantes. Le pays y a perdu sur les deux tableaux : la ville-centre est en voie d'abandon et on y installe des logements sociaux qui nourrissent la spirale du déclin s'ils sont trop nombreux ; et la

« Notre pays a choisi en même temps de supprimer son industrie, son agriculture et de devenir le champion des services, sous parapluie monétaire européen, le tout en laissant gonfler une gigantesque bulle sociale ».

Pierre Vermeren

banlieue naguère si souriante est devenue la France moche des périphéries (la campagne est repoussée au-delà des rocares, le plus souvent constellée de décharges ou d'entrepôts divers), tout cela pour un jeu à somme nulle, puisqu'il n'y a pas plus d'emplois qu'il y a vingt ou trente ans dans l'artisanat et le commerce... Tout cela n'a donc servi à rien sauf à saccager des espaces. Il me semble que les architectes des bâtiments de France ou des aménageurs cultivés pourraient reprendre un peu les commandes dans les cas les plus graves et dans les villes les plus touchées. Cela ferait école. Des villes comme Saint-Émilion ou tant de sites touristiques démontrent que notre savoir-faire est intact, encore faut-il le faire prévaloir sur la « liberté du commerce et de l'industrie », qui est très sympathique, mais qui se fiche comme d'une guigne du respect des patrimoines et des paysages urbains ou ruraux.

◆ **Propos recueillis par B.D.**



LA FRANCE QUI DÉCLASSE
Pierre Vermeren
Tallandier
192 p. – 16,90 €



Bernard Carayon

« La guerre économique, c'est la guerre des temps de paix »

Dans une famille politique parfois un peu béate devant la mondialisation libérale, l'ancien député de droite

Bernard Carayon a porté une voix plus réaliste : la vie en elle-même est un constant rapport de force, et la vie économique ne fait pas exception. Face à l'agressivité américaine et chinoise, il faut faire preuve de réalisme et dépasser les dogmes idéologiques du libre-échange pour muscler son jeu.

Vous êtes celui qui a conceptualisé, au début des années 2000, les notions de guerre économique et de patriotisme économique. On n'en parlait pas avant, dans le débat politique ?

Sur le plan politique, l'expression de « patriotisme économique » a été utilisée pour la première fois par Lionel Jospin peu après l'attaque du 11 septembre 2001. Le gouvernement français, comme beaucoup de gouvernements occidentaux, craignait que

cet attentat n'entraînant un effet dépressif sur l'économie, mais il en limitait le sens à l'achat de produits français, à une stratégie de consommation, tandis que moi, je l'ai conçu dans une stratégie de production et d'indépendance.¹ L'expression de « guerre économique » avait été employée dans les années 1970 par un homme à qui je voue une grande admiration, Bernard Esambert, conseiller industriel de Georges Pompidou, mais elle n'avait rencontré qu'un succès d'estime. Le seul homme politique qui ait utilisé l'expression de « guerre économique », et qui l'ait utilisée intelligemment, c'est François Mitterrand dans sa *Lettre à tous les Français* de la campagne présidentielle de 1988. Le long passage qu'il y consacre, et qui a été évidemment ignoré des bien-pensants, est tout à fait remarquable (voir p. 40). Il avait parfaitement compris que la guerre économique, c'est la guerre des temps de paix, et c'est aussi, parfois, la guerre entre « amis ». Ce qui fait litière de la pensée libérale orthodoxe, le célèbre « doux commerce » de Montesquieu, qui est une véritable fumisterie² !

Pourquoi cela ?

Parce que les relations économiques ont toujours été animées par un esprit de conquête ! Oubliant cela, on a vécu sur un mirage : l'ouverture des marchés permettrait, à travers la libre circulation des hommes, des idées, des technologies et des capitaux, de garantir une prospérité partagée. C'est une pure vision idéologique portée par les libéraux de gauche comme de droite. L'idéologie libre-échangiste relève du rapport de force, que l'on peut légitimement appeler guerre, une expression taboue, chez nous, quand nos concurrents ne se payent pas de mots. Souvenez-vous de Carla Hills, la représentante au commerce des États-Unis, déclarant, au début des années 1990, alors que s'engageaient les négociations pour la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), que les Américains ouvriraient les marchés, si nécessaire, « à la barre à mine³ » !

Comment en êtes-vous venu à prendre conscience des carences françaises dans ce domaine ?

En 2003, Jean-Pierre Raffarin, alors Premier ministre, me confie une mission sur les questions dites d'intelligence économique. Je mobilise

plusieurs hauts fonctionnaires pour accéder aux informations utiles dans un certain nombre de ministères qui me paraissent fondamentaux sur ce sujet (Finances, Intérieur, Affaires étrangères, Défense) et d'hommes et de femmes du secteur privé.

Nous commençons les auditions : la moitié des dirigeants des entreprises du CAC 40, tous les responsables des administrations régaliennes, les patrons des laboratoires de recherche et des services de renseignement, etc., soit quatre cents auditions en quatre mois et demi ! On a même auditionné deux représentants du cabinet Kroll, société privée d'espionnage américaine, et j'ai cru que l'un de mes collaborateurs, commissaire de la DST, allait leur passer les menottes !

Très rapidement, des mots terribles reviennent, y compris dans la bouche de personnalités réputées très prudentes dans le langage : « Les Américains, il n'y a pas plus enfoiré qu'eux », « Les Allemands sont les rois de l'hypocrisie et du "métier" en matière de corruption ». L'expression de « guerre économique » revient sans arrêt. La porosité de nos dispositifs juridiques et la pauvreté de nos instruments financiers sont soulignées. Bref, l'absence de politique publique est déplorée : elle sera ma réponse à la guerre économique.

À partir de là, on va lever un certain nombre de problématiques qui, à l'époque, constituent de véritables tabous de la pensée politique et économique française, le premier étant l'existence d'une guerre économique entre les entreprises françaises et les entreprises étrangères, tout particulièrement américaines.

Ce qui pose la question, pas si simple, de la nationalité de l'entreprise...

En effet et c'est le deuxième tabou qu'on va faire sauter. La nationalité de l'entreprise n'est pas qu'un sujet pour juristes, c'est une notion politique : est nationale une entreprise qu'un gouvernement considère comme une entreprise nationale. Ce n'est pas plus compliqué que cela.

Présenté comme cela, cela paraît évident...

Pas à l'époque et pas encore maintenant ! Je me souviens qu'un jour, à l'occasion d'une conférence que j'avais faite à l'ENA, un élève aussi arrogant

que la moyenne m'avait dit : « Mais enfin, monsieur le député, comment peut-on parler d'entreprise nationale à l'heure de la mondialisation ? » Je lui avais répondu : « Monsieur, vous êtes sûrement très intelligent puisque vous êtes là, mais partout où je passe, il y a un con pour me poser cette question et aujourd'hui, le con, c'est vous ». Rires à la fois de complaisance et de gêne de ses congénères, puis j'avais ajouté : « Nous sommes tellement habitués, nous Français, à raisonner de manière complexée et donc atypique sur ce sujet comme dans d'autres domaines que je ne m'étonne pas de votre question, mais je vous précise qu'aucun Américain ne se demande si une entreprise américaine est vraiment américaine, de même que les Britanniques savent parfaitement ce qu'est une entreprise britannique ! ».

La nationalité de l'entreprise est une question politique. La preuve, c'est qu'en cas de tension diplomatique entre la France et les États-Unis, comme cela fut le cas au sujet de l'Irak, la première représaille est un boycott des entreprises tenues pour françaises. En l'occurrence, c'est Sodexo qui avait été ciblée, même si celle-ci avait des milliers de cuisines aux États-Unis sur lesquelles flottait le drapeau américain, avec des employés américains et livrant une nourriture américaine, c'est-à-dire très moyenne. Mais Sodexo était à la veille de remporter le marché du Pentagone ! Le boycott va faire florès mais c'était bien la preuve de la signature de la nationalité de l'entreprise.

Je rappelle que lorsqu'un président de la République emmène avec lui un chef d'entreprise pour vendre des trains à l'étranger, c'est le président d'Alstom qui l'accompagne et non pas le président de Bombardier, qui a des employés en France mais qui est canadienne.

Quitte à me faire, moi aussi, traiter de con, qu'est-ce qu'une entreprise française lorsque la moitié du capital des entreprises cotées au CAC 40 est détenue par des fonds étrangers ?

La propriété du capital est évidemment une question majeure mais ce

qui prime, c'est le caractère national des décisions prises par les dirigeants. Quand Jean-François Dehecq en était le président, Sanofi avait un actionariat dispersé, mais sa stratégie a toujours privilégié les intérêts français, y compris en maintenant en France ses centres de recherche, quand certains de ses successeurs ont fait le choix de les délocaliser. Ce qui compte, c'est en quelque sorte l'âme de l'entreprise. Personne ne contestera, à ce titre, le caractère très français du groupe Michelin qui a pourtant un actionariat étranger important.

J'imagine que, dans votre approche, il y a les entreprises stratégiques et celles qui ne le sont pas ?

En effet et, à l'époque, on ne distinguait pas les entreprises relevant de l'économie de marché classique de celles relevant de secteurs stratégiques.

« L'absence de politique publique est déplorée : elle sera ma réponse à la guerre économique. » Bernard Carayon

J'appelle secteurs stratégiques ceux dans lesquels les dépendances sont insupportables pour le pays et où doit s'affirmer le principe de souveraineté, c'est-à-dire de liberté de nos choix industriels. Ce sont bien sûr les domaines de la défense et de l'énergie, mais c'est aussi l'aéronautique et le spatial, parce que ces activités ont en commun d'être civilo-militaires, d'être cofinancées par le public et par le privé, et que, par exemple, les commandes électriques du Rafale sont utilisées sur des avions de ligne. Tout le domaine spatial est lui aussi à perspective double : il sert aussi bien à guider les voitures dans le fond de la Creuse que pour identifier un groupe d'islamistes dans le Sahel.

Autre exemple : l'industrie pharmaceutique. Parce qu'en cas d'épidémie, si on se trouve dépendant de fournis-

seurs étrangers, on se retrouve dans une situation gravissime. Or 80 % des produits actifs de nos médicaments sont aujourd'hui

fabriqués à l'étranger ! L'industrie pharmaceutique est destinée à remplir les besoins nationaux. Quand les Chinois ont été victimes d'une crise sanitaire il y a une quinzaine d'années, ils ont tout de suite compris : ils ont créé une industrie nationale du vaccin – ils l'ont montée d'ailleurs en six mois ! – pour être en capacité de vacciner les 100 millions de Chinois qui comp- taient, c'est-à-dire les plus riches.

Autre secteur évident : les technologies de l'information et de la communication. On en sait plus aujourd'hui sur un individu par Google que par les services de renseignement ! Ces technologies ruinent aujourd'hui la notion de secret – secret d'État, secret des entreprises, secret des affaires, secrets de l'individu – et posent donc un problème sociétal immense.

Sans parler de tout ce qui tourne autour de la recherche sur les OGM, les biotechnologies, etc. Sans oublier non plus qu'il y a des secteurs stratégiques qui relèvent de caractéristiques nationales : le cacao pour la Côte-d'Ivoire, le phos-

phate pour le Maroc, l'eau pour la Jordanie.

Dans ces secteurs-là, l'État doit donc intervenir ?

Dans ces secteurs, il y a nécessité d'une politique publique d'intelligence économique, que j'ai été le premier à définir autour de quatre piliers : la protection, l'accompagnement sur les marchés internationaux, l'influence auprès des organisations internationales, la formation. Ces quatre piliers ont été repris par les Premiers ministres successifs et c'est une victoire car, à l'époque, l'expression même de « protection des entreprises » était presque satanique. Pierre Méhaignerie, qui était alors président de la commission des Finances, m'avait dit : « Bernard, dans le fond, tu n'es qu'un colbertiste ! » J'avais pris ça évidemment pour un compliment...

Qui dit protection dit protectionnisme ?

Non. Cela veut dire défense et protection de nos intérêts dans le respect de la réciprocité commerciale. La réciprocité, ce n'est pas autre chose que la courtoisie et le respect du droit international. Même si le protectionnisme a un côté chatoyant et qu'il apparaît comme

le mot de la révolution dans un univers intellectuel qui a bien besoin d'un changement de paradigme, il n'est pas de nos intérêts dans un pays où 25 % de nos emplois dépendent de l'étranger. Pour être protectionniste, il faut être américain, c'est-à-dire qu'il faut être dominant dans tous les domaines.

Alors quoi ?

Une volonté et des décisions politiques !

En 2003, j'avais préconisé la création d'une sorte de fonds souverain, un fonds à capitaux mixtes adossé à la Caisse des dépôts. Nicolas Sarkozy l'a réalisé sous la forme du Fonds stratégique d'investissement doté de vingt milliards de capitaux (douze en participation et huit en capitaux propres). Il a créé un conseil d'orientation stratégique présidé par Jean-François Dehecq, vrai patriote et capitaine d'industrie comme il y en a peu en France, et j'ai été nommé auprès de lui avec quelques autres personnalités dont Jean-Christophe Le Duigou, le numéro deux de la CGT, un cégétiste de très grande qualité qui avait parfaitement compris les enjeux de ce fonds souverain. Pendant deux ans et demi, nous avons contribué à sauver au moins 200 000 emplois industriels en France. Vous en avez entendu parler ? Non, pourtant nous l'avons fait, dans le silence absolu des médias...

Puis le FSI est devenu la BPI... Elle investit principalement dans des entreprises qu'il faut défendre au nom de logiques territoriales ou politiques, mais pas stratégiques.

Vous écriviez aussi, en 2014, que « le vrai problème est aujourd'hui européen » et qu'il ne faut pas hésiter à « s'asseoir sur les traités »⁴ Vous le pensez toujours ?

Bien sûr ! Et ce n'est pas compliqué : le très libéral Nicolas Sarkozy y est bien parvenu ! Lors de la crise financière de 2008, le système financier a été au bord du collapse. Qu'a fait Sarkozy ? Avec le Premier ministre britannique, il a monté en quelques jours un plan de consolidation des banques (en fait un emprunt) de 360 milliards. Ce plan d'aide publique était en contradiction totale avec les traités européens. Qu'a fait la Commission ? Rien. Qu'a dit la Commission ? Rien. Ce qui veut dire deux choses. La première, c'est que quand il y a une crise de cette ampleur,

LATÉCOÈRE POURRAIT DEVENIR AMÉRICAIN !

Depuis 1917, l'équipementier Latécoère fait la fierté de Toulouse où Pierre-Georges Latécoère a construit les fameux bi-plans sous licence Salmson, à la demande des armées. Ce fut l'épopée mythique de l'aéropostale et de ses héros Guillaumet, Mermoz et Saint-Exupéry à bord des hydravions Latécoère 28. La première traversée commerciale de l'Atlantique-sud en 1930, entre Saint-Louis et Natal, est restée dans les mémoires.

Forte de plus de 5000 salariés, l'entreprise centenaire est restée à la pointe de la technologie : câblages aéronautiques de nouvelle génération, fuselages, portes étanches pour ses prestigieux clients, Airbus, Bombardier, Boeing, Dassault, Mitsubishi... Sa dernière innovation consiste à éliminer les câbles en cuivre au profit de l'optique afin d'optimiser la connectivité en vol avec un échange de données multimédias à très haute vitesse.

Searchlight Capital Partners, fonds d'investissement américain, a flairé la bonne affaire et annonce une OPA « amicale » pour l'automne. Le fonds valorise Latécoère à 365 millions d'euros et détient déjà 26 % du capital via des titres rachetés au printemps. En passant la barre des 50 % du capital, il pourrait prendre les commandes de l'entreprise et peut-être délocaliser la production en Inde et en Bulgarie, prélude à un dépeçage industriel et technologique. Une fois l'entreprise restructurée, la revente serait assurée avec un solide bénéfice pour les actionnaires du fonds.

L'équipementier a demandé un rapport d'expert indépendant et rappelé que l'OPA reste subordonnée à l'obtention des autorisations réglementaires et administratives requises pour une telle opération. Mais, au regard des précédents chez Alstom, Technip et Lafarge, la communication d'entreprise peine à rassurer. La BPI, qui a participé à un crédit-bail de plus de 12 M€ pour installer une usine de nouvelle génération à Toulouse, l'année dernière, devrait surveiller de près l'opération. ♦ **Hadrien Desuin**



elle n'a pas de solution. La deuxième, c'est que quand on la viole de manière légitime, si je puis oser cette expression, elle ne crie pas. En général, cette règle n'est valable que pour les Constitutions. Victor Hugo avait dit : « *Les Constitutions sont faites pour être violées, car elles ne crient pas* ». Eh bien ! la Commission européenne, c'est pareil.

La Commission est-elle si néfaste pour notre industrie ?

La politique de la « concurrence libre et non faussée », la restriction à la constitution de groupes mondiaux, le refus des aides publiques aux entreprises ont tué l'industrie européenne. En trente ans, la part de l'industrie dans le PIB français est passée de 22 % à 12 %. Même l'Angleterre, qui avait été paraît-il « thatchérisée » sur ce plan, est à 14 %. Ne parlons pas de l'Allemagne : elle est au-delà de 20 % !

Donc oui, la Commission a interprété, au-delà des textes, les traités européens. Elle dit, pour se défendre, qu'elle n'a refusé qu'une vingtaine d'opérations de concentration ; mieux vaut en rire qu'en pleurer ! L'effet dissuasif est évidemment très important et beaucoup d'opérations ne se font pas parce que les acteurs savent qu'ils vont se faire retoquer par la Commission. Elle a tué l'industrie française, elle l'a livrée à ses concurrents et elle a fait de l'Europe le seul territoire économique au monde ouvert et offert aux prédateurs du monde entier.

Par dogmatisme ? Soumission à des intérêts extra-européens ?

Lorsque l'affaire Edward Snowden a éclaté, j'ai été ravi qu'il fasse découvrir à l'opinion publique internationale l'ampleur

de l'espionnage industriel et politique américain, et en particulier de l'espionnage des amis et des alliés serviles des États-Unis. Baudelaire disait : « *La plus belle des ruses du diable est de vous persuader qu'il n'existe pas*. » Snowden a apporté la preuve de l'existence du diable. Merci.

Rappelez-vous la réaction, grotesque, du président de la Commission européenne, José-Manuel Barroso, qui a invité la Commission à « créer une commission » sur le sujet. Il ne faut pas s'étonner si Barroso a été ensuite recruté par Goldman Sachs, qui a contribué au maquillage des comptes publics de la Grèce, ce qui a coûté très cher en abandon de créances pour les entreprises européennes, et notamment françaises, puisque c'est une affaire qui nous a coûté environ 20 milliards. On comprend mieux à travers son exemple ce que signifie l'expression de Julien Benda « trahison des clercs ».

On pourrait parler aussi du patron de la Banque centrale européenne, le Français Jean-Claude Trichet, qui a été recruté par le gestionnaire d'actifs américain Pimco. Ou de la commissaire européenne à la Concurrence, la Néerlandaise Neelie Kroes, qui a intégré le Comité de conseil en politique publique de l'entreprise Uber.

Vous êtes-vous directement heurté à des lobbies ?

J'ai dû batailler pendant des années contre des gens qui considéraient, souvent par pure naïveté, que les Américains ne pouvaient pas être des adversaires puisque c'étaient des amis avec lesquels on n'avait jamais été en guerre, oubliant qu'on avait toujours été en guerre économique avec eux, mais aussi contre des lobbies extrêmement puissants. Un seul exemple. En 2004, je rédige un rapport qui s'appelle « Pour une stratégie de sécurité économique nationale ». Dans l'introduction, je dis que les Américains sont en train de constituer un groupe réunissant des entreprises leur permettant de maîtriser l'information stratégique avec Mercer, l'un des premiers cabinets de consultants économiques au monde, Kroll, fondée par un ancien de la CIA employant dans son entreprise 90 à 95 % d'anciens de la CIA ou du MIS britannique, et Marsh & McLennan, un cabinet de courtage d'assurances. Or le courtage d'assurances, c'est un vrai métier stratégique. On peut mentir à son avocat, on ne peut pas mentir à son courtier d'assurances qui connaît le périmètre de vos intérêts et donc de vos

vulnérabilités.

Et là, quelle n'est pas ma surprise de recevoir une lettre de Raymond Barre, dans laquelle il me dit que je porte atteinte aux intérêts d'une entreprise « dont, en France, tous les personnels sont français ». Surprise décuplée quand je vais découvrir que Raymond Barre est membre du board mondial de Marsh ! Il avait été recruté par les Américains et personne ne le savait !

« La commission a tué l'industrie française, elle l'a livrée à ses concurrents et elle a fait de l'Europe le seul territoire économique au monde ouvert ».

Bernard Carayon

Je n'ai évidemment pas changé un iota du rapport et j'ai reçu la visite d'un homme à la fois patelin et menaçant, « souhaitant » que dans une seconde édition, tout cela soit gommé. J'ai envoyé une lettre au président de l'Assemblée nationale pour lui demander ce qu'il pensait du respect de la déontologie de l'ancien Premier ministre à l'égard d'un parlementaire, il ne m'a jamais répondu.

Depuis 2003, où en sommes-nous ?

Il y a eu des progrès dans les prises de conscience des chefs d'entreprise, même si les efforts en matière de cybersécurité sont insuffisants, mais ce n'est qu'une facette. Nous n'avons toujours pas les outils pour pouvoir nous opposer à des OPA non désirées alors même que 40 % des entreprises du CAC 40 sont aujourd'hui « opéables » par des acteurs étrangers. En matière de secret des affaires, ô combien primordial, j'ai montré à l'envi à quel point nous étions victimes de l'extraterritorialité du droit américain et combien la raquette de protection juridique des entreprises était trouée. Rien n'a évolué, et cela pour des raisons politiques qui échappent à l'entendement.

Pour faire face, d'un côté, au vol de secrets commerciaux, scientifiques, industriels, etc., et, de l'autre, aux procédures impériales du droit américain, appelées « discovery », en vertu desquelles un juge américain peut demander des millions de mails à n'importe quelle entreprise, j'avais trouvé un dispositif juridique permettant d'y faire obstacle. J'avais fait voter le texte à l'unanimité de la commission des lois, puis ensuite à une très large majorité en séance, mais c'était deux mois avant la présidentielle de 2012, ce qui ne m'a pas permis de faire passer le texte au Sénat, et il a été ensuite englouti dans les sables sous la présidence de Hollande.

Sans entrer dans les détails, au final, et par le biais d'une transposition du droit européen, la France a choisi la voie civile plutôt que la voie pénale, ce qui est une erreur stratégique totale du gouvernement et une nouvelle capitulation face aux Américains.

Quand Emmanuel Macron justifie la transition énergétique par la volonté de se défaire de la dépendance vis-à-vis des pays producteurs d'énergies fossiles, « construire notre indépendance » et rebâtir « notre véritable souveraineté », vous devez être content ?

Vous plaisantez ? Pour développer la voiture électrique – comme toutes les technologies dites de rupture qui sont utiles pour le GPS, les téléphones, la reconnaissance faciale, etc. –, il faut impérativement utiliser des minerais très particuliers, qu'on appelle « les terres rares ». On en a ? On n'en a pas ! Et voilà justement un parfait exemple de guerre économique rondement menée par la Chine avec cette vision à long terme qui fait sa force.

Les dirigeants chinois savent, eux, que chaque fois qu'il y a une mode économique, c'est qu'il y a des intérêts américains extrêmement puissants derrière ; il n'y a pas d'exception à la règle. Il n'y a pas de thème qui surgisse dans l'opinion publique internationale qui n'ait été poussé par des intérêts anglo-américains. Et qui servent d'abord leurs intérêts. Alors qu'a fait la Chine ?

Comprenant parfaitement les enjeux géostratégiques de la « green economy » ainsi que des technologies de rupture, elle s'est fixé un objectif : construire une industrie qui la mette à l'abri de toute dépendance étrangère. Elle a doté



1. « Face au terrorisme et aux désorganisations qu'il cherche à provoquer, il y a une responsabilité presque civique des chefs d'entreprise : ils doivent eux aussi résister à l'intimidation et soutenir l'activité économique. Faisons preuve, tous ensemble, de patriotisme économique » (Lionel Jospin, 27 septembre 2001).

2. « Le commerce guérit des préjugés destructeurs et c'est presque une règle générale que, partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce ; et que partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces » (Montesquieu, in *De l'Esprit des lois*, IV, XX: Commerce, paix et moralité).

3. « Nous ouvrirons les marchés étrangers avec une barre à mine où cela est nécessaire, mais avec une poignée de main toutes les fois où cela est possible » (Carla Hills, 1991).

4. « Défense et illustration du patriotisme économique », par Bernard Carayon et Quentin Jagorel, in *Le Monde* du 3 juillet 2014.

REQUIEM POUR BATAVILLE

De 1931 à 2001, la ville d'Hellocourt, en Lorraine, vivait en harmonie avec la marque de chaussures Bata, à tel point qu'on finit par la surnommer Bataville. Quotidiennement, des milliers d'ouvriers se pressaient devant les grilles de l'usine, fiers de fabriquer des chaussures de qualité, vendues à bon prix, qui s'exportaient dans le monde entier. Quand Thomas Bata, entrepreneur tchèque inspiré par le fordisme, fonda Bataville sur le domaine d'Hellocourt, il bâtissait une utopie entrepreneuriale en Moselle : une ville-usine isolée et autosuffisante, composée d'un centre de production à la pointe du progrès, d'une cité ouvrière tout confort et de salariés dévoués pour la cause. Le rêve futuriste de monsieur Hulot en actes. La fermeture de Bataville en 2001 a donc été lourde symbolique dans le processus de désindustrialisation de la France. Les manifestations ont duré six mois pour empêcher que Bata ne s'en aille. Rien n'y a fait : la cité a dû fermer ses portes face à la concurrence asiatique.

Aujourd'hui, Hellocourt ne s'est pas relevée de la fermeture.

Des maisons sont toujours inoccupées. Dans l'usine, des bâtiments entiers sont restés inchangés, déployant leurs lourdes silhouettes fantomatiques. Témoin d'une époque qui refuse toujours de s'effacer pour faire place à un nouveau projet, la grosse horloge de l'usine affiche toujours 13h42... Demain, la ville sera peut-être un musée à ciel ouvert de la fin de l'industrie française, voire un parc d'attractions de type Westworld.

◆ Gabriel Robin

cette stratégie de moyens financiers colossaux (1 000 milliards de dollars!), après quoi elle s'est demandé ce dont ces industries d'avenir auraient besoin. Et là, ils ont cartographié les besoins en terres rares. Ils ont regardé où il y en avait et ils se sont jetés sur l'Afrique comme la vérole sur la bas-clergé, concluant toute une série de contrats léonins avec des gouvernements africains pour exploiter ces minerais stratégiques. Résultat: ils maîtrisent 90 % des terres rares dans le monde. Et maintenant tout l'Occident est dépendant des terres rares chinoises.

Vous pensez que nous avons les moyens de mener de semblables projets ?

Le problème de notre politique publique d'intelligence économique est qu'elle est restée une politique de chefs de bureau. Il faut que cette politique vienne du chef de l'État et que son impulsion soit coordonnée dans un conseil de sécurité placé auprès de lui et constitué d'une équipe de husards issus de ministères de souveraineté. Avec, à sa tête, un homme qui ait de l'autorité personnelle, la confiance du président, et, si possible, l'expérience des affaires ou du monde du renseignement. Sinon ça ne peut pas marcher. Pourquoi? Parce que la plupart des sujets relèvent d'une faiblesse diplomatique de la France.

Ç'a été le problème de Jacques Chirac comme de Nicolas Sarkozy, et *a fortiori* de François Hollande: ils n'ont pas voulu comprendre que la protection de nos entreprises et la conquête de marchés procédaient d'un bras de fer avec, notamment, l'« ami historique », et maintenant avec la Chine dont l'image est particulièrement soignée par un ancien Premier ministre français.

Au final, on a cédé aussi bien devant les parangons du libéralisme que devant les régimes de tradition autoritaire. Comme quoi la question de la souveraineté n'est pas anecdotique: derrière, il y a la notion d'indépendance, donc de liberté. L'économie sans la politique, ça n'a pas de sens. ♦ **Propos recueillis par Bruno Larebière**



Lettre à tous les Français

Dans son entretien, Bernard Carayon fait référence à la *Lettre à tous les Français* publiée par **François Mitterrand** le 7 avril 1988 pendant la campagne présidentielle. Dans une pure tradition colbertiste, l'ancien président de la République y vante les mérites d'une stratégie industrielle qui permettrait à l'économie française de s'imposer dans la compétition mondiale. **Extraits.**

LA GUERRE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Il est temps [...] de prendre la mesure de l'enjeu. Considérons l'économie mondiale : on n'y voit qu'un champ de bataille où les entreprises se livrent une guerre sans merci. On n'y fait pas de prisonnier. Qui tombe, meurt. À l'instar de la stratégie militaire, le vainqueur s'inspire toujours de règles simples : la meilleure préparation, les mouvements les plus rapides, l'offensive sur terrain adverse, de bons alliés, la volonté de vaincre.

Appliquons ces principes à notre propre économie. La meilleure préparation conduit à disposer d'un plus grand nombre d'hommes et de femmes hautement qualifiés (la formation) et d'un armement industriel et scientifique supérieur à celui d'en face (la recherche). L'économie a besoin de savants. Les mouvements les plus rapides s'obtiennent par une créativité incessante. L'invention, l'innovation provoquent la surprise et donnent l'avantage (technologies de pointe). L'offensive sur le terrain adverse signifie que, pour survivre, on ne peut rester chez soi, que la conquête des marchés extérieurs protège le marché intérieur (exporter, s'implanter à l'étranger). De bons alliés, on n'en trouve pas beaucoup. N'oublions pas que la guerre est totale et qu'elle est générale.

Mais il est des intérêts communs, des ententes obligées, une marche de l'Histoire. Des liens multiples nous unissent déjà à nos proches voisins. Renforçons-les (construire l'Europe). Enfin, la volonté de vaincre. On la puise dans la certitude que rien n'est négligé, ni la formation, ni la recherche, ni l'innovation, ni l'occupation du terrain, ni les réserves, ni les renforts. Et surtout dans la cohésion du corps de bataille, je veux dire, abandonnant la paraphrase, dans la cohésion sociale au sein de l'entreprise (le dialogue et le partage). J'espère que la comparaison ne vous paraîtra pas forcée. Je l'ai faite parce que, nous, Français, devons savoir ce qui nous attend si nous n'y prenons garde. On ne gagne que par l'effort. Le relâchement ne pardonne pas. Il y va du sort du pays.

LA FRANCE, SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE

Mais ce que je viens d'écrire ouvre une autre discussion : que sont, que doivent être, dans ce combat les rôles respectifs de l'État et de l'entreprise ? S'opposent-ils ? Se conjuguent-ils ? Leur dualité nuit-elle au succès commun ? L'opinion que j'en ai se fonde sur l'expérience. Le public et le privé ne peuvent être dissociés car l'économie française est mixte par nature. L'accès à la compétitivité internationale serait le plus souvent interdit aux entreprises sans la promotion des technologies avancées que l'on doit à l'État. [...]

Les retombées de la recherche [...] servent indifféremment aux entreprises publiques ou privées. Songeons que les sociétés américaines de construction d'avions comme Boeing, modèle du grand capital fier de l'être, reçoivent 73 % de crédits d'État pour leurs études et recherches. Aux États-Unis ! Dans le sanctuaire de l'économie libérale ! La plupart des géants de l'industrie américaine sont dans ce cas. Il en va de même en Europe. Au Japon. Et en France. 37 % de la dépense de recherche des États membres de l'OCDE, c'est-à-dire des plus puissants pays industriels de la planète, sont destinés aux entreprises privées. Une forte part de la recherche des sociétés françaises Matra, Dassault, Thomson, CGE est financée sur fonds publics. [...] Cette contribution de l'État à l'industrie privée ne me scandalise pas. Au contraire. Mais j'estime que l'emploi de ces milliards payés par les contribuables mérite d'être suivi de plus près par l'État.

Vous connaissez la querelle du « tout État » et du « moins État ». Eloignons-nous des excès de langage habituels à ces sortes de controverses. Il y eut des périodes où il fallait lutter contre le « tout État », envahissant, ennemi des différences, ignorant l'âme des choses et des gens. Il est aussi des périodes - où nous sommes - où

il convient de se méfier du « moins État » qui glisse vite au « pas d'État du tout » alibi des affaires qui ne supportent pas la lumière du jour, invitation aux razzias officielles sur le patrimoine national. On pense aux choix des « noyaux durs ».

L'ENTREPRISE ET L'ÉTAT

Ne croyez pas que ce soient les socialistes qui aient inventé l'étatisme. Il existait bien avant eux. De l'ancienne monarchie à la fin de la III^e République, l'État, puissant et rassembleur, apparaissait comme l'instrument privilégié de l'unité française. L'école publique a fait le reste qui a répandu l'usage de notre langue alors que jusqu'aux années 1880, les deux tiers de nos compatriotes ne la parlaient pas. Ajoutons que la classe dirigeante issue de la première révolution industrielle, celle du XIX^e siècle, a fait de l'État sa chose en le plaçant à son service, tandis que la haute administration rangeait la France et les Français dans ses tiroirs. On réglait de Paris les affaires de Landerneau. On se cooptait, on se succédait à l'intérieur des mêmes sphères. C'est le dirigisme qui a inventé le contrôle des prix, le contrôle des changes, le contrôle du crédit, le règne des circulaires, les échafaudages de procédures, l'anonymat des hiérarchies, les cloisonnements à l'infini. [...]

Vous trouverez peut-être contradictoire la double démarche qui nous a conduits en 1981 à élargir le champ du secteur public par des nationalisations tandis que, par la décentralisation, nous avons multiplié les contre-pouvoirs destinés à tenir tête à la même puissance publique. Je vous demande plutôt d'y voir une cohérence. Elle procédait à la fois de l'idée qu'il était normal de transférer à la Nation des entreprises qui ne vivaient que de l'État ou qui ne produisaient que des biens nécessaires à la Nation, et de l'idée qu'étendre le pouvoir de l'État devait être compensé par de nouvelles institutions. Aussi n'avons-nous pas seulement fait éclater le pouvoir politique entre l'État et les collectivités locales, mais encore tenté d'offrir aux entreprises des partenaires à leur niveau, capables de décider avec elles, d'organiser entre elles une stratégie économique. Quoi qu'il en fût, les nationalisations ont économiquement et financièrement réussi. Elles ont sauvé celles des grandes entreprises que leurs propriétaires privés avaient saignées à blanc et que, faute de projet, certains s'apprétaient à vendre à des multinationales étrangères. Leur valeur marchande a doublé, triplé en cinq ans, ce qu'a amplement démontré leur prix de vente à l'heure des privatisations. Elles ont servi à remodeler les secteurs en crise et ont constitué un fer de lance qui nous manquait. Je continue de regretter qu'on n'ait pas créé à l'époque, à partir de capitaux publics, un secteur puissant de la machine-outil, dont l'absence aujourd'hui est cruellement ressentie par notre économie. [...]

Le public et le privé ne peuvent être dissociés car l'économie française est mixte par nature. L'accès à la compétitivité internationale serait le plus souvent interdit aux entreprises sans la promotion des technologies avancées que l'on doit à l'État.

Une question d'Albert du Roy à Michel Rocard, lors d'une récente émission télévisée d'Antenne 2, a bien cadré le débat : « Où se trouve l'influence, demandait du Roy, que l'État socialiste ou l'État social-démocrate veut exercer sur le monde de l'entreprise, de l'industrie, de la finance pour mener sa politique, sa stratégie industrielle ? » À quoi Michel Rocard répondait : « Dans la fiscalité, dans le crédit, dans les négociations des accords internationaux, dans la participation financière aux grandes aventures industrielles de long terme, qui, sans fonds publics, ne se font pas : l'espace, le nucléaire civil éventuellement, l'aviation lourde, Airbus, l'exploration des fonds marins, les biotechnologies et puis, dans les contrats de recherche... » J'ajouterais, mais Michel Rocard l'a observé ailleurs, que l'anarchie financière, les OPA sauvages [...] justifieront l'intervention régulatrice de la puissance publique. Quant au plan, ce moyen pour la Nation de ramasser ses forces autour d'objectifs dominants, on lui restituera l'esprit et les moyens de la mission confiée naguère à Jean Monnet par Charles de Gaulle. ♦

Charles Beigbeder

Pour une stratégie industrielle moderne

Il est indispensable de promouvoir une véritable stratégie industrielle si l'on souhaite que la France soit à la pointe de l'innovation. C'est ce que développe l'entrepreneur **Charles Beigbeder**¹, fondateur de **Poweo** et aujourd'hui très investi dans les technologies quantiques.

La France a perdu 2,5 millions d'emplois industriels en quarante ans, soit 150 emplois industriels par jour. Comment en est-on arrivé là ?

L'industrie française ne représente plus que 12,5 % du PIB contre 25 % en 1975. C'est une spécificité française puisque l'Allemagne a su conserver une industrie importante (24 % du PIB) tout comme le Royaume-Uni (20 %). Certes, l'externalisation peut biaiser les statistiques car les entreprises françaises y ont eu massivement recours et cela diminue d'autant la part de PIB consacrée à l'industrie. Il n'en reste pas moins que la France est le pays d'Europe où la part de l'industrie dans le PIB est la plus faible, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, il a existé en France une idéologie anti-industrie. N'est-ce pas Serge Tchuruk, le PDG d'Alcatel, qui vantait en 2001 les « entreprises sans usines » ? C'est aussi l'époque où Renault installe un centre de production en Roumanie. On a considéré qu'on pouvait délocaliser la production industrielle dans des pays à bas coûts pour ne conserver que la conception et l'innovation en France. Mais c'est un leurre car les ingénieurs suivent tôt ou tard la production et l'on perd ainsi toute capacité en R & D. Car il faut être proche de la production pour pouvoir innover. Ensuite, l'industrie française a dû encaisser plusieurs chocs qui ont altéré sa compétitivité. D'abord, il y a eu le choc socialiste en 1981 avec l'augmentation folle de la dépense publique et des prélèvements obligatoires, au moment où Thatcher en Grande-Bretagne menait des réformes structurelles. Ensuite, il y a eu le choc de la dissolution en 1997 suivi des 35 heures imaginées par Dominique Strauss-Kahn et mises en œuvre par Martine Aubry à une époque où Gerhard Schröder réformait en profondeur l'Allemagne pour lui donner la compétitivité dont elle bénéficie aujourd'hui. Le décrochage industriel de la France par rapport à l'Allemagne s'est donc creusé à partir des années 2000. Et aujourd'hui, la France est le pays dont les prélèvements obligatoires représentent 47 % du PIB, soit le niveau le plus élevé d'Europe.

L'Europe a-t-elle sa part de responsabilité dans la désindustrialisation du continent ?

La Commission européenne procède à partir d'un raisonnement simple : il faut garantir, partout où s'appliquent ses directives, une « concurrence libre et non faussée ». Ce dogme de la libre-concurrence vise à garantir l'intérêt du consommateur, en maintenant les prix au plus bas. C'est en soi louable, notamment quand il s'agit de lutter contre les monopoles ou

les abus de position dominante. Mais poussé à l'extrême, cela conduit à des absurdités, comme, par exemple, l'impossibilité de faire émerger des champions européens qui puissent rivaliser avec la Chine ou les États-Unis. On peut toujours discuter afin de savoir si la fusion entre Alstom et Siemens était favorable à nos intérêts. Mais le veto catégorique opposé en février dernier par la commissaire européenne à la concurrence, Margrethe Vestager, au nom de la libre-concurrence, n'a même pas permis d'envisager la chose. Il y a dix-huit ans, la commission avait réagi de la même manière au sujet du projet de fusion entre Legrand et Schneider Electric. Une telle politique ne prend en compte que l'intérêt du consommateur à court terme et oublie le salarié, le producteur et l'innovateur. C'est finalement un excès de socialisme au nom d'une politique centrée sur la demande plus que sur l'offre, et qui ne permet en rien d'élaborer une stratégie industrielle.

Justement, peut-on rétablir une stratégie industrielle comme sous de Gaulle et Pompidou ?

On ne refait jamais l'histoire et le contexte économique a changé. Mais on est passé d'un excès à l'autre. Sans doute le commissariat général au Plan avait-il des défauts et l'on a retenu certains de ses échecs retentissants, comme le « plan calcul » lancé par de Gaulle en 1966 ou le Minitel aujourd'hui remplacé par internet, en dépit de certains fonctionnaires des télécommunications qui affirmaient encore dans les années 1990 qu'internet n'avait aucun avenir. Il n'en demeure pas moins qu'en dépit de ses archaïsmes, le plan a connu de véritables succès (Ariane, Airbus ou le TGV) et a permis à la France de se doter d'une véritable stratégie industrielle qui fait cruellement défaut aujourd'hui. Pour autant, je ne souhaite pas qu'on le rétablisse dans les mêmes conditions. Il est évident qu'on ne peut pas tout décider depuis un bureau ministériel, surtout dans un environnement économique devenu de plus en plus complexe. En revanche, l'État peut et doit fixer un cap, réunir les acteurs industriels et s'assurer qu'ils collaborent bien ensemble, tout en gardant un rôle subsidiaire. La décision de Bruno Le Maire de lancer un Airbus des batteries avec l'Allemagne et la Pologne va dans ce sens. Car il s'agit de faire émerger un champion européen et ne pas laisser la Chine devenir dominante sur ce marché.

Vous avez été fournisseur puis producteur d'électricité à travers Poweo que vous avez fondé

¹. Heureux actionnaire de L'Incorrect.



« L'État peut et doit fixer un cap, réunir les acteurs industriels et s'assurer qu'ils collaborent bien ensemble, tout en gardant un rôle subsidiaire. »

Charles Beigbeder

et dirigé. Pourquoi vous êtes-vous lancé dans un tel secteur ?

C'est une formidable aventure qui a vu le jour à la suite de la dérégulation du marché de l'énergie dans les années 2000. Voulant combler un déficit d'offres, j'ai lancé Poweo en 2002 qui fut dans un premier temps un fournisseur alternatif d'électricité et de gaz (on achetait l'énergie sur le marché de gros et on la revendait au prix de détail, moins chère qu'EDF et GDF) et qui, ensuite, est devenu producteur d'électricité, à partir de

centrales thermiques à gaz que nous avons nous-mêmes construites, à Pont-sur-Sambre, près de Maubeuge, et à Toul. Nous avons misé sur le gaz car il dégage beaucoup moins de CO₂ que le charbon et est relativement facile à transporter (par gazoduc ou sous forme liquéfiée). De plus, c'est une énergie fossile de transition, indispensable comme énergie d'appoint, notamment lors de pics de chaleur où il est nécessaire de produire plus d'électricité. Car on ne peut miser uniquement sur les énergies renouvelables qui sont dépendantes des

conditions météorologiques (soleil et vent). J'ajoute que ces centrales fonctionnent toujours aujourd'hui et appartiennent au groupe Total.

Vous avez récemment lancé le fonds d'investissement Quantonation dédié aux technologies quantiques. Quelles sont les applications concrètes qui peuvent en découler ?

Quantonation est le premier fonds d'investissement lancé dans un domaine encore inconnu du grand public mais qui débouchera sur de nombreuses applications dans les années à venir. Grâce aux technologies quantiques, on pourra bénéficier, au plan médical, d'IRM bien plus performantes pour analyser le cerveau humain. Dans le domaine militaire, il sera possible de concevoir des gyroscopes plus précis pour les sous-marins nucléaires. De nombreuses applications concernent aussi la cybersécurité, avec la possibilité d'un chiffrement beaucoup plus sécurisé qui limitera les hackings et piratages de données. Enfin, certains travaillent à concevoir un ordinateur quantique qui serait beaucoup plus performant que les ordinateurs actuels.

Pour équilibrer les activités industrielles sur le territoire, y a-t-il une politique spécifique à mettre en œuvre en direction de la France périphérique ?

Oui, c'était naguère le rôle de la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale). Le but était d'empêcher la concentration des activités économiques dans les grandes métropoles. C'est bien dommage d'avoir abandonné un tel outil même s'il était parfois décrié à juste titre. Aujourd'hui, on pourrait s'inspirer du dispositif d'exonération fiscale et sociale qui régit les jeunes entreprises innovantes (JEI) et l'étendre aux entreprises qui s'installent dans la France périphérique, à condition qu'elles incarnent par leur savoir-faire artisanal l'excellence française ou par leur histoire l'identité d'un territoire, et qu'elles consacrent une part de leurs activités à l'innovation. Ce serait un moyen simple et concret de revitaliser nos territoires en y implantant des industries de qualité qui génèrent elles-mêmes des emplois indirects. ♦ **Propos recueillis par B.D.**

Cobollaborer le salut des PME ?

Le développement des robots collaboratifs ne serait-il pas l'avenir des PME ainsi que le moyen de retrouver un tissu industriel local ? **Analyse d'une innovation intéressante.**



La France est pleine de chercheurs et d'ingénieurs qui imaginent des robots, avec des centaines de PME, qui imaginent, fabriquent et intègrent les robots, mais les industriels français en achètent peu. Tous les savoir-faire ne sont pas automatisables, tous les patrons n'envisagent pas de gaité de cœur de mettre leurs ouvriers au chômage, toutes les productions ne sont pas si abondantes, standardisées et régulières qu'investir dans un robot soit rentable. Les usines d'automobiles françaises comptent plus de robots que leurs homologues allemandes... mais nous avons moins d'usines. Surtout, un robot est terrifiant : increvable, pas syndiqué, toujours actif, il est la figure même du grand remplacement des humains.

Mais l'arrivée des « cobots », les robots collaboratifs, change un peu la donne. Alors que l'automatisation des tâches les plus mécaniques détruit des

emplois (un robot français peut impeccablement ranger en caisses quatre mille bouteilles de champagne en une heure), le robot intelligent qui sait se montrer bon camarade lève les préventions. La société Jacquemet, PME spécialiste du fil métallique tordu, avec 120 salariés, en a désormais six, que les ouvriers déplacent au gré de leurs

Les robots et les cobots ont permis de transformer les conditions de travail mais aussi les qualifications requises pour travailler en milieu robotisé.

besoins. Au début, ils déchargeaient les bobines de fil, puis ils transportaient les pièces, bientôt ils souderont, apprenant en copiant les gestes de leur binôme. La productivité s'est améliorée, aucun emploi n'a été supprimé, le personnel a gagné en compétences et les robots

patientent sans se plaindre devant la machine qui pond des crochets, attendant qu'il y en ait 50 pour les réunir en fagot (*Les Échos*).

DES ROBOTS INTELLIGENTS

Il existe plusieurs sortes de cobots, extension mécanique plus ou moins autonome du travailleur : la navette, qui porte les charges à sa place, comme le robot suiveur des postiers testé à Montpellier depuis juillet – en attendant que les livreurs autonomes les remplacent ; l'exosquelette motorisé, qui permet de soulager l'effort ou d'amplifier la force, comme ExoPush, mis au point par RB3D pour Colas, pour assister les ouvriers qui étalent le bitume (mais ce segment comporte plus de prototypes que de réussites avérées) ; enfin, les bras articulés sur six axes et parfois montés sur roulettes. C'est le Danois Universal Robot qui domine le marché. Il a justement ciblé les PME, comme Jacquemet, avec des cobots qu'on peut programmer sans coder : l'opérateur est souvent l'ouvrier désormais déchargé des tâches ingrates et nanti d'un compagnon discret dressé à surveiller du coin de la caméra ce qui se passe pour éviter de blesser qui que ce soit.

Les cobots peuvent visser des boulons (celui qui vient d'être développé pour Renault est capable de monter tout seul dans la camionnette où il doit intervenir) ou faire faire ses exercices à un patient dans le coma : c'est le client qui décide de la manière d'utiliser ces bras et leurs appendices, pinces et caméras. Alors, les cobots, animaux domestiques ou chevaux de Troie ? Ce sont les régions françaises les plus robotisées qui ont le moins à craindre de l'automatisation des tâches : les robots et les cobots ont permis de transformer les conditions de travail mais aussi les qualifications requises pour travailler en milieu robotisé. Le gouvernement a décidé de soutenir cette industrialisation avec des taux d'amortissement très avantageux. Les cobots représentent un investissement de quelques dizaines de milliers d'euros : ce ne sont jamais des chaînes complètes qui annihilent des ateliers entiers mais des « individus » que l'entreprise accueille et acclimats. Avec un cobot, on ne désindustrialise pas, on permet au tissu des PME de subsister. ♦ **Richard de Seze**

Des décennies d'illusions post-industrielles

Du début des années 1980 aux années 2000, l'horizon d'une bonne partie des élites françaises était celui d'une société du tertiaire, quels que soient les noms qu'on lui donnait. **Ainsi a-t-on encouragé la désindustrialisation.**

Une fable qui en annonçait une autre. La « société postindustrielle » des années 70-80 préparait la société « post-tout » des années 1990. On tournait une page économique avec la même désinvolture qu'on tournerait la page de l'Histoire. L'industrie et les idéologies étaient autant de négativités qui entravaient l'avènement du monde plat et transparent, dans lequel le principe de plaisir n'aurait plus à s'encombrer du principe de réalité.

Le secondaire avait détrôné le secteur primaire ; le temps du tertiaire était désormais venu. Non pas tel qu'il fut photographié par Michel Houellebecq dans ses écrits, celui d'une France bourrée d'antidépresseurs qui survit par son tourisme, mais sous les teints rosés du meilleur des mondes. La destruction des emplois industriels, mal nécessaire, serait plus que compensée par la création d'emplois haut de gamme dans les services. À la clé : plus de confort et moins de précarité. C'est bien de manière consciente qu'une bonne partie des « élites » françaises abandonna l'industrie au début des années 1980. Elle était jugée anachronique. New York était un modèle ; ses hauts salaires du secteur tertiaire étaient l'horizon.

SOCIOLOGIE-FICTION

L'expression de « société postindustrielle » était née il y a longtemps mais elle fut surtout imposée par des sociologues comme Daniel Bell et Alain Touraine autour des années 1970, bien que ce dernier préférât parler de « société programmée ». Du matériel et du pratique, constataient les deux auteurs, le curseur se déplaçait de plus en plus vers l'immatériel et le théorique. Chez Bell, la « société postindustrielle » permettrait à l'homme de se consacrer à la connaissance et à l'information. On trouvait même dans ses travaux l'expression, promise à un bel avenir, de « société de la connaissance » généralement attribuée à Peter Drucker. La « société postindustrielle » serait plus humaine que la précédente.

Alain Touraine ne partageait pas pareil enthousiasme. Il écrivait en 1969 : « L'idée d'une société de pure consommation, dans laquelle le secteur secondaire occuperait une place très réduite, et où les problèmes de travail n'intéressaient plus guère des salariés consacrant l'essentiel de leur temps aux loisirs, appartient à la socio-

logie-fiction ». Le fait que l'économie soit découplée du social ne l'enchantait guère. Il voyait aussi dans la « société postindustrielle » un danger pour la démocratie à cause du risque de confiscation de la connaissance et de l'information par quelques spécialistes.

Mais cela n'empêche pas le changement de paradigme d'une société industrielle à une société du tertiaire qui se double chez les élites françaises de choix stratégiques. En deux temps et à deux niveaux. L'industrie ouest-allemande, dans les années 1980, était puissante. En se plaçant sur le créneau des services, a fortiori « haut de gamme », mais aussi de la finance, on entendait damer le pion à la puissance économique d'outre-Rhin. De l'industrie française ne seraient maintenus que certains secteurs comme le luxe

La destruction des emplois industriels, mal nécessaire, serait plus que compensée par la création d'emplois haut de gamme dans les services.

ou l'aéronautique. À cela s'ajouta plus tard la volonté d'établir une nouvelle division internationale du travail : aux pays émergents l'industrie, aux pays de l'OCDE le haut de gamme et les services « non délocalisables »...

La « société postindustrielle » prit aussi dans les années 1990 la forme de la « nouvelle économie » axée sur les moyens de communication dématérialisés. Puis ce fut, autour des années 2000, celle de l'entreprise sans usine. En 2001, Serge Tchuruk, qui dirigeait alors Alcatel, jugeait que le succès irait au « groupe industriel sans usines » ! Ces discours semblent aujourd'hui bien décalés, quand tout le monde ou presque n'a plus que « la réindustrialisation » à la bouche. Les illusions, comme les murs, finissent par tomber.

◆ **Laurent Ottavi**



La plus vieille question du monde



Trottoirs, bordels même tarif ?

Un nom idéal pour œuvre contemporaine, impossible à pratiquer lors d'un trajet automobile sur les routes départementales de France. À l'Est rien de nouveau, elles sont visibles par tous les temps, depuis tout temps cela va sans dire. En camionnettes, en camping-car, en voitures utilitaires aménagées, elles se répartissent l'espace et le marché, celui

de la prostitution. De ces femmes dites déshonnêtes, dont le travail dérange quand bien même il est taxé et toujours légal, il n'est pas possible de faire abstraction. Car, en plus des files de messieurs en voiture familiale qui font la queue devant chez ces dames avant de rentrer chez eux, il est d'autres dames moins bien loties. Elles ne sont pas françaises mais souvent roumaines ici, nigérianes ailleurs, elles usent leurs grolles contraintes et forcées par des hommes peu avenants, encore moins recommandables, qui les surveillent depuis des Land Rover aux vitres teintées, pendant qu'elles font le pied de grue, au bord de la route de onze heures du matin à la tombée de la nuit, qu'il pleuve ou qu'il vente, même en plein soleil.

De ces dames du terroir ou issues de la traite des Blanches et des Noires, il y en a dix dans un rayon de dix kilomètres autour de mon domicile. Si je les vois tous les jours, tout le monde les voit. Et si j'en vois davantage, toujours plus à l'Ouest, en parcourant nos campagnes, année après année, n'essayant jamais de les abstraire de la réalité, c'est qu'il y en a de plus en plus visibles. Et autant plus d'invisibles puisque 62 % des prostituées se vendent par le biais d'internet, grâce aux sites d'annonces et exercent dans des locations Airbnb.

Nul besoin des titres de presse pour s'en apercevoir : « *La procureure générale de Paris alerte sur « la prostitution des cités »* », « *Prostitution dans un « salon de massage » à Paris : deux célébrités convoqués* », « *Lyon : un pasteur à la tête d'un réseau de prostitution d'une cinquantaine de femmes* », etc. Pourtant, il y a longtemps que la fermeture des maisons closes devait endiguer ce phénomène, longtemps que les lois répressives à visée abolitionniste devaient mettre fin à ce qui était déjà réglementé par Hammourabi et notre bon Saint Louis.

Dans le morne paysage de la République en marche, le député de la VI^e circonscription du Var ne semble pas aveugle, voyant la même chose que moi, ne pouvant faire abstraction de ces femmes publiques. Si ces femmes honnies désintéressent les hommes publics, c'est une femme, politique – car ici publique est violemment péjoratif – qui fit les titres malgré elle l'an dernier au sujet de ce dont il n'est pas possible de faire abstraction, à savoir que des femmes vendent leur corps. Que certaines le font de leur plein gré, que beaucoup d'autres le font contraintes et forcées, que cela se déroule en public et que la fermeture des maisons closes n'a absolument rien changé, ou peut-être même aggravé.

Des journalistes en quête de bruit profitèrent de la légitime inquiétude du député Gomez-Bassac au sujet de la sécurité des prostituées pour lui prêter des propos qu'elle n'a jamais tenus

et une volonté qui n'est pas la sienne à coups de titres racoleurs : « *Pour la réouverture des maisons closes !* »

Que faisons-nous pour toutes ces femmes au bord des routes et spécialement celles victimes d'esclavage sexuel ? C'est la question que se posent les habitants du Sud-Est, pas seulement dans une circonscription où la prostitution crève les yeux et où le trafic d'êtres humains se déroule dans l'impunité. Plus la Côte-d'Azur se fait proche, plus les filles rajeunissent et plus elles sont nombreuses. En fait, c'est de la faillite de la République qu'il est difficile de faire abstraction. Les réseaux mafieux sont démantelés au terme d'enquêtes longues et difficiles, menées grâce à une faible coopération internationale. Mis à bas après deux ans de travail policier, en dix jours les prostituées sont remplacées par d'autres. Parfois ce sont les mêmes

Le travail des associations de terrain venant en aide aux prostituées étrangères est stérile, il se heurte au silence des sans-papiers.

qui reprennent leur place. Les réseaux des pays de l'Est sont les mêmes pour la prostitution, les armes, la drogue et le trafic d'organes. Des gens dangereux, qui brassent dans l'impunité plusieurs milliards d'euros annuels, au grand dam des forces de l'ordre françaises à qui les moyens de faire respecter la loi ne sont pas donnés. Des policiers qui se plaignent, à voix basse, d'être spectateurs des luttes de territoire entre Albanais et Nigériens, ces

pauvres Africains qui vont chercher leurs compatriotes dans les camps de migrants en Italie pour les réduire en esclavage sexuel dans notre beau pays. Le travail des associations de terrain venant en aide aux prostituées étrangères est stérile, il se heurte au silence des sans-papiers.

Il y a beaucoup de questions qui se posent. Quelles solutions pérennes pour les Françaises qui exercent légalement en profession libérale, payent leurs impôts et veulent travailler en sécurité sans menace des proxénètes ni jugement moral de la part d'autrui ? Quelle volonté abolitionniste de la France peut-elle être raisonnablement exportée dans les 20 pays de l'UE où la prostitution est légale ? Le modèle économique allemand vanté par Jupiter doit-il être copié jusque dans la réouverture des maisons closes dont les revenus sont intégrés au PIB allemand ? L'espace Schengen, la libre circulation des capitaux et des personnes ne permettent-ils pas l'explosion de l'esclavage sexuel international d'une part et de l'évasion fiscale des 3,2 milliards d'euros annuels générés en France par ces trafics d'êtres humains ? Comment le gouvernement compte-t-il mettre en œuvre des mesures concrètes correspondant à ses ambitions affichées sans contrevenir au droit européen d'une part et d'autre part sans donner les moyens financiers et judiciaires aux autorités compétentes ? Enfin, comment résoudre un problème réel si, dès lors qu'il est énoncé, il est renvoyé dans l'ordre de l'abstraction, confié à d'innombrables commissions *ad hoc*, noyé de bons sentiments et vœux pieux confinant au délire avant d'être tu ? ♦ **Élodie Perolini**

LA PROSTITUTION EN CHIFFRES

En France, il y aurait:

30 000 à 40 000 prostitués dont **85 %** de femmes

15 % d'hommes, « transgenres » compris

93 % de prostituées étrangères dont

43 % d'Europe de l'Est (Roumanie, Bulgarie)

39,5 % d'Afrique noire (Nigeria, Ghana)

La « quasi-totalité » victime de trafic d'êtres humains

15 % de mineurs identifiés en 2017

62 % d'actes négociés par internet, **30 %** dans la rue et **8 %** en salon, bar à hôtesse...

3,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel

soit **86 000 euros** par prostitué(e)

853 millions d'euros annuels d'évasion fiscale

100 policiers et gendarmes luttant contre la traite et l'évasion fiscale

Sources:

Rapport de l'OCRTH 2014

Enquête Nid/Pystel ProCost 2015

Rapport « France » Fondation Scelles 2019

La morale

Retour sur la place importante des prostituées dans la Bible.

Le Père Laurent Sentis précise le point de vue de l'Église sur le plus vieux métier du monde.

Qu'une femme accepte une relation sexuelle avec un homme en échange d'une contrepartie financière, c'est semble-t-il une pratique aussi ancienne que l'humanité et répandue à peu près partout. Cette pratique ne fait pas en général l'objet de louanges. On peut toutefois constater une certaine discrétion de la Bible dans la condamnation de la prostitution. Ce qui fait l'objet d'une condamnation réitérée, c'est en fait l'adultère, tout particulièrement l'infidélité de l'épouse. Celle-ci est perçue comme une injustice grave à l'encontre du mari, à cause des enfants illégitimes. Cette extrême sévérité à

l'égard de l'adultère féminin est présente dans la Bible comme dans la plupart de cultures.

En même temps, l'existence de femmes non mariées se livrant à la prostitution ne retient guère l'attention des législateurs. Tout se passe comme si l'on admettait cette activité non comme un bien, mais comme une réalité inévitable. Ce qui est condamné, ce n'est pas la prostitution comme telle, mais par exemple le fait pour un homme de livrer sa fille à la prostitution (*Ex 19,29*). La Bible évoque souvent la prostitution comme symbole de l'idolâtrie. Si la prostitution n'est jamais louée, la Bible nous pré-

sente une prostituée de façon étonnamment positive. Il s'agit de Rahab (*Jos 2,1-21*). Celle-ci est même nommée dans la généalogie de Jésus (*Mt 1,5*). Ainsi sans doute est préparée la célèbre remarque de Jésus sur les prostituées qui précèdent les pharisiens au royaume des cieux (*Mt 21,28-32*). Par Sa Parole Dieu montre que le pécheur peut espérer en Sa miséricorde.

Le *Catéchisme de l'Église catholique* (CEC) dit que la prostitution porte atteinte à la dignité de la personne qui se prostitue. Prise comme telle elle est gravement peccamineuse. Pour une juste évaluation morale il convient de tenir compte des circonstances (misère, chantage, pression sociale) pouvant atténuer la gravité de la faute. En revanche celui qui paie fait l'objet d'un jugement moral plus sévère et plus explicite. Le CEC signale en outre que la prostitution peut concerner des enfants et des adolescents. Il précise qu'alors ce fléau social se double d'un scandale. Non seulement nous approuvons ce jugement mais nous percevons l'urgence de dénoncer ce scandale et d'agir efficacement pour l'éradiquer.

◆ **Père Laurent Sentis**

« Amen, je vous le déclare : les publicains et prostituées vous précèdent dans le Royaume de Dieu. » Mt. 21, 31



Une guerre de 100 ans, et plus si affinités

Cachez cette débauche que nous ne saurions voir ! Peut-on encore croire que la prostitution sera éradiquée dans le meilleur des mondes ? **Faut-il encadrer plutôt qu'interdire ?**

Le bordel est-il de droite ? Si l'on pose la question, ce n'est pas seulement pour amuser les lecteurs de *L'Incorrect* et autres amateurs de la chronique mensuelle de M. de Seze, mais parce que l'existence même des « maisons de tolérance » n'a cessé de susciter les critiques acerbes des grandes consciences de gauche, entre la Restauration, qui les voit s'installer dans le paysage urbain, et leur abolition officielle par la fameuse « loi Marthe Richard », adoptée en

1946 par une assemblée constituante composée aux deux tiers de socialo-communistes, et de catholiques de gauche pour le tiers restant. L'idée même de ces « maisons » est bien « de droite », la « tolérance » en question étant celle d'une administration qui, se faisant peu d'illusions sur la capacité de l'homme à surmonter les tentations de la chair, préfère tolérer l'inévitable en l'encadrant par une réglementation adéquate, plutôt que de faire semblant de l'interdire et se payer de grands mots. On ne change pas la nature à coups de décrets, il est par conséquent préférable de la canaliser : tel est déjà le sens d'une circulaire du préfet de police adressée le 14 juin 1823 aux commissaires parisiens : « L'établissement de maisons de prostitution devant naturellement déplaire à tout homme qui s'intéresse à la morale publique, je ne m'étonne point que MM. les commissaires de police s'opposent de tout leur pouvoir à l'établissement de ces maisons dans leurs quartiers [...]. Toutefois, la prostitution est considérée comme un fait qu'il n'est pas au pouvoir de l'autorité d'anéantir, et l'objet des règlements n'est autre que de lui ôter ses abus, ses dangers, ses scandales... »

Derrière le bordel, on devine la question capitale qui distingue la droite de la gauche : appartient-il au politique de faire prévaloir l'idéal sur la réalité, et en l'occurrence, la morale, sur l'intérêt bien compris de la cité, qui exige au contraire que l'on prenne en compte leurs avantages pratiques du point de vue de la surveillance et de la santé publique ?

La question, formulée en 1823, se retrouve presque à la virgule près lors du débat qui précède l'adoption de la loi de 1946. Cette fois, c'est un député démocrate-chrétien, médecin de profession, Marcel Roclore, qui est rapporteur – et qui commence par reconnaître que « la prostitution, vieille comme le monde, a toujours existé et sous tous les cieux. C'est, à n'en pas douter, une tare abominable de l'humanité, et les efforts des hommes dignes de ce nom ont toujours eu pour but de la faire disparaître. Ce serait une victoire magnifique sur le plan social comme sur le plan moral [...] Mais peut-on faire disparaître la prostitution ? Nul ne peut l'affirmer ». En un sens, les maisons de tolérance permettent au proxénétisme de « continuer ses honteux méfaits et (d') entraîner à la débauche des jeunes filles et des femmes qui, sans lui, auraient pu y échapper ».

Mais à cet argument, avoue Roclore, les opposants à l'abolition « répondent que le proxénétisme est beaucoup plus développé dans les milieux clandestins, parce qu'il échappe beaucoup plus facilement à la surveillance policière [...] Il est vrai aussi que « l'appel à la débauche » est beaucoup plus choquant et beaucoup plus réel pour la prostitution de trottoir que pour les maisons de tolérance sans signes extérieurs ». En outre, « sur le terrain de la santé publique [...] fermer les maisons, c'est rejeter la prostitution sur le trottoir [...], dans les bars, les cafés, les établissements de bains et de massages et surtout au fond des appartements particuliers. Dès lors, [...] dans quelle mesure l'abolitionnisme ne sera-t-il pas responsable d'une aggravation de la situation sanitaire ? »

La « tolérance » en question étant celle d'une administration qui, se faisant peu d'illusions sur la capacité de l'homme à surmonter les tentations de la chair, préfère tolérer l'inévitable en l'encadrant par une réglementation adéquate.

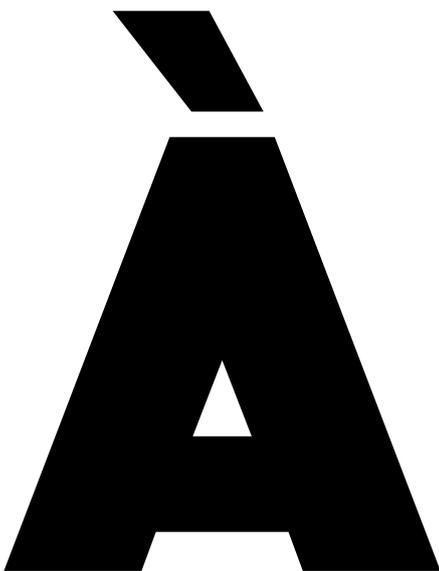
Ce qui veut dire, très concrètement, que du point de vue de la santé et de l'ordre publics, la balance penche en faveur du maintien de la « tolérance ».

Toutefois, conclut le rapporteur « il n'en reste pas moins que, sur le seul terrain moral et social, il n'est pas douteux que l'on doive souhaiter et prévoir la fermeture des maisons de tolérance ». Et c'est tout ce qui compte aux yeux de cette Assemblée, qui sera spectaculairement désavouée par le peuple français trois semaines plus tard, lors du référendum du 5 mai, mais qui en attendant se donne l'impression de pouvoir, par cette loi du 13 avril 1946, changer le monde et la nature humaine.

♦ **Frédéric Rouvillois**

En Babylonie helvète

Et de l'autre côté de la frontière ?
Enquête sur les maisons de passe de nos amis suisses et les conditions de travail de ces dames.



la frontière franco-suisse, depuis la douane fantôme de Viry, dans la ville de Plan-les-Ouates, à l'angle droit d'un triangle dont les deux autres points sont une usine Rolex et un concessionnaire Lamborghini, se trouve un banal pavillon dans un quartier résidentiel. De l'extérieur, rien ne laisse deviner que c'est un bordel. Ni plaque ni enseigne, il faut traverser le jardin pour découvrir sur la porte d'entrée deux petits diabolotins ne laissant aucun doute quant à la nature de l'activité exercée dans l'*Angel's villa*. Ici se prostituent une demi-douzaine de Françaises de souche ou d'origine maghrébine à des clients, parmi lesquels des Français aisés voulant jouir dans la légalité. Les passes des « hôtesse », c'est ainsi que s'appellent en Suisse les travailleuses du sexe, sont facturées autour de 250

CHF. Les prestations des maîtresses du donjon, elles, s'envolent. Égalité des sexes oblige, les clientes sont aussi les bienvenues, avec ou sans conjoint. À l'abri de la maison close, dans une ambiance douillette ou entre les murs capitonnés de la salle sur demande, la prostitution s'exerce sans tabou.

Changement de décor dans la rue Rodo. À deux encablures du célèbre jet d'eau du Léman et des sièges sociaux des banques d'affaires internationales, se côtoient trois bordels qui affichent fièrement leur activité dans le quartier de Plainpalais. C'est là que se trouve le *Venusia*, tenu par « Mme Lisa », une Suisseuse qui fait travailler dans son « salon de massage et spa », le plus grand bordel de Genève, une majorité de Françaises mais aussi des femmes des pays de l'Est. Ouvert le 24 juillet, des dizaines d'hôtesse se relaient. Certaines sont frontalières et y travaillent pour un revenu d'appoint le soir ou un jour par semaine, d'autres viennent depuis Paris en avion pour le week-end, quand il y a le plus de clients. Sur le pas de la porte l'utilisateur est accueilli par des affiches, d'un goût au mieux douteux, qui présentent bien de ce qui est proposé à l'intérieur. C'est la propreté tendance hygiéniste qui frappe d'abord. Des murs blancs pour une atmosphère presque clinique dans le vestiaire où se préparent les prostituées. Elles sont jeunes, belles et souriantes, c'est la règle dans tout commerce, plus encore dans celui-ci. Et en tenue adéquate au travail, c'est-à-dire en lingerie fine qui découvre une majorité de poitrines dont le bonnet D est dû à

la chirurgie. Dans les étages supérieurs – 650 m² pour ce seul bordel – se trouvent un spa, un fumoir (très bien ventilé pour respecter la législation relative à la santé !) et dix chambres cosy et spacieuses, à thème, chacune décorée avec soin. La carte des prestations a de quoi soulever les cœurs les moins prudes. Les pratiques de base et d'autres que la décence interdit formellement de nommer s'affichent entre 120 et 500 CHF. Avec des options en supplément laissées à la discrétion et au bon vouloir des hôtesse. Seuls invariants dans tous les lupanars : le préservatif est obligatoire et l'argent n'est pas encaissé directement par les prostituées. Le tenancier tient aussi la caisse.

À la porte attenante, le Geneva girls, ce sont deux bordels détenus par un homme d'affaires hongrois qui occupent l'immeuble. Il est propriétaire de six « salons » dans Genève et fait venir son personnel, réceptionnistes et prostituées, depuis la Hongrie. Un aimable réceptionniste de 180 kilos accueille les clients et encaisse l'argent ensuite redistribué aux travailleuses, après prélèvement de la commission du proxénète qui s'élève ici à plus de 60 %. Les femmes sont logées sur place au dernier étage. Elles travaillent deux mois puis repartent un mois en Hongrie. Le charmant Magyar, qui parle peu le français, m'indique qu'une seule compatriote allobroge travaille là et m'invite à parler avec elle. Il voudrait bien d'une Abyssinienne pour étoffer le panel d'hôtesse exclusivement blanches.

Au deuxième « salon » situé à l'étage, sous l'œil d'une gentille mamie officiant comme réceptionniste, six femmes attendent, désœuvrées. C'est l'après-midi, les clients ne sont pas encore au rendez-vous. Également en petite tenue, elles affichent des corps sculptés, si besoin au scalpel, préparés avec soin pour leur métier. L'expression « travailleuses du sexe » prend tout son sens dans les bordels car, malgré l'atmosphère feutrée, la figurine du bouddha, les canapés en cuir, les chambres style XIX^e et les bouteilles de vin de Champagne, il n'est pas question du tout d'amour mais de sexe. Les hommes n'y cherchent pas d'affection ou de compagnie. Les femmes parlent hongrois et trois mots

Les prostitués, profession libérale au même titre que les avocats, sont aussi déclarés au centre des impôts et s'acquittent de leurs charges comme n'importe quel travailleur de la Confédération.

MAISONS CLOSES,
le modèle Suisse

en petit nègre. Il est possible d'embrasser l'hôtesse moyennant un supplément, si elle est d'accord. Mais pas avec la langue. Le baiser français ne se vend pas. Un coup d'œil sur la carte permet de constater que les tarifs et prestations sont identiques dans toute la rue. On y vient pour pratiquer une sexualité « classique », chronométrée de 20 à 30 minutes. Et une sexualité déviante, extrême, qui trouve dans la prostitution le moyen d'être assouvie car aucune compagne ou épouse, protestante, catholique, musulmane, juive ou athée, même dépourvue de toute notion de morale, n'accepterait librement de s'adonner aux pratiques contre-nature proposées. Il n'est pas sûr qu'un époux ose d'ailleurs le demander. L'offre répondant à la demande, offre détaillée par le menu, c'est bien l'importance et la nature de la demande qui est effrayante.

Face à Manor, temple de la consommation des fortunes suisses, orientales et extrême-orientales, quartier de la gare Cornavin fréquenté discrètement par quelques tapineuses suisses qui ramènent les clients dans de beaux appartements privés, se trouve le *Diva Institut*. C'est une autre forme de prostitution qui se pratique dans cet immeuble chic. Ni plaque ni interphone, les clients sont reçus au troisième



étage sur appel téléphonique par des hôtesses et escortes françaises de luxe. La prostitution se doit de respecter le voisinage et de s'exercer sans trouble à l'ordre public. À l'image de la Suisse, c'est propre, calme, ordonné et transpire le fric. Les tarifs sont plus élevés pour des prestations qui se veulent plus glamours et d'autres plus marginales. Il y a des habitués avec leurs préférences. Pour une escorte à domicile, à qui l'on peut faire la conversation entre deux passes, il faut compter 500 CHF de l'heure. Idem pour être accompagné à une réception mondaine. La libido des millionnaires suisses est un mystère ressemblant à celui du défunt Édouard Stern. Dans les maisons closes, entre adultes consentants et dans la limite de la loi, tout est permis au nom de la liberté du marché et de la morale protestante.

La cité de Calvin et résidence de Mammon est la capitale européenne de la prostitution puisqu'on y dénombre trois mille prostitués et cent quarante bordels. Celles et ceux (bien moins nombreux) qui pratiquent ce métier sont répertoriés dans un registre de la police du Canton de Genève afin d'empêcher tout trafic d'être humain. Il faut être de nationalité suisse, avoir un permis de résident ou un permis de travail temporaire pour y exercer. Les prostitués, profession libérale au même titre que les avocats, sont aussi déclarés au centre des impôts et s'acquittent de leurs charges comme n'importe quel travailleur de la Confédération.

Dans les faits, les « salons de massages », puisque c'est ainsi qu'ils se nomment, abritent la prostitution des ressortissantes de l'Union Européenne, Espagnoles, Roumaines, Hongroises et Françaises. Les Suissesses préfèrent exercer à leur compte, étant ainsi libres de déterminer leurs tarifs, prestations, horaires et de toucher la totalité des revenus liés à leur travail (après impôts bien sûr, en Suisse l'évasion fiscale des nationaux n'est guère appréciée). Il y a aussi des hommes qui se prostituent à des hommes ou à des femmes dans des lieux distincts.

Genève reste cependant Babylone et non Gomorrhe car le consentement est de mise. Toutes exercent un métier légal, qui n'est pas frappé d'infamie comme en France mais dont la pénibilité justifie les revenus très élevés, même pour la Suisse : autour de 10 000 CHF mensuels, une fois déduits les commissions des maquereles et maquereaux, les impôts sur le revenu et autres affiliations à la sécurité sociale et cotisation mutuelle.

À l'issue de cette brève tournée genevoise – où les bordels ont pourtant la réputation d'être moins difficiles pour les prostituées que certains de Lausanne et Zurich – la raison pour laquelle Saint Louis, malgré lui, rouvrit les bordels devient évidente. La prostitution est un phénomène impossible à éradiquer dont l'interdiction engendre une insécurité pour les femmes, prostituées ou non. La vénalité apparaît aussi crûment. Par appât du gain et pour la sûreté, les prostituées vont en Suisse et non forcées par la misère. En réalité des femmes, peu nombreuses, préfèrent vendre leur corps pour gagner, légalement, en seize journées d'après labeur l'équivalent du salaire annuel d'un smicard français. Mais, comme l'autre le chantait, « *les sous, croyez pas qu'elles les volent, parole* ». ♦ **É.P.**

Réouverture des maisons closes

La fausse bonne idée

En 1946, la loi Marthe Richard abolissait le régime de la prostitution réglementée en France. Régulièrement, le sujet de la réouverture de ces « maisons de tolérance » revient sur le devant de la scène. Sur le terrain, pourtant, cette solution ne convainc pas.

D

ans l'imaginaire collectif, les maisons closes ressemblent à ces salons feutrés du XIX^e siècle où des hommes élégants, mariés à des femmes trop prudes, venaient chercher un peu de gaieté et d'exotisme. La réalité semble pourtant bien plus sordide. « *Dans les maisons closes, les personnes qui se prostituent sont considérées comme*

des produits », explique Thierry des Lauriers, directeur général d'« Aux captifs, la libération », une association d'aide aux personnes en détresse. « *Ce sont des entreprises qui font du marketing. Les patrons de ces maisons ont des exigences de rentabilité. Il ne s'agit ni plus ni moins de proxénètes qui ont le droit d'exercer* ». Un avis partagé par Frédéric Boisard de la Fondation Scelles, qui lutte contre l'exploitation sexuelle : « *En Allemagne, la réglementation a créé des habitudes de consommation désastreuses, notamment chez les jeunes. On va fêter le bac au bordel. On va dans ces salons comme on irait en boîte de nuit. Les dirigeants de ces maisons en profitent pour lancer des formules, avec des réductions ou des prestations de plus en plus extrêmes* ». Et gare à celles qui refusent de se plier aux règles de la maison...

Il faut également préciser que pour travailler dans ces établissements, les filles doivent avoir des papiers. « *Or une grande partie des personnes qui se prostituent le font justement parce qu'elles n'ont pas de papiers et que c'est la seule activité qu'elles peuvent faire* », dénonce Anaïs de Lenclos, porte-parole du Strass (Syndicat du Travail Sexuel). Le 16 août 2018, Vanesa Campos, prostituée au Bois de Boulogne, était abattue d'une balle dans le thorax. La réouverture des maisons closes n'aurait pas pu éviter cette mort. Elle n'avait pas de papiers. Quant à celles qui sont en règle, elles préfèrent travailler à leur

Le plus vieux métier du monde?



À Amsterdam, la ville essaie de racheter les vitrines et elle s'est aperçue que tous les propriétaires étaient des mafieux russes ou albanais. Ces derniers proposent des prix prohibitifs à la mairie qui se trouve dans l'incapacité de reprendre en main ces quartiers.

propre compte, plutôt que de partager leurs revenus avec un employeur et être fichées auprès des autorités. Anaïs est escort. Elle a travaillé dans des maisons closes en Suisse. Là-bas, pas une seule Suissesse. Uniquement des étrangères.

Ces maisons pourraient-elles cependant être une arme efficace contre les réseaux mafieux? « Il suffit de voir ce qui se passe dans les pays qui ont mis en place ces réglementations pour comprendre que cela n'empêche pas les activités criminelles », explique Arthur Melon, secrétaire général de l'ACPE (Agir Contre la Prostitution des Enfants). « Ce n'est pas parce qu'il y a un Code du travail qu'il n'y a plus de travail au noir ». En effet, selon le dernier Rapport Mondial sur l'Exploitation Sexuelle de la Fondation Scelles, à Stuttgart, en Allemagne, pour un tiers de prostitution déclarée, on compte encore deux tiers de prostitution non déclarée et 12 % de prostitution de rue. Par ailleurs, « les pays qui ont légalisé la prostitution et le proxénétisme doivent faire face à une explosion de la traite », note Le Mouvement du Nid, une association qui apporte un soutien aux personnes prostituées. « Les trafiquants sont experts en l'art d'infiltrer les circuits légaux pour placer leurs recrues ». À Amsterdam, la ville essaie de racheter les vitrines et elle s'est aperçue que tous les propriétaires étaient des mafieux russes ou albanais. Ces derniers proposent des prix prohibitifs à la mairie qui se trouve dans l'incapacité de reprendre en main ces quartiers.

En 2016, l'État a pensé que pour lutter contre le système prostitutionnel, il fallait tarir la demande et faciliter l'arrêt de la prostitution. Il a donc créé une infraction de recours à la prostitution d'autrui et mis en place des « parcours de sortie ». Pour Thierry des Lauriers, c'est sur ce dernier point qu'il faudrait concentrer tous les efforts. Or, depuis le vote de ce dispositif, seuls 183 personnes ont pu bénéficier de ce dispositif d'accompagnement, selon des chiffres communiqués le 4 avril dernier par le Secrétariat d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes. Le gouvernement affiche un abolitionnisme intransigeant. Mais cela suffit-il? Être contre la guerre, c'est bien, venir en aide aux victimes de la guerre, c'est encore mieux... ♦ **Marine Tertrais**

Monde

En piste Boris !

Quand il est élu à Londres en 2008, face au maire travailliste sortant Ken Livingston, Boris Johnson bénéficie d'une image de marque sans égale. Né à

New-York de parents engagés pour une mondialisation heureuse, ce conservateur éclairé, biographe de Churchill et de Shakespeare, a commencé comme éditeur au *Telegraph* avant de siéger au parlement de Westminster. En 2016, il quitte sa charge de maire sous les applaudissements mais décide, contre toute attente, de voter pour le Brexit. « Sans Boris Johnson, le vote Leave n'aurait jamais gagné le référendum », admet Matthew Elliott, directeur de la campagne du *leave*.

Aussitôt, celui qui était un homme politique aussi génial qu'audacieux devient un fou furieux, un menteur, un escroc incompetent, un « clown » titre *L'Express*. « Johnson à la tête du Royaume-Uni, non merci ! » s'étrangle le quotidien *Le Monde* dans un éditorial au vitriol : « La liste de ses impostures, de ses bévues et de ses échecs n'a cessé de s'allonger (...) il tente d'humilier les dirigeants européens et ridiculise son pays sous toutes les latitudes par son amateurisme, sa légèreté et sa méconnaissance des dossiers. C'est cet homme-là qui prétend aujourd'hui prendre la barre du paquebot *Britannia* en détresse. Rivalisant de populisme avec l'extrême droite de Nigel Farage (...) « Boris » doit cesser d'être vu seulement comme un bouffon. Son entrée au 10, Downing Street serait une calamité pour son pays et pour l'Europe ». On a connu le journal d'Hubert Beuve-Méry plus modéré dans ses propos mais il n'y a pas de

crime plus grave que de s'opposer à l'UE. Celui qui avait été salué pour ses positions gay-friendly et pro-immigration est désormais livré à la vindicte bourgeoise pour homophobie et racisme. Lui dont on ne manquait jamais de souligner qu'il descendait d'un journaliste turc et d'un juif de Lituanie, lui qui avait ravi les Jeux olympiques de 2012, au nez et à la barbe de Paris, n'est finalement qu'un mauvais mari et un mauvais père. « Il a aussi choqué de nombreux Britanniques en comparant les femmes musulmanes voilées à des boîtes à lettres », s'indigne l'agence AFP.

Fin connaisseur des coteries médiatiques, Johnson a compris que les journaux n'étaient plus les faiseurs de rois. Son génie est de savoir parler au peuple sans détour, ce que Donald Trump a tout de suite perçu. Pour parler directement aux électeurs qui se désintéressent de la politique, il n'y a qu'un seul moyen : choquer les éditorialistes et redonner de l'espoir au pays, leur dire que leur histoire nationale n'est pas terminée parce qu'ils ont toujours su se relever des pires épreuves.

« Il n'y a qu'une façon de sortir ce pays de sa fatale roue de hamster, c'est de réaliser le Brexit d'ici au 31 octobre. Il faut en finir avec le défaitisme. J'ai l'énergie et la légitimité pour accomplir cette tâche (...). Le moment est venu de montrer que nous croyons en la Grande-Bretagne », a conclu le futur Premier ministre dans son débat face à Jérémie Hunt, finaliste malheureux de la course à la tête du parti conservateur. Boris Johnson ne plaisante plus. Le Royaume-Uni reprend les commandes. ♦ **Hadrien Desuin**



Israël

Encore des élections pour rien ?

Depuis la dernière dissolution de la Knesset, Israël semble en campagne permanente. **Le pays peine à tourner la page Netanyahu**

Lors de la soirée d'élection d'avril, l'ambiance était survoltée au quartier général du Likoud. Benyamin Netanyahu est arrivé sur scène accompagné de son épouse Sarah, dont tout le monde sait qu'elle incarne sa principale terreur au quotidien. Sous les applaudissements de la foule et les feux d'artifice, le « roi d'Israël » a embrassé son épouse sur la bouche et promis à son peuple de le porter au sommet du monde. Bibi fêtait sa victoire à la fonction suprême pour la cinquième fois, sans se douter que moins de deux mois plus tard, l'élection serait annulée. Le responsable de la manœuvre, Avigdor Liberman, gravite comme lui dans l'univers politique depuis plus de trente ans. Avant de créer son parti, Israel Beiteinou, ce politique d'origine russe fut ministre des Transports, des Affaires Étrangères et de la Défense. Avec son accent à couper au couteau, ses saillies assassines, ses positions de droite dure et antireligieuses, il porte la voix de la com-

munauté russophone, bien implantée en Israël depuis son arrivée massive à la fin de l'URSS, dans les années 90. Durant les tractations de Netanyahu, Liberman fort de ses voix, a imposé une condition et pas des moindres pour rejoindre la coalition gouvernementale : que le futur gouvernement s'engage à défendre la loi de la « conscription », cette législation qui impose aux religieux de faire le service militaire, plutôt que d'étudier dans les écoles talmudiques. Hostile à l'idée d'une « théocratie », Liberman milite pour que les barbus à chapeaux suent trois ans, à la dure et à la levée du drapeau, comme le reste de la jeunesse israélienne. Actuellement, 72 % des jeunes effectuent leur service militaire, contre 15 % chez les ultraorthodoxes. Il affronte ainsi tous les partis religieux, petits mais nombreux, qui constituent l'autre aile de Netanyahu et qui défendent ce privilégié bec et ongles. Si cette question peut paraître superflue vue de l'étranger, elle

LA ROUE DE LA KNESSET



s'avère fondamentale au sein de ce pays où la société civile est constamment déchirée entre laïques et religieux.

Jusqu'à la date butoir, tout le monde pense que ce bras de fer n'est qu'un énorme coup de bluff. Dans les salles de rédaction en Israël, les plus fins analystes parient sur l'inclinaison finale de Liberman. Mais lorsque le 29 mai, l'horloge sonne les douze coups de minuit, il règne à la Knesset une atmosphère d'échec collectif. Les négociations n'ont pas abouti, aucune coalition n'a réussi à être formée dans les temps impartis. Pour la première fois de l'histoire de la vie politique, le Parlement israélien vote sa propre dissolution et le pays entier est renvoyé aux urnes. Un caprice estimé à 75 millions de shekels, soit environ 117 millions d'euros, aux frais du contribuable.

LES PARTIS SE RÉAJUSTENT

C'est ainsi qu'il faut recommencer la partie, rebattre les cartes. Les jeux d'alliance reprennent de plus belle. Dans ce système à la proportionnelle, l'union fait la force. Les partis réorganisent des primaires, changent de têtes de liste, se coalisent entre eux pour davantage peser sur l'échiquier politique et rejoindre ensuite un « bloc de gauche » ou un « bloc de droite ». Trente-deux partis ont été enregistrés devant la Commission centrale électorale et s'appêtent à se présenter aux élections de septembre. Notons la constitution d'un parti pour la polygamie, « Kama », dirigé par quatre femmes d'un chef de secte orthodoxe. Cette nouvelle faction veut combattre l'intervention du gouvernement dans la vie familiale des Israéliens, afin de pouvoir vivre comme « au temps de la Bible ». Mais les autres partis sont quand même plus classiques. Le principal parti d'opposition aux dernières élections, qui a obtenu 35 mandats contre 36 pour le Likoud, Kahol Lavan (Bleu Blanc), subsiste à l'identique, sous la direction de l'ex-chef d'état-major hypersexy Benny Gantz et de l'ancien journaliste au sourire hollywoodien, Yair Lapid. Les petits partis de gauche, eux, créent une liste commune dans l'espoir de faire tomber Benjamin Netanyahu. Lors des élections d'avril, ces derniers ont vécu la pire défaite de leur histoire avec l'obtention d'une dizaine de sièges seulement, sur les 120 que compte la Knesset. Cette fois, ils ont choisi une nouvelle tête de liste, Nitzan

Horowitz, président du parti d'extrême gauche Meretz et ont recruté un membre de taille : l'ancien Premier ministre, Ehoud Barak, prêt à tout pour faire barrage au patron du Likoud. « *Le gouvernement Nétanyahou, avec ses fanatiques messianiques et son régime corrompu, doit être abattu et non sauvé* », a-t-il déclaré d'emblée. Mais à peine a-t-il annoncé son retour qu'il s'est retrouvé éclaboussé par le scandale Jeffrey Epstein, du nom du financier américain accusé de trafic sexuel qu'il a fréquenté par le passé. De leur côté, l'ex-ministre de la Justice Ayelet Shaked et l'ex-ministre de l'Éducation, Naftali Benett, maintiennent leur formation, la Nouvelle droite, en changeant de leader : c'est aujourd'hui elle, plus populaire auprès du public, qui prend les commandes du parti.

Jusqu'à la date butoir, tout le monde pense que ce bras de fer n'est qu'un énorme coup de bluff. Dans les salles de rédaction en Israël, les plus fins analystes parient sur l'inclinaison finale de Liberman.

Mais les enjeux sont minces et l'issue imprédictible. Selon les sondages, l'impasse politique devrait se reproduire à l'identique. Le Likoud devrait encore arriver en tête des votes, et, de nouveau, se retrouver dans l'incapacité de former une coalition. Comme le veut la tradition, le 17 septembre prochain, jour des élections, sera déclaré férié dans tout le pays. De nouveau, des parfums de barbecues s'échapperont des parcs nationaux et les plages seront noires de monde. Entre deux bains dans la Méditerranée, des citoyens consciencieux retourneront glisser un bulletin dans l'urne, tout en sachant que l'avenir politique demeure incertain. Car, quand bien même Netanyahu parviendrait à former une coalition, une audition avec la justice lui pend au nez en octobre, une entrevue au cours de laquelle il est fortement possible qu'il soit inculpé pour des affaires de corruption.

◆ **Noémie Serfati**

SAINT SUPPLICE

LA LONGUE MARCHÉ DES CATHOLIQUES DE CHINE ♦ Yves Chiron ♦ Artège ♦ 336 p. – 17,90 €



Pour comprendre l'accord provisoire signé en septembre 2018 entre Rome et Pékin qui met fin au système des deux Églises en Chine, officielle et clandestine, il est nécessaire de le replacer dans la suite de la longue histoire de leurs rapports, depuis saint Thomas jusqu'à la République Populaire. C'est à ce travail de synthèse, délicat par sa complexité et ses ramifications que s'est attelé Yves Chiron pour lire avec intelligence les signaux de l'actualité. L'exposé est clair, didactique et les références nombreuses. L'accord lui-même, qui n'a pas été rendu public et porte essentiellement sur les nominations épiscopales, est tout autant source d'espérance que d'inquiétudes pour les catholiques chinois. Coup de maître de la diplomatie vaticane ou stratagème à la Sun Tzu ? L'auteur, qui a enquêté en Chine auprès de communautés clandestines et a recueilli leurs témoignages, penche pour la seconde hypothèse. Nous aussi. ♦ **Arthur de Boërio**

TOUTE LA TERREUR AUX SOVIETS !

LA TERREUR ROUGE EN RUSSIE (1918-1924) ♦ Sergueï Melgounov
(trad. Wilfrid Lerat) ♦ Éd. des Syrtes ♦ 400 p. – 12 €



Lorsqu'on évoque la Russie soviétique, les purges de 1937-1938 et les goulags staliniens viennent immédiatement à l'esprit. On ignore souvent que la période de répression la plus sanglante fut celle qui suivit immédiatement la révolution d'octobre.

Sergueï Melgounov, historien, homme politique, membre important du parti KD puis des SR de droite, a été arrêté cinq fois par le pouvoir bolchevique avant de prendre finalement le chemin de l'exil en 1923. Il décrit par le menu, dans un livre apocalyptique, ce que certains ont appelé « la bacchanale sauvage de la terreur rouge », qui a duré jusqu'en 1925. Décidée après le double

attentat contre Lénine et le chef de la police politique de Petrograd (la Tchéka), elle fait l'objet d'un décret du 5 septembre 1918, proclamant que « dans la situation donnée, il est d'une nécessité absolue d'assurer l'arrière à l'aide de la terreur ». La veille, le commissaire du peuple aux affaires intérieures avait déjà télégraphié à tous les soviets de « fusiller inconditionnellement en masse », sans « la moindre hésitation ni la plus petite indécision dans l'emploi de la terreur ».

Plus d'un million de personnes sont ainsi arrêtées. Beaucoup meurent d'inanition. À chaque fois qu'un décret d'amnistie est pris, la Tchéka en profite pour vider les prisons la nuit qui précède sa publication en fusillant leurs occupants. La torture y est systématique. Parfois c'est le « juge d'instruction » lui-même qui procède à la fois aux actes de torture et aux exécutions. C'est le cas d'un certain Drojine, ancien clown : révoqué pour ses excès, il est nommé commissaire politique des prisons et décoré de l'ordre du drapeau rouge.

Les victimes appartiennent à toutes les couches de la population et pas seulement à la bourgeoisie. Les ouvriers et paysans sont d'ailleurs en majorité. « On tuait officiellement des gens, mais quelquefois on ne savait pas pourquoi et quelquefois même on ne savait pas qui l'on tuait ». Ce qui n'exclut pas un certain zèle : « On fusillait des gens portant le même nom, quelquefois par erreur, quelquefois pour qu'il n'y ait pas d'erreur », résume Melgounov.

Un responsable de la Tchéka de Koungour dévoile la « logique » mise en œuvre : « Pour les exécutions, nous n'avons besoin ni de preuves, ni d'interrogatoires, ni de soupçons. Nous trouvons la chose nécessaire – nous exécutons, et c'est tout. » ♦ **Serge Gadai**

TRÈS DIPLOMATIQUEMENT CORRECT

LE PARADIS PERDU, L'AMÉRIQUE DE TRUMP ET LA FIN DES ILLUSIONS EUROPÉENNES ♦ Benjamin Haddad
Grasset ♦ 288 p. – 19 €



Comme il est pénible de lire la prose stratégique de Benjamin Haddad ! Le titre de l'essai résume à lui seul la pensée de beaucoup de diplomates et de chercheurs français qui courtisent le pouvoir. L'Amérique était notre jardin d'Eden, et il a été souillé par Donald Trump. Comme le Danemark et les Pays-Bas, notre petit pays attendait pourtant son salut du phare de la liberté américaine... Certes, le directeur Europe du think-tank washingtonien *Atlantic council*, reconnaît que Barack Obama avait déjà trahi le pacte transatlantique en ne faisant pas la guerre en Syrie, laissant le champ libre à la Russie. Mais c'est presque pire.

Constatant une forme d'impasse transatlantique, l'étoile montante des néocons français propose, ô nouveauté, de faire l'Europe dans l'OTAN (tout en gardant des liens étroits avec les États-Unis et le Royaume-Uni bien entendu). Il fait comme si l'OTAN était commandée par des Européens et termine en remerciant Anne Sinclair qui lui a permis de publier chez Grasset, la maison d'édition de BHL. Avec les mauvais livres, il vaut mieux commencer par la fin. ♦ **Hadrien Desuin**





Joshua Wong

Monsieur Wong de Hong Kong

Hong-Kong est aujourd'hui la proie d'une crise politique et sociale qui dure au-delà des pronostics. Rattaché à la Chine en 1997, après des décennies de domination britannique, le territoire hongkongais a depuis lors cultivé une identité culturelle spécifique. Chinois, Honk-Kong l'est de fait. Mais Hong-Kong est aussi un peu plus que ça. Plateforme financière à l'importance stratégique majeure pour Pékin, ce comptoir commercial est aussi l'un des épicentres de la globalisation où résident de nombreux étrangers fortunés.

Des éléments que le révolté Joshua Wong a bien intégrés: figure de proue des insurgés d'Hong-Kong depuis 2014, année où il prit la tête de la révolte des parapluies, M. Wong est désormais connu du monde entier. Un documentaire de Netflix lui a même été consacré. Il n'est donc pas étonnant de retrouver cet homme d'à peine 23 ans dans les cortèges disciplinés des manifestants pro-démocratie décidés à en découdre avec la garde rouge de l'omni-président Xi Jinping.

Peu loquace, le jeune homme fait montre d'une froide détermination, pas effrayé à l'idée de retourner dans les geôles chinoises pour sédition. Pour lui, Hong-Kong n'est pas un territoire administratif chinois, mais bien un « pays » souverain. Un point de vue qui risque de ne pas convaincre les autorités pékinoises, qui poursuivent les visées impériales de l'antique Chine. L'unité est un impératif pour l'Empire du Milieu qui voit dans chaque mouvement autonomiste un danger.

Les manifestants sont d'ailleurs aussi inflexibles que l'État chinois. Joshua Wong n'irait-il pas lui-même trop loin, quand il affirme sur Twitter que « *la crise de Hong Kong dépasse de loin la simple crise politique, elle est surtout humanitaire. [La ville] a cruellement besoin d'intervention humanitaire et d'aide internationale* » ? Hong-Kong serait-il en guerre ? En appelant à une intervention étrangère, Joshua Wong pourrait franchir la ligne rouge. De quoi l'avenir de Hong-Kong sera-t-il fait ? Le conflit peut-il avoir une incidence mondiale ? Nous le saurons bien vite

◆ **Gabriel Robin**



Manifestation du 16 juin à Hong Kong

Vous êtes un très jeune homme. Pourtant vous avez déjà une longue expérience d'activiste. Quelles étaient vos motivations lors de la « révolution des parapluies » ?

Les Hongkongais veulent être les maîtres de leur destin, être souverains chez eux, et pouvoir librement décider de ce que sera leur avenir. Ce sont les raisons qui ont poussé les gens à rejoindre ce combat. Il est temps pour les plus jeunes d'être ceux qui font bouger notre société.

Est-ce que votre foi protestante a joué un rôle dans vos engagements ?

Oui. Je suis un chrétien et protestant. Mon prénom vient de la Bible. Cela m'a encouragé et m'a aidé à réaliser que j'avais la responsabilité de me battre pour une plus grande justice sociale et que nous devions tous ensemble aider les plus défavorisés qui sont menacés et qui vivent les pires vicissitudes. Le peuple a le droit à la liberté. Quand le peuple est menacé et que ses libertés fondamentales sont en danger, il a le droit et le devoir de se lever.

Qui sont vos modèles en politique et dans le militantisme ?

Je n'ai pas vraiment de modèles. En revanche, j'aimerais agir comme le

Joshua de la Bible [*Josué, ndlr*] pour que mon pays natal soit un endroit où le peuple puisse agir concrètement sur son destin.

Avez-vous ressenti une évolution ou des changements entre le mouvement de 2014 et celui de cette année ? Le profil des manifestants est-il le même ? Leurs motivations ?

Il y a cinq ans, nous réunissions 200 000 personnes dans une manifestation au plus fort du mouvement. Nous avons été plus de deux millions à descendre dans les rues ce 16 juin. Pas simplement des jeunes et des *millennials*, mais aussi des Hongkongais issus de la génération du baby-boom. Pas seulement des gens des classes moyennes, mais aussi des hommes d'affaires et des PDG. Un ensemble extrêmement varié de Hongkongais a donc défilé à nos côtés.

Comment voyez-vous l'avenir de Hong-Kong ?

Je suis toujours très optimiste quand je pense à l'avenir de Hong-Kong parce que nous avons foi dans notre peuple, quand bien même nous ne plaçons

strictement aucun espoir dans le personnage de Xi Jinping et dans ses orientations politiques.

Est-ce que Hong-Kong pourrait jouer un rôle d'aiguillon en influençant la Chine dans son ensemble ?

D'abord Hong-Kong. Après la Chine intérieure. Nous ferons de Hong-Kong un modèle qui prouvera que la soumission au régime autoritaire de Pékin n'est pas une fatalité et que le pays tout

« C'est une nécessité pour le gouvernement français de soutenir ce qui se passe actuellement à Hong-Kong parce que nous avons nous aussi droit aux libertés fondamentales dont jouissent les Français. »

Joshua Wong

entier a le droit de vivre en démocratie.

Certains observateurs français ont établi des parallèles entre les événements hongkongais et la crise dite des Gilets jaunes. Trouvez-vous la comparaison pertinente ?

Les Gilets jaunes montrent une même détermination populaire que nous.

Allô le monde!

Ils montrent aussi comment cette détermination protestataire peut nous aider à obtenir plus de libertés. Cependant, le peuple de Hong-Kong formule des demandes de droits plus fondamentaux, plus simples. Nous voulons avoir le droit d'élire librement les dirigeants de notre cité, ce que les Français peuvent faire depuis longtemps.

Le gouvernement français semble gêné par ce qui se passe à Hong-Kong, n'ayant pas encore officiellement soutenu le mouvement. Avez-vous un message pour l'exécutif et le peuple français ?

Le gouvernement français devrait prendre une part plus active dans le mouvement de Hong-Kong, comme le font les gouvernements britanniques et allemands. Nous partageons ensemble l'amour de la démocratie et de la liberté. J'espère que les Français comprennent ce que signifie la montée en puissance du pouvoir de Pékin en Europe. C'est une nécessité pour le gouvernement français de soutenir ce qui se passe actuellement à Hong-Kong parce que nous avons nous aussi droit aux libertés fondamentales dont jouissent les Français.

Vous avez passé quelque temps en prison. Pouvez-vous nous dire dans quelles conditions ? Avez-vous peur d'y retourner ?

J'ai été emprisonné à trois reprises. En prison, il n'y a pas internet ou le téléphone. Je ne savais même pas quelle heure il était. La crainte de retourner en prison n'aura pas raison de ma volonté. En vérité, cela me donne encore plus de courage et cela me rend plus fort. Et ce d'autant plus que 30 camarades ont été emprisonnés et 50 jugés au cours des deux derniers mois. La police de Hong-Kong a récemment avoué dans une conférence de presse avoir tiré plus de 1000 grenades lacrymogènes pour décourager les manifestants. Notre mouvement ne s'arrêtera pas et nous manifesterons jusqu'à la fête nationale. Donc jusqu'au 1^{er} octobre. ♦ **propos recueillis par Gabriel Robin et Jean-Guillaume Remise**

Contre révolution aux Tonga

Facebook n'amuse plus le roi du Tonga qui envisage désormais de guillotiner sa connexion sur l'archipel. Menaces contre la famille royale ou appels au renversement de la monarchie venant de mystérieux groupes pro-démocraties, Tupou VI a ordonné à son gouvernement de déclencher une enquête afin de déterminer qui étaient les responsables de cette haute trahison sur le célèbre réseau social. Et de les poursuivre pour crimes anti-lèse-majesté.

Des critiques qui interviennent alors que le Parlement doit voter une loi visant à

réduire les pouvoirs du roi et augmenter ceux du Premier ministre dans ce qui ressemble à un vague remake 2.0 digne des épisodes de la Révolution française. Bien que roi constitutionnel, Tupou VI conserve de larges prérogatives et un droit de veto important, soutenu par la noblesse qui a été forcée d'accepter un roturier à la tête du gouvernement. Ce n'est que depuis 2014 que le royaume du Tonga vote au suffrage universel après que la monarchie a été contrainte de renoncer à son pouvoir divin suite à un important soulèvement populaire.

♦ **G.R.**

Donald le Viking

Donald Trump se rêverait-il en Érik le Rouge? En proposant « d'acheter » le Groenland, dans son style brutal de promoteur immobilier international, le président des États-Unis a provoqué une mini crise diplomatique avec le Danemark, allié traditionnel au sein de l'OTAN. Très convoitées, les terres arctiques regorgent de matières premières et sont d'une importance stratégique capitale. Par ailleurs, Donald Trump est déjà en campagne. En manifestant son intérêt pour le Groenland, il montre aussi au peuple américain qu'il a une vision prospective à long terme et qu'il est toujours un « winner » capable de faire des « deals ». Le Groenland n'est pas totalement étranger à l'oncle Sam qui y possède la base Thulé, appartenant à son bouclier antimissile. En filigrane, l'opposition à la Chine qui regorge d'ambition dans cette région du monde... Ce qui semble être une blague ne l'est donc pas vraiment. ♦ **G.R.**



La forêt de feu

L'Amazonie est frappée par de terribles incendies depuis le mois de juillet, mettant en péril ce qu'il est convenu d'appeler « le poumon de la planète ». Choquantes, les images venues du Brésil montrent la fragilité de cette forêt essentielle... laquelle se trouve pour partie sur le territoire français, faut-il le rappeler. Les

incendies ont été si violents que Sao Paulo, pourtant situé à des milliers de kilomètres, a été plongé dans le noir en pleine journée du fait de la présence massive de fumée. Par rapport à 2018, les départs de feu ont augmenté de 87 %, pour un nombre total de 13 682. Ils ont été provoqués par des défrichements massifs par brûlis. Le président Jair

Bolsonaro est mis en cause pour sa politique de déforestation. Des accusations auxquelles a répondu le ministre brésilien de l'environnement Ricardo Salles : « *Le gouvernement a mobilisé tous les effectifs des secouristes et tous les avions (...) qui sont désormais à pied d'oeuvre avec tous les gouvernements régionaux* ».

♦ **G.R.**

Les dix-sept mois de pouvoir de **Sebastian Kurz** ont donné aux Autrichiens un fort goût de revenez-y. Pour poursuivre ce qui a été commencé et brutalement stoppé par le « scandale d'Ibiza ». Le scrutin du 29 septembre décidera si les droites peuvent à nouveau gouverner ensemble. **Kurz est partant pour faire équipe avec Norbert Hofer.**

Autriche

Ce fut Kurz mais ce fut bon

Dans le ciel plutôt serein du gouvernement du jeune Sebastian Kurz, parvenu au pouvoir en décembre 2017 et qui devait y rester cinq ans, une étrange affaire d'enregistrement vidéo a mis fin à la coalition – constellation dit-on ici – entre le Parti populaire (ÖVP) du Chancelier et le Parti de la liberté (FPÖ) du vice-chancelier Heinz-Christian Strache. Le scandale a éclaté le 17 mai dernier. La scène, filmée deux ans plus tôt à Ibiza, montre Strache, visiblement éméché, proposer à une certaine Aliona Makarova, la nièce supposée d'un oligarque russe, des contrats publics en échange de l'acquisition par son tonton du premier quotidien du pays, la *Kronen Zeitung*, pour aider le FPÖ à arriver en tête aux législatives de 2017.

Aussitôt la vidéo diffusée et bien que Strache ait démissionné, Sebastian Kurz a limogé les autres ministres FPÖ et organisé des élections anticipées. Mécontent de son sort, le FPÖ a alors, en compagnie des socialistes du SPÖ, voté une motion de censure déposée par le petit parti Jetzt – « Maintenant » – qui avait conquis huit sièges en 2017 sous l'étiquette Pils, du nom de son patron de l'époque, l'ancien Vert Peter Pils. Conséquence : Kurz n'est plus chancelier depuis le 27 mai et le pays est administré par des techni-



ciens sous la direction de la présidente de la Cour constitutionnelle, Brigitte Bierlein.

L'affaire d'Ibiza est toutefois loin d'être terminée tant les questions sont nombreuses. Pourquoi est-elle sortie deux ans après l'enregistrement et pourquoi est-ce la presse allemande qui l'a divulguée ? Qui lui a fourni, quand – en mai dernier ou deux ans plus tôt ? – et qui a payé toute cette mise en scène – car s'il est un fait avéré, c'est bien que c'en était une – dont le coût est estimé par la presse autrichienne... à plus de 500 000 € ?

Une autre affaire a surgi, qui tente, elle, d'éclabousser Sebastian Kurz. Un salarié de la Chancellerie a fait détruire une série de disques durs juste avant la motion de censure, ce qui, comme l'a rappelé l'ancien Chancelier, n'est pas exceptionnel lorsqu'un gouvernement quitte ses fonctions. L'anecdote serait passée inaperçue si elle n'avait été pilotée par un charlot complet, qui a fait appel à une société privée alors qu'il aurait très bien pu en confier la mission aux services informatiques de la chancellerie. Il a, ensuite, insisté lourdement en exigeant une triple destruction, commandant le travail sous un faux nom mais en donnant son vrai numéro de mobile – authentique ! – et, cerise sur le strudel, il n'a jamais payé la facture... de 76,45 € !

Tout ceci est tellement burlesque que les Autrichiens s'interrogent sur l'hypothèse d'un coup monté, car, comme le dit le jeune Hannes, maître d'hôtel dans la région du Pongau, au sud de Salzbourg, reflétant bien l'opinion majoritaire : « Comme il n'y a rien à dire contre Kurz, il faut bien trouver quelque chose ». Nul ne semble douter en effet, à un mois du

scrutin, que Kurz, qui vient de fêter ses 33 ans, retrouvera son bureau à la chancellerie avec un résultat pour l'ÖVP en progression, à en croire les sondages, d'au moins cinq points par rapport à 2017. Ce qui lui garantirait environ 70 sièges, une petite dizaine de plus qu'actuellement, mais loin des 92 nécessaires pour constituer une majorité.

Le 4 août, lors de la première émission politique d'une campagne qui tarde à démarrer, sur Oe 24, la seule chaîne d'information en continu du pays, Sebastian Kurz s'est dit déterminé à éviter une coalition SPÖ-FPÖ – aussi invraisemblable que cela paraisse vu de France, ils ont déjà gouverné ensemble dans les années 1980 et continuent à le faire dans le Burgenland, à la frontière hongroise – et ouvert à toute combinaison choisie par les électeurs, mais il a affiché sa préférence pour la reconduction de la coalition... avec le FPÖ.

Nul ne semble douter en effet, à un mois du scrutin, que Kurz, qui vient de fêter ses 33 ans, retrouvera son bureau à la chancellerie avec un résultat pour l'ÖVP en progression, à en croire les sondages, d'au moins cinq points par rapport à 2017.

Avec cette fois, comme vice-chancelier, une personnalité de tout premier plan, l'ancien ministre des Transports Norbert Hofer.

Oui, celui qui a succédé à Strache à la présidence du FPÖ après l'affaire d'Ibiza, celui qui, candidat à l'élection présidentielle de 2016, avait obtenu pas moins de 49,7 % des suffrages (avant que ce second tour ne soit annulé et qu'il ne soit finalement plus largement battu par Alexander Van der Bellen).

Pourquoi gouverner à nouveau avec le FPÖ ? D'abord parce que le

FPÖ, qui avait obtenu 26 % des suffrages en 2017, est toujours donné aux alentours de 20 %. Ensuite et surtout parce qu'on ne change pas une formule qui gagne et donne satisfaction aux Autrichiens. Kurz se dit fier de son bilan, « notamment en



matière d'immigration et de fiscalité », et en effet, en moins d'un an et demi seulement, ÖVP et FPÖ ont fait plus que poser les bases de leur accord de gouvernement concrétisé par un document de plus de 180 pages intitulé « Zusammen. Für unser Österreich » (« Ensemble. Pour notre Autriche »).

Entre autres exemples, plus de 4 000 policiers supplémentaires ont été recrutés et la police fédérale dispose désormais d'unités directement responsables, pour plus d'efficacité, à l'échelon du Land. Une nouvelle police aux frontières, Puma, a été mise en place, et diverses mesures de restriction aux demandes d'asile ont été adoptées. Et lorsque 80 millions d'euros de subventions aux assistants scolaires et « interculturels » ont été supprimés et que 40 millions d'euros ont été dégagés pour développer l'apprentissage de l'allemand, le peuple a applaudi.

Le foulard islamique a été interdit dans les écoles et les aides sociales diverses ont été réduites en moyenne de 300 € par mois pour ceux qui ne parlent pas allemand. L'aide au développement a été diminuée, le pacte de Marrakech rejeté. Et si telle association « culturelle » propageant un islam aussi politique que prosélyte n'a pas été dissoute, ce n'est pas la faute du gouvernement autrichien, qui l'avait pro-

noncée, mais du tribunal administratif de Vienne, qui l'a retoquée.

Dans un pays de plein-emploi, les artisans et petits entrepreneurs se félicitent de la réforme de l'apprentissage sur laquelle ils comptent pour trouver la main-d'œuvre dont ils ont besoin plutôt que de recourir aux jeunes travailleurs qui accourent des pays voisins, Tchéquie, Slovaquie, Slovénie, Croatie. De même que dans

le pays qui engrange le chiffre d'affaires touristique par habitant le plus important de toute l'Union européenne, les hôteliers apprécient le recul de la taxe sur le chiffre d'affaires. La politique familiale est tout aussi audacieuse, avec la fin de la déductibilité des frais de garde d'enfants en contrepartie d'une diminution d'impôt sur le revenu pouvant aller jusqu'à 1 500 € par an et par enfant à charge pour

LE PARADIS MUSULMAN DE ZELL AM SEE

Depuis qu'un [mauvais] plaisant a fait savoir, il y a une dizaine d'années, que le décor enchanteur de Zell am See, entre le lac de Zell et le Grossglockner, point culminant d'Autriche à 3800 mètres, ressemblait au paradis terrestre décrit dans le Coran, les 10 000 habitants de ce chef-lieu du district le plus à l'ouest du Land de Salzbourg, à la limite du Tyrol, reçoivent chaque année la visite de 70 000 touristes du Golfe persique! Saoudiens, Qataris, Emiratis s'y pressent presque autant qu'à la Kaaba.

S'y promener – s'y égarer – équivaut à entendre davantage de globish à base d'anglais primitif que d'allemand, à croiser une femme voilée sur deux passants et à lire des enseignes... en arabe! Ces touristes qui arrivent directement de l'aéroport de Vienne-Schwechat dans de rutilantes limousines de location squattent les cinq ou six grands hôtels de la ville agglutinés au bord du lac, où ils dépensent de l'ordre de 300 € par jour et par tête de pipe. Cependant – avis aux routards amateurs d'authenticité autochtone – se référant apparemment à une stricte lecture du Coran, ils ne s'aventurent guère dans les autres sites alentour, tout aussi idylliques...

Que les habitants apprécient est une autre histoire. Sous couvert d'anonymat, un fort sympathique hôtelier s'est fait sa religion: « De toute façon, chez moi, il y a du porc dans tous mes menus... » ♦ **R.B.**



certaines familles. Ceux qui demandent la continuation de la coalition espèrent, maintenant, des suppressions d'impôts – dont celle... de la redevance TV.

« *Les fondations sont bâties. Notre chemin a seulement commencé* », affiche Sebastian Kurz, mais, pour être sûr qu'il ne dévie pas en cours de route, encore faut-il que le FPÖ soit suffisamment fort pour le forcer à maintenir le cap. Et que le différend relatif à Herbert Kickl soit résolu. Ministre de l'Intérieur du gouvernement Kurz, Kickl a été révoqué en même temps que tous les membres du FPÖ et n'a jamais digéré cette éviction, lui qui n'avait rien à voir dans le scandale d'Ibiza. Or le FPÖ exige le retour de Kickl à l'Intérieur, ce dont Sebastian Kurz ne veut pas entendre parler. Qui cédera ?

Les sondages pèseront lourd dans les négociations.

Selon une récente étude d'opinion, un tiers des électeurs réclame la reconduction de la coalition ÖVP-FPÖ, ce qui peut paraître peu mais constitue l'option bénéficiant du plus fort assentiment, loin devant une coalition entre le SPÖ et les Verts auxquels s'ajouterait le petit parti Neos, que souhaitent seulement 15 % d'électeurs. Neos, *kesako* ?

Emmenée par un ancien rédacteur en chef de *Kurier*, Helmut Brandstätter, cette formation avait totalisé un peu plus de 5 % des suffrages et obtenu 10 députés en 2017. Elle est aujourd'hui créditée d'environ 8 % des voix, ce qui pourrait lui apporter plus de quinze sièges. Dans une interview parue le 8 août dans le *Salzburger Nachrichten*, Brandstätter affirme « *ne pas comprendre le qualificatif de néo-libéral* » qui lui est accolé et dit se situer « *dans la tradition du catholicisme social* ». Peut-être mais à Strasbourg, ses élus siègent avec les macroniens au groupe Renaissance, et nombre de ses cadres sont plus proches des Espagnols de Ciudadanos que de la pensée d'Albert de Mun.

Si Sebastian Kurz affirme être ouvert à toutes les options et à supposer que les Verts se refassent une santé, il ne semble pas être prêt à se laisser intimider, y eût-il une photo de Greta Thunberg en fond d'écran.

Testé dans une coalition de gauche, Helmut Brandstätter se dit « en même temps » prêt à gouverner avec Kurz, à condition que le FPÖ ne soit pas au nombre des alliés. Pas gagné pour celui qui se rêve en vice-chancelier : un des faits d'armes de Brandstätter est d'avoir récemment publié un opuscule intitulé : *Kurz et Kickl, leur jeu de pouvoir et de peur*.

Quant à une grande coalition à l'allemande sur le modèle CDU/SPD (donc, selon la précédente tradition de l'Autriche, ÖVP/SPÖ), elle est rejetée par plus de neuf électeurs sur dix ! Car ici, le repoussoir, c'est bien l'Allemagne, Angela Merkel et la grande alliance qui n'aboutit qu'à une chose : l'inaction – et, par voie de conséquence, à l'acceptation de tous les faits accomplis. Comme le dit un analyste politique carinthien : « *Nous ne voulons pas que l'Autriche ressemble à Vienne [si hospitalière pour les femmes voilées] ou à l'Allemagne* ». Comme en écho, une élégante sexagénaire salzbourgeoise à qui on suggère qu'un Kurz en France ferait du bien, répond du tac au tac : « *En Allemagne aussi...* ».

Ici, l'Allemagne n'est pas un pays étranger. C'est devant la multitude de chaînes du pays que les Autrichiens passent leurs soirées TV, les chaînes locales se résumant pratiquement au seul réseau public ÖRF et à des éditions autrichiennes des chaînes allemandes. Rien de ce qui se passe en Allemagne n'est ignoré. Les Autrichiens savent que le nombre de meurtres y a été multiplié par cinq ou six en sept ans et que les viols perpétrés par des étrangers n'ont pas disparu depuis la Saint-Sylvestre 2015 à Cologne...

Si Sebastian Kurz affirme être ouvert à toutes les options et à supposer que les Verts se refassent une santé, il ne semble pas être prêt à se laisser intimider, y eût-il une photo de Greta Thunberg en fond d'écran comme lors de l'émission du 4 août dernier. Interrogé sur le climat, il a rétorqué : « *Nous avons un programme, le climat est un sujet parmi les autres, il y en a d'autres tout aussi essentiels pour notre avenir, notamment l'immigration et la fiscalité. Ce n'est pas en ajoutant des taxes et en interdisant les voitures qu'on réduira le CO2 mais en les améliorant* ».

Et d'insister sur la nécessité de faire confiance aux industriels, en citant notamment les perspectives ouvertes par l'hydrogène et la pile à combustible. Un exemple qui ne doit rien au hasard : l'Autriche héberge plusieurs sites de l'équipementier automobile Magna, généralement considéré comme canadien mais fondé à la fin des années 1950 par le Salzbourgeois Frank Stronach et qui est un des industriels les plus avancés au monde dans cette technologie.

Une saison 2 de la coalition « turquoise/bleue », ÖVP/FPÖ, est donc l'hypothèse la plus probable. Avec, à la chancellerie, un Sebastian Kurz qui dispose d'une popularité personnelle bien supérieure à celle de son parti – s'ils pouvaient élire directement leur chancelier, 45 % des électeurs voteraient pour lui ! – et, comme vice-chancelier, Norbert Hofer, dont les premières affiches ont fait leur apparition avec ce slogan : « *Les enfants de l'Autriche sont nos héros* ». Est-il nécessaire de préciser que parmi les petits Autrichiens qui l'entourent ne figure aucun représentant de la « diversité » ? ♦ **Reinhardt Beifus**

Les Essais

LE COMLOT CONTRE L'INTELLIGENCE

L'OPIUM DES IMBÉCILES, ESSAI SUR LA QUESTION COMLOTISTE ♦ Rudy Reichstadt ♦ Grasset ♦ 192 p. – 17 €



Rudy Reichstadt, animateur du site « Conspiracy Watch », publie en cette rentrée un livre d'utilité publique pour la raison qu'il entend décrire le corps infâme de cette hydre aux têtes repoussant aussitôt qu'on les a décapitées : le complottisme. Évitant l'écueil de ranger la moindre critique ou suspicion légitime dans le complottisme, Reichstadt en donne une définition aussi

subtile qu'implacable. D'abord, le complottisme n'est jamais une disposition au doute, bien au contraire, il s'envisage sous la forme du savoir : le complottiste sait qu'il existe un complot ou, du moins, qu'on lui cache quelque chose et que ce quelque chose, il est en mesure de le découvrir... via Internet, la plupart du temps. C'est ensuite un état d'esprit largement partagé voire universel qui nous fait souvent préférer ce qui confirme notre vision du monde à ce qui la nie ou même seulement l'interroge ; en d'autres termes, c'est la mort de la pensée. Dès lors, s'il existe en chacun de nous un complottiste qui sommeille, il n'est pas sûr qu'il existe des complots. Reichstadt rappelle que Machiavel, grand maître de la manipulation, ne croyait pas aux complots pour des raisons que résume l'adage :



« À plus d'un, un secret n'est plus un secret ». Car c'est là que le livre s'avère essentiel, sur la remise en cause de l'idée même du complot qui s'avère assez peu opératoire, quand on l'examine sérieusement, autrement qu'à des fins purement idéologiques et de propagande.

Autre intérêt du livre, quoiqu'il en marque aussi les limites : rappeler la distinction chère à Karl Popper entre sociétés ouvertes et société fermées, à l'heure où l'on a vite fait de produire des équivalences fausses entre nos démocraties libérales, aussi détestables soient-elles, et des régimes proto-autoritaires, largement fantasmés, telle la Russie de Vladimir Poutine. Il n'existe pas de Watergate ni d'enquête sur la mort d'un Jeffrey Epstein, par exemple, ailleurs qu'en Occident. Cependant, on aurait aimé un chapitre consacré au complottisme tel qu'il s'impatronise à présent dans le discours des représentants de l'État, et que Reichstadt n'évoque que par allusion à la fin de son livre ; ainsi, l'exemple d'Emmanuel Macron arguant d'une manipulation par les Russes des Gilets jaunes nous montre que la société ouverte semble autant menacée par ses adversaires que par ceux qui disent la défendre. Autrement dit, le virus du complottisme n'épargne personne et ne s'est jamais aussi bien porté, partout. Un livre salutaire et à lire d'urgence pour se décrocher la cervelle. ♦ Rémi Lélian

ESSENCE DU POLITIQUE

Gabriel Robin et Benjamin Demeslay, respectivement rédacteur en chef web et collaborateur régulier de *L'Incorrect*, nous livrent ici leur premier livre, *Le Non du peuple*. Livre riche et, dans un sens, monstrueux tant il entend cartographier la situation politique de la France et par là celle du monde tel qu'il va plus ou moins bien, et même à vrai dire tel qu'il s'effondre. À la fois généalogique et prospectif, cet essai évite brillamment tous les écueils de la politique politicienne et du prêt-à-penser partisan qui résume trop souvent la règle de ce genre d'ouvrage. Pour ce faire, les deux auteurs ont choisi non seulement d'analyser la situation politique, au travers de l'actualité récente, mais aussi de raconter les nouvelles technologies et la façon dont elles ont changé notre perception politique ainsi que notre rapport à la nation désormais fracturée entre des identités multiples et pour certaines d'entre elles littéralement antagonistes. *Le Non du peuple* dresse aussi le constat d'un échec, celui d'une politique qui n'est plus à la hauteur des attentes d'un peuple qui, pour confus qu'il soit dans ses revendications, sait justement encore dire « non ». C'est que nul de nos politiciens ne prend en compte les évolutions du monde autrement qu'à la lunette de son idéologie, ce dont ce livre entend nous prémunir afin de permettre à la France de retrouver son rang, et d'inventer une politique nouvelle. ♦ R. L.



LE NON DU PEUPLE
Gabriel Robin
et Benjamin Demeslay
Le Cerf
352 p. – 25 €

VULGARISER LA VULGARITÉ

Elle est partout. Sans pouvoir la reconnaître complètement nous la sentons, particulièrement chez les autres; elle nous gêne, crée le malaise. C'est elle, la Vulgarité, qui mène le bal en arbitre des inélegances modernes; braillarde, revendicative en diable; plus acharnée à asseoir son pouvoir qu'auparavant: « *néfaste pour l'individu et pour l'harmonie collective* ». Dans son ouvrage, l'ancien enseignant d'art oratoire et d'argumentation à SciencesPo Bertrand Buffon nous la présente de façon inédite en enquêteur et généalogiste plus qu'en moraliste ou éducateur. Ne vous attendez pas à y trouver les bons conseils du savoir-vivre élémentaire (Frédéric Rouvillois et Nadine de Rothschild – chacun dans leur genre – peuvent continuer à nous instruire à ce



sujet); il s'agit à la fois d'une histoire de la vulgarité et d'un portrait à charge contre la Modernité, érudit et littéraire, vengeur et subtil. Buffon propose aussi des remèdes pour contrer la vulgarité, tel que « *recouvrer nos facultés à discerner et d'accomplir les fins naturelles qui nous animent – l'agréable, l'utile, le juste et le noble* ». Simples en apparence, ces traitements peuvent-ils seulement être appliqués pour raffiner la génération de demi-habiles parvenus, isolés et satisfaits à laquelle nous appartenons? Et par qui?

◆ **Nicolas Pinet**



VULGARITÉ ET MODERNITÉ
Bertrand Buffon
Gallimard
240 p. – 19,50 €

DE MÉTROPOLÉ ET DE DROITE? CHICHE!

ALLÔ MAMAN BOBO. L'ÉLECTORAT URBAIN, DE LA GENTRIFICATION AU DÉSENCHANTEMENT
Nelly Garnier ◆ Fondation pour l'innovation politique ◆ 63 p. – 5 €

Électoralement parlant, la cause des grandes villes serait perdue pour la droite: des bobos vivant dans l'entre-soi, ne jurant que par la mixité ethnique et sociale, tout en mangeant du bio et votant Emmanuel Macron... Naguère PS, aujourd'hui marcheur, le métropolitain serait irrécupérable. Le discours opposant les gagnants aux perdants de la mondialisation se veut simple: les métropoles pour les premiers, le péri-urbain et le rural pour les seconds. Dans une récente étude, Nelly Garnier tord le cou à cette vision. Chiffres et études à l'appui, elle rappelle que les fractures françaises traversent les grandes villes. Le métropolitain est confronté à l'insécurité et à la dégradation de son niveau de vie. Il craint pour ses enfants et subit les cassures identitaires. Politiquement, il n'est pas toujours un centriste mou. Les perceptions sont entretenues par des termes médiatiques comme celui de « bobo ». Bref, pour la droite, il n'y a pas de territoires perdus: seulement des malentendus. ◆ **Henri Jozefowicz**



PRESQUE DANS LE MILLE



L'ESPRIT DE RÉACTION
Mark Lilla
DDB
216 p. – 16,90 €

Après avoir réglé son compte à son propre camp, la gauche devenue « identitaire », l'intellectuel américain Mark Lilla s'attaque à la réaction, cette Église des « idolâtres du passé » selon lui. Le ton est donné d'emblée dans la sympathique préface que l'auteur destine à son lecteur français: le réactionnaire n'est que le révolutionnaire retourné, aussi égaré en esprit mais en sus dénué d'idéologie. Son seul moteur ne peut être que la rêvasserie romantique autour d'un passé désespérément achevé comme son nom l'indique: « *Les réactionnaires de notre temps ont compris que la nostalgie pouvait être un puissant stimulant politique, peut-être même plus puissant que l'espérance. L'espérance peut être déçue. La nostalgie est irréfutable* ». Et de réduire des auteurs aussi simples que Léo Strauss, Eric Voegelin ou Franz Rosenzweig à cette sentimentalité obsessionnelle. Si l'analyse de Lilla peut être salutaire pour le réactionnaire bas du front qui y découvrira ses éventuelles passions tristes, le moteur du livre – qui reste d'alerter sur l'expansion de cette *weltanschauung* – tousote un peu en face d'une cohérence difficile à trouver entre les auteurs choisis. ◆ **Jacques de Guillebon**





Éditorial

Par **Romaric Sangars**

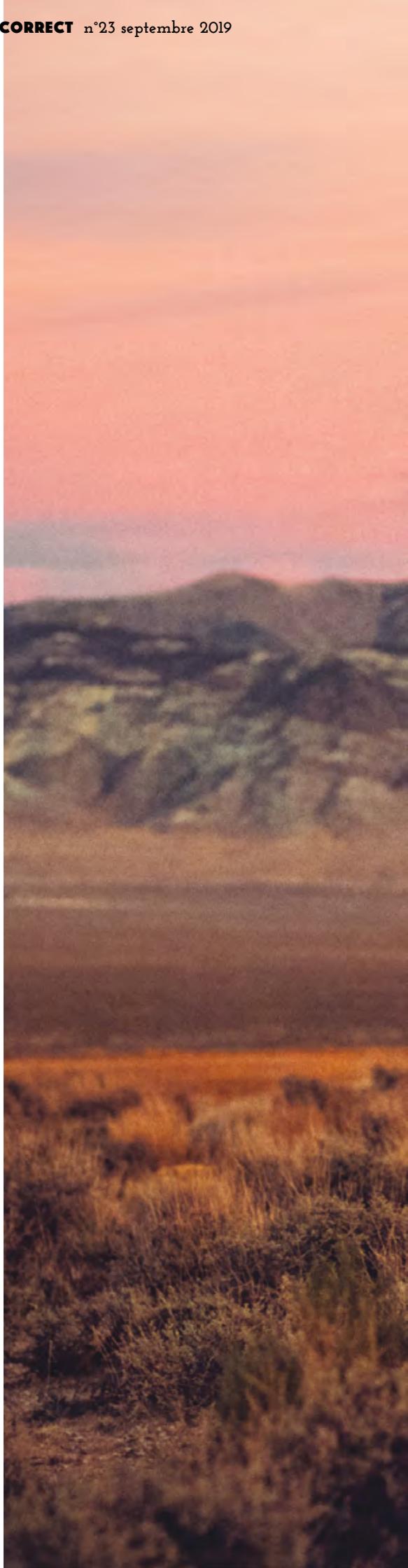
Entrons dans la fin

Le roman de Seth Greenland, *Mécanique de la chute*, représente l'une des belles découvertes de cette rentrée, et quelques mois à peine après *White*, de Bret Easton Ellis, et quoique ce dernier livre fût plutôt raté, il confirme que si l'Amérique, patrie puritaine depuis l'origine, est toujours à la pointe de ce nouveau puritanisme laïc qui nous infeste sous la norme du « politiquement correct », elle est aussi fertile en contre-points énergiques. Et nous lui sommes reconnaissants d'être au moins en mesure de produire quelques remèdes aux maladies qu'elle aura divulguées ici, et même si on ne peut l'accuser de l'entrain des élites françaises à s'inoculer le virus.

Alors que j'écris cela, Greta Thunberg, une jeune Suédoise autiste, navigue vers cette Amérique schizophrène, plusieurs siècles après ses ancêtres Vikings, sur son drakkar zéro carbone, et elle me fait songer à Étienne de Cloyes, ce meneur de la « croisade des enfants » qui, au début du XIII^e siècle, marchait à la tête de 30 000 mômes en vue de reprendre Jérusalem. Ce mouvement millénariste arguait de la corruption des adultes pour expliquer l'échec du maintien des Croisés en Terre Sainte, comme Greta argue de la corruption des adultes pour expliquer l'échec du maintien de la santé de la Terre. Les deux, Étienne comme Greta, avaient raison dans le sens que la corruption des adultes est toujours certaine et responsable de maux immenses. Mais ils n'avaient que partiellement raison, si bien que Philippe Auguste refusa son aval à Étienne. Si tout cela a beau être émouvant, l'issue du périple s'avéra un gâchis lamentable. Restons du côté de Philippe Auguste et de Jean Raspail. Ce qui, bien entendu, ne signifie pas de renoncer à la croisade.

La question que ne pose pas Greta, c'est pourquoi la planète serait-elle respectable en soi ? C'est amusant ce littéralisme schizophrène des bien-pensants actuels : il faudrait adorer les choses parce qu'elles sont ce qu'elles sont tout en tenant à la fois comme essentielle l'idée qu'en réalité les choses ne sont que le résultat subjectif d'une construction culturelle. Je ne respecte la planète qu'à condition qu'elle soit sacrée d'une manière ou d'une autre et qu'elle puisse être le véhicule d'une trajectoire spirituelle où se transfigure l'humanité. Sans quoi, bon, il y a un sacré tas de planètes dans l'univers, elles mourront toutes, pourquoi s'obstiner à conserver ce qui ne signifie rien, est voué au néant et abrite des êtres dont la venue au monde, le sexe, l'identité et la destinée sont somme toute complètement relatifs ? Merci, mais en ce cas qu'on crève en buvant du champagne et en ravageant l'atmosphère dans de grosses cylindrées, ça aura plus d'allant, et qu'on n'en fasse pas tout un psychodrame.

Vingt ans après l'an 2000, notre époque d'attardés commence enfin à devenir paranoïaque et millénariste. Je m'en réjouis. Ce n'est pas trop tôt. Depuis le temps que j'attends cela. Le roman qu'Alban Lefranc publie en cette rentrée l'exprime d'ailleurs avec éclat. Soyons millénaristes, c'est une excellente idée, réveillons-nous chaque matin avec l'appréhension de l'apocalypse comme les samourais se levaient avec une idée détaillée de leur mort. Voilà qui est très sain. De cette perspective faisons un programme : refusons de gâcher, foutons-nous de préserver – puisque c'est voué à l'échec et que s'éterniser ici-bas dans des bars à eau serait pire que l'enfer –, mais essayons par tous les moyens de transcender la fin à venir, ce qui est, en somme, la définition de l'art depuis l'origine. Amen.. ♦





Les Grandes questions de L'INCORRECT



TARANTINO CONSERVE-T-IL SON TITRE DE RÉALISATEUR LE PLUS SURESTIMÉ D'HOLLYWOOD?

On n'attendait plus grand-chose de Tarantino. Après une série de films s'apparentant davantage à de luxueux jouets pour cinéphiles archaïques et le décevant *Kill Bill* se montraient clairement les limites d'un auteur bombardé « culte » un peu trop vite : une dévotion maniaque pour des idoles du cinéma populaire et une violence crétine conçue à la fois comme un théâtre du refoulé et comme un moyen de résoudre des intrigues-prétextes à peu de frais ne méritait pas une telle distinction. *Once Upon a Time in Hollywood...* s'attaque cependant à une mythologie plus proche de nous et dont Tarantino, fils de L.A, est lui-même issu : le massacre commis par Charles Manson en 1969. L'heure de la sincérité et de la repentance a-t-elle sonné ? Nos deux chroniqueurs en débattent. **Stéphanie-Lucie Mathern et Marc Obregon en débatent.**

NON. TARANTINO FAIT ENFIN PREUVE D'HUMILITÉ

Avec *Once Upon a Time in Hollywood*, Tarantino signe une énième œuvre méta-filmique lardée de références que seuls les cinéphiles les plus pointus seront à même de déchiffrer. Le cinéma de Tarantino peut se voir comme une révérence un peu servile au cinéma qu'il a aimé et dont il fétichise le moindre gimmick jusqu'à l'overdose. Compilation éreintante de citations visuelles, voire pillage pur et simple de l'inconscient collectif du cinéma de genre, son travail s'assimile souvent à une sorte de mécanique post-moderne tournant à vide ; pourtant, avec son dernier film, sa manie ouvre d'autres perspectives, la reconstitution scrupuleuse se fait véritablement créatrice, sa mise en scène évite l'écueil de l'ostentatoire, éclaire les personnages et révèle des symptômes de l'époque. Au final, il ne se passe strictement rien dans *Once Upon a Time*, on s'y ennueie même : c'est peut-être là toute la réussite du film que de s'inscrire dans une « ligne claire » à laquelle ne nous avait pas habitués un réalisateur aussi hâbleur. ♦ **Marc Obregon**

OUI. ON NE S'EST JAMAIS AUTANT ENNUYÉ

Tarantino a souvent voulu relire l'histoire et se faire le défenseur des opprimés, sorte de Zorro moderne qui vengeait les Noirs avec *Django* et les Juifs avec *Inglourious Basterds*, et on s'amusait plutôt bien, il faut l'avouer, sur la musique d'Ennio Morricone. Ici, le révisionnisme bienveillant touche à l'affaire Manson sur *Cielo Drive*, et on s'ennueie ferme. Comme souvent chez les Américains, on assiste à un gros manichéisme symbolisé par l'image du double maléfique – le bien/le mal, celui que je suis/celui que j'aimerais être, la lose/la win, le maître/l'esclave, et cette pauvre conclusion : on a toujours besoin d'un plus petit que soi (ici, un cascadeur). Exemple de ce « galimatias double » qu'évoquait Voltaire : plus personne –

y compris l'émetteur – ne comprend le message. Mais les grandes escroqueries ont toujours eu quelque chose de fascinant, surtout quand elles sont à gros budget. Nous avons donc le réel et son double (Rosset), la distanciation (Brecht), le film dans le film (l'infini recyclage du western) et le cinéma dans le cinéma (Jean-Luc Godard : « *Tarantino est un faquin* »). Ce buddy movie avait sans doute envie de montrer que l'Histoire peut devenir familière – mais force est de constater que personne n'y entendait rien en sortant de la salle. À force de multiplier références et autocitations, on finit par parler tout seul. À force de vouloir sauver le monde, on finit surtout par l'ennuyer. ♦ **Stéphanie-Lucie Mathern**

NON. TARANTINO ABANDONNE LE RÉVISIONNISME RÉGRESSIF POUR LA RÊVERIE NOSTALGIQUE

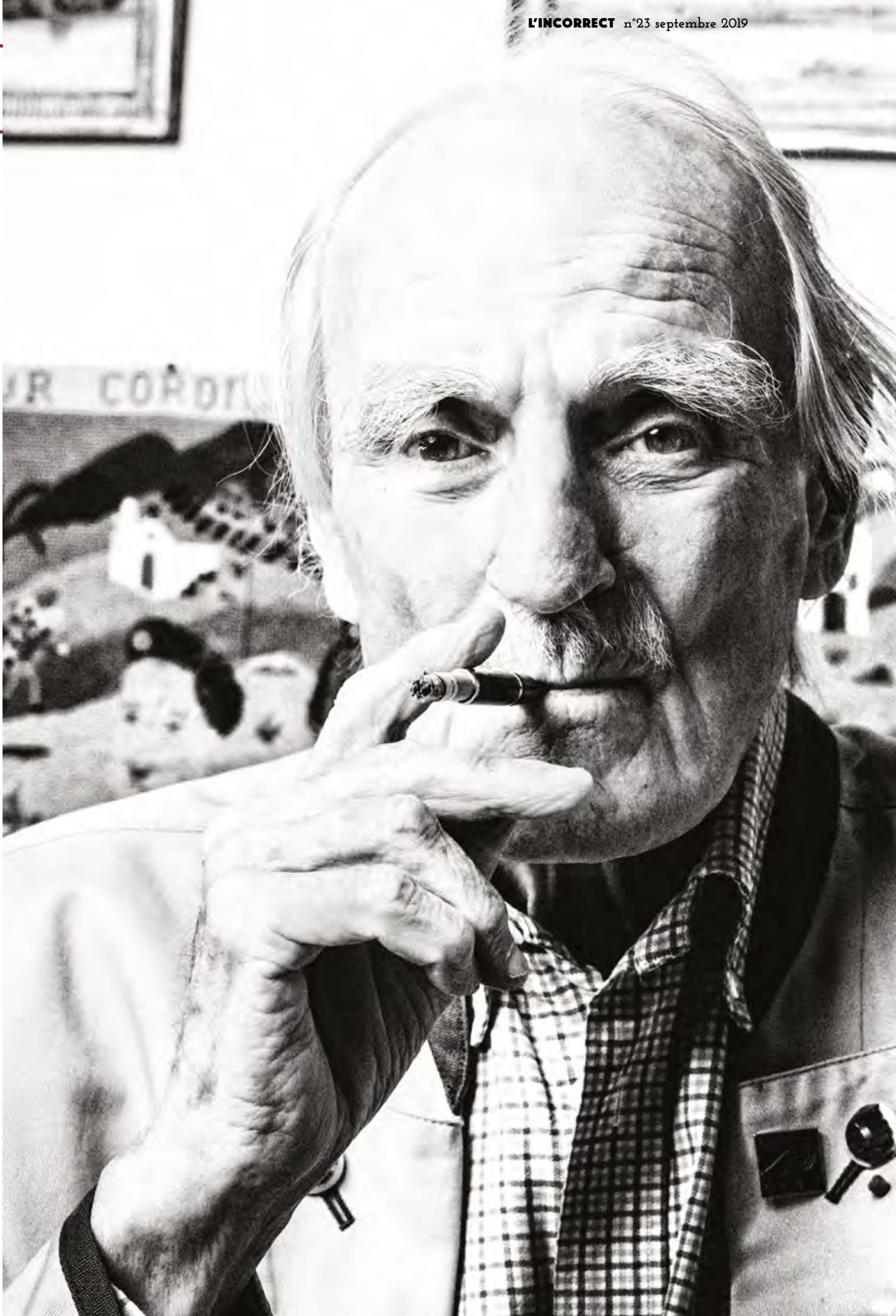
Avec son ignoble trilogie de la vengeance, Tarantino révélait sans doute la part la plus imbécile et la plus régressive du cinéma américain : donner aux opprimés, par une sorte de révisionnisme faussement cathartique et vraiment amoral, le moyen de se venger de l'Histoire. Ce programme éminemment casse-gueule donna lieu aux naufrages artistiques qu'on sait, culminant avec un *Inglourious Basterds*. Ici, Tarantino rejoue encore l'Histoire, à la différence qu'il s'agit d'une histoire qu'il a réellement connue, et l'affaire Manson agit comme une sorte de sous-texte passionnant à ce L.A.

des sixties minutieusement reconstitué. Son révisionnisme devient enfin le lieu d'une vraie réhabilitation morale : dans un beau et simple geste de retournement, Tarantino tord l'histoire une dernière fois grâce à sa croyance inébranlable au pouvoir de l'image, et conçoit une réalité alternative dans laquelle la sinistre « Famille » (la secte de Manson) se heurte à plus fort qu'elle. Loin des défouloirs malsains qui précèdent, *OUATIH* s'apparente davantage à une rêverie nostalgique sur le thème du « et si ? » comme à l'époque de *Pulp Fiction*, son coup de maître. ♦ **M.O.**



OUI. LE ROI EST NU

Pour produire le simulacre d'évidence, il faut produire l'évidence. Sinon il ne reste que le simulacre. Dans ce film, tout confine à éloge pauvre du quotidien : on broie du noir avec style, on allume des clopes, on déambule cheveux au vent dans de belles bagnoles en ville, on met les santiags sur la table ; s'allument les néons, les clopes et les feux de détresse. L'esthétique de l'insignifiant et du complot ironique est partout. Tous ses amis d'Hollywood sont là (de vrais amis lui auraient dit d'arrêter) : Di Caprio (excellent, comme toujours), Al Pacino (que diable vient-il faire dans cette galère ?). Sharon Tate est caricaturée en ado sautillante à la peau grasse et aux orteils trop forts. *Once upon a Time in Hollywood...* voulait montrer la fin d'un âge d'or : la croisée des chemins, la fin des hippies, un monde où la télé commence à prendre le relais du cinéma. C'était mieux avant ? *Make America Great Again* ? Toutes ces longueurs pour nous parler d'un monde qui n'est pas, aurait pu, n'a pas été, ne sera jamais... C'est bien gentil mais où est le rythme ? Et la tension ? La seule montée en puissance est involontaire, une coupure d'électricité au Grand Rex avant la scène de tuerie. Il reste vingt minutes de plus à tirer alors qu'on a pensé le faire au moins dix fois depuis le début de la séance. Le roi est nu. Partir vite et boire calmement dix-huit margaritas et huit whiskies sour pour oublier. ♦ **S-L. M.**



Jean Raspail

Sire !

À la ville comme dans ses livres, Jean Raspail dégage une aura au-delà du romanesque : historique, épique, mythologique, légendaire, les mots manquent. Derrière l'humour grinçant et presque anglais du romancier de 95 ans se lèvent des brumes et des soleils, des mers et des fleuves, des paysages fantastiques, des rois de fin du monde, des héros au cœur noir et des rêves enfantins. Tout mêlé.

L'homme est impressionnant, même dans son appartement confortable du XVII^e arrondissement de Paris, même grevé de ces légers symptômes de vieillesse qui croit-il le diminuent quand il n'en est presque rien. Pas de gâtisme chez cette force de la nature, chez cette volonté qui va, seulement cette logique déroutante des hommes qui ont trop vécu pour nous.

Mais pourquoi oser rendre visite à Jean Raspail ? Parce qu'on aimerait bien, nains, se hisser sur ses épaules de géant. En vain. Il va solitaire dans son vallon aventureux où nul ne peut le rattraper. Il propose en cet été étouffant de goûter le rosé frais des légionnaires d'Aubagne qu'un admirateur lui a offert mais se souvient rapidement qu'il n'aime que le whisky, et fumer équipé d'un porte-cigarettes. « *Je suis très photogénique, je l'ai toujours été, ne trouvez-vous pas ?* » plaisante-t-il avant de s'avancer grommelant dans la forêt de questions qu'on a cru lui poser. Mais on n'encage jamais Raspail. – L'invasion migratoire ? Il a tout prophétisé il y a plus de quarante ans, il suffit de le relire. – La foi ? Sait-on seulement de quoi l'on parle ? – Le retour du roi ? Évidemment, mais les royalistes sont des incapables.

Sous le canon du temps, à l'ombre de mille aventures, pour Jean Raspail la sagesse ne viendra jamais. En tout cas pas la sagesse des grandes personnes, des gens sérieux, des écrivains pontifiants. Dans l'âme du chêne quasi séculaire rôdent encore les souvenirs des vertes années – « *Je suis un enfant, comme a dit Jean Anouilh* » – et des clairs matins du scoutisme. Jean Raspail c'est l'été, lourd, puissant, lumineux, violent, mélancolique. Éternel. ♦ **Jacques de Guillebon**

La Miséricorde, livre entamé dans les années 60 puis repris au début des années 2000 où vous vous emparez de l'histoire criminelle du curé d'Uruffe, et que vous publiez enfin sans l'avoir achevé, demeure mystérieux pour le lecteur. Est-ce la figure du prêtre, son crime ou sa rédemption qui vous a intéressé ?

Cet homme a assassiné sa maîtresse enceinte, lui a ouvert le ventre et, après l'avoir baptisé, a achevé l'enfant. Mais je n'ai pas voulu m'occuper du crime qui ne tient pour moi qu'un rôle secondaire, ni de ses raisons. Il court des tas de suppositions selon lesquelles il voulait faire disparaître cette histoire et son fruit adultérin. J'en ai longtemps parlé avec un abbé, qui a sauvé ma foi si je puis dire, l'abbé Christian-Philippe Chanut. Chanut, quel type ! Il nous manque à tous maintenant. Et nous en étions arrivés à ce raisonnement que c'était, paradoxalement, sa foi qui l'avait incité de façon tout à fait incroyable à tuer. Il avait baptisé le bébé ! Et Chanut pensait que, s'il avait tué sa femme, c'était, au fond, dans sa pensée, comme une sorte de service qu'il rendait à Dieu en supprimant l'horreur de cette liaison. Mais ce qui était pour moi vraiment intéressant, c'était de se demander comment un prêtre, croyant, avait pu supporter dans sa prison le tête-à-tête avec Dieu pendant plus de vingt-six ans. Mais on n'en sait rien parce que personne ne l'a vu à sa sortie de prison. Libéré sous contrôle, il a été placé dans un monastère, à Kergonan. Jamais les moines n'ont parlé et il se tenait toujours, paraît-il, en retrait. Mais c'est là, en somme, qu'il a retrouvé la paix.

Comment sait-on qu'il a retrouvé la paix ?

On n'en sait rien, c'est sa vie après sa sortie, à laquelle je ne me suis pas intéressé. Ce que je voulais savoir et raconter, c'est comment il aurait pu retrouver la foi en prison. Pour quelle raison ? C'est difficile à dire, car ça m'est venu tout seul, et ne me demandez pas trop de choses, je ne pourrai pas vous répondre. Je ne sais pas comment cette histoire m'a saisi.

En effet, ça ne ressemble pas au reste de votre littérature...

Non, pas du tout. Pourtant je reste persuadé, depuis que je suis enfant, qu'il y a une part importante de sacré dans l'être humain, quelque chose de divin même, une étincelle de sacré qui le différencie de tous les animaux. Voilà ce qui m'a conduit à ce livre.

Mais ce livre vous l'avez interrompu et repris ensuite ?

Oui, j'ai interrompu le livre trois fois, je trouvais que je n'étais pas fait pour l'écrire. Or ce n'était pas vrai, j'étais très bien fait pour ça. Oui, parce qu'au fond, j'ai toujours été un être religieux. Pas forcément ultra-croyant, mais religieux. Tout le monde est religieux d'ailleurs, en général. Chez les Indiens d'Amérique, il y avait un sentiment religieux. Chez le sauvage aussi, la preuve c'est qu'il s'inventait des dieux. Nous, nous n'en avons pas besoin, nous n'en avons qu'un.

Ce livre parle de foi ?

C'est l'idée de quelqu'un qui retrouve la foi, seul. Les moines n'ont pas du tout essayé de le reconverter, ils n'avaient d'ailleurs aucune raison de le faire. Certes, il n'était plus prêtre, il avait été réduit à l'état laïc, mais il gardait quand même sa qualité de chrétien. Mais, enfin, sur ce livre, je vous signale tout de même qu'il y a marqué « roman ». Ce n'est proba-



blement pas du tout comme je le décris que s'est passée la fin de sa vie.

Ce qui est très beau, c'est le rapport entre ce prêtre et son évêque qui vient le visiter en prison. On vit une étrange époque où tout prêtre est par nature suspect. Il y a des comités de vigilance laïcs dans les paroisses pour les surveiller, et tout présumé coupable est livré en pâture à la société, aux médias, à la justice. Dans votre livre, le prêtre reste un être à sauver malgré l'horreur. Le prêtre doit lui-même faire l'expérience de la miséricorde pour être ensuite l'acteur de cette miséricorde.

J'ai connu beaucoup de prêtres. Enfant, j'étais toujours premier en instruction religieuse. J'étais aux scouts, aux louvetaux, à Saint-Jean de Passy, à Sainte-Marie de Montceau, je ne sais où encore. Et j'ai toujours eu beaucoup de respect et d'intérêt pour le prêtre. Je trouvais que c'était un personnage tout à fait extraordinaire. Et j'ai toujours été habité par ça. Je ne peux pas dire que j'étais « catho-fana », pas du tout, c'était intérieur. Ce n'était pas une question de catholicisme, c'était cette histoire des prêtres, en qui je continue à trouver qu'il y a quelque chose de... comment dirais-je... de l'ordre de la grâce. Alors, allez dire ça maintenant... Mais c'est la grâce qui les soutient. Un autre prêtre qui a beaucoup compté pour moi, c'est le fondateur de l'abbaye bénédictine du Barroux, Dom Gérard, qui est mort maintenant. La proximité avec les moines que j'ai eue pendant un certain temps m'a totalement rappelé à la foi. Je me suis complètement



« Au fond, j'ai toujours été un être religieux. Pas forcément ultra-croyant, mais religieux. »
Jean Raspail

Mais alors, ce livre de septembre, c'est une suite de *Sire* ?

Non, ce n'est pas une suite, c'est un mélange à partir d'un livre déjà publié, *Le Roi au-delà de la mer*, auquel on a ajouté quelques pages. Bon, assez parlé de moi. Je n'aime plus les interviews maintenant, parce que j'ai l'impression de faire le singe. J'aime bien les conversations. En plus, je suis plutôt d'une nature riieuse. Avec vous c'est différent, vous êtes de la famille.

Alors, il est temps de décider que vous ne donnerez plus d'interview après celle-là ! La toute dernière. Mais revenons à *La Miséricorde*.

Il est difficile de parler de *La Miséricorde*. C'est un livre inspiré. Mais ne pensez pas, je ne le pense pas non plus, qu'il est inspiré par Dieu le Père, qui ne sait probablement même pas qui je suis. Non, ce n'est pas ça. C'est qu'à l'intérieur de moi se promène ce genre de choses, comme chez beaucoup de gens à mon avis. Le livre m'est venu par une sorte, non pas de piété, mais d'appartenance naturelle et heureuse à une religion qui est quand même respectable. On n'a pas le droit de couper la chaîne, c'est-à-dire que le catholicisme, normalement, se transmet en famille, de père en fils. Si l'un des maillons est coupé, la chaîne est foutue. C'est aux parents de transmettre ça, mais pas seulement.

retrouvé moi-même dans ces quelques années passées entre l'abbé Chanut, dom Gérard et les moines. Et depuis ce moment-là je n'ai plus changé. Ce qui n'empêche pas que je vais rarement à la messe, parce que je ne supporte pas la liturgie de ma paroisse qui est encore face au peuple. Mais tout ça n'est pas très important.

Peut-être que c'est important.

Ça changera peut-être, mais je ne supporte pas. Il faut dire qu'en regard, la liturgie bénédictine et grégorienne vous ne pouvez pas y résister. Il faut aller faire des retraites quand on peut, comme à Fontgombault, par exemple. Je connaissais le père abbé, dom Forgeot qui était venu, à ma demande, présider et organiser la veillée de prière à la basilique Saint-Denis la nuit qui précédait l'anniversaire de la mort de Louis XVI, en 1993. Vous n'avez peut-être pas oublié que j'avais organisé cela. C'est ma grande fierté. J'ai un livre qui sort en septembre sur le sujet. Il va faire un tabac. On change de sujet mais je note que, s'il y a beaucoup de royalistes, ces crétins-là ne bougent pas, pour rien, jamais. Ils ne sont même pas

foutus de rassembler une foule substantielle, chaque 21 janvier. Ce n'était pourtant pas difficile. En 1993, on en a mis soixante mille sur la place de la Concorde !

C'est l'année où vous avez fait paraître ce magnifique roman, *Sire*.

Oui. J'essayais de montrer qu'on ne peut pas être royaliste si l'on n'a pas le sentiment du sacré, ce n'est pas possible. Je ne dis pas que le roi est de droit divin, ce n'est pas vrai, personne ne dit cela. On dit qu'il est roi *par la grâce de Dieu*. Et c'est vrai, car s'il n'y a pas de grâce dans une famille royale, elle ne peut pas montrer ce qu'elle est et faire ce qu'elle doit faire.

Vous avez toujours été royaliste ?

Oui, il y a longtemps que je le suis. Comme mon père. Mais je ne l'ai jamais montré, je n'ai jamais milité, je n'ai jamais été camelot. J'étais royaliste, c'est tout, et j'attendais que ça vienne, mais comme rien ne venait, j'ai organisé cette célébration de 1993, et j'ai écrit ce livre, *Sire*.



Mes parents ne m'emmerdaient pas du tout à raconter des tas d'histoires, c'est auprès des prêtres que j'ai entendu cela – pas appris mais entendu.

Vous semblez avoir le même rapport aux prêtres que Bernanos...

J'ai lu le *Journal d'un curé de campagne*, j'ai lu aussi d'autres Bernanos. Évidemment, c'est d'une intelligence étonnante et d'une foi magnifique, mais finalement il m'embêtait. Désolé. Au fond, je fais le même boulot que Bernanos, mais d'une façon différente, parce que Bernanos, c'était il y a cent ans. On a changé depuis. Je crois que ce livre était nécessaire, et je pense que mon automatisme, religieux si vous voulez, a dit qu'il fallait que j'écrive ce livre. Parce que j'avais beaucoup de choses dans la tête et que j'ai toujours trouvé que la confession était une chose étonnante. Or quand j'ai écrit ce livre, je ne m'étais pas confessé depuis vingt ans. Il y avait tellement de choses que je me suis dit que ça n'allait pas être possible. Finalement j'ai été me confesser. Au tout début du livre, cela crée une pseudo-ressemblance entre l'avocat-narrateur et moi. Et pourquoi je me suis arrêté avant la fin de ce livre ? Parce qu'il y a quelque chose que je ne peux pas dire.

Quelque chose qui vous concerne vous, ou quelque chose qu'il y avait en puissance dans le livre et que vous n'avez pas voulu dévoiler ?

Je ne répondrai pas. Mais je suis certain que quelqu'un trouvera, parce qu'il y a une page où on peut le comprendre. N'oubliez pas le mot de la fin : *Domine, non sum dignus*. C'est à-dire qu'à un moment donné je ne me suis pas trouvé digne de continuer. Et puis il n'y avait aucune raison que moi, qui ne suis pas du tout religieux ni quoi que ce soit, je me mette là-dedans.

Vous saviez que vous alliez le publier un jour ? Ou ça aurait pu rester dans votre tiroir ?

Je ne voulais pas le publier. Ça arrive, des écrivains qui ne

veulent plus publier leur livre. Je crois qu'il était trop différent et que je me mêlais de ce qui ne me regardait pas. Mais quand l'éditeur de *Bouquins* m'a demandé si je n'avais pas un inédit, comme un imbécile j'ai répondu : « Oui, j'ai un inédit. » Il a dit, c'est épatant, c'est formidable, ça va faire un tabac. J'ai rétorqué : « Oh non, ce n'est pas possible, je ne vais pas vous passer ça. » Et puis finalement je me suis dit qu'en fin de recueil comme ça, ça allait passer inaperçu, alors j'ai accepté. Et il se trouve que les gens ont lu ce texte-là beaucoup plus que tous les autres. Alors j'ai demandé à l'éditeur de me rendre les droits, pour en faire une édition originale.

Écrivez-vous des livres originaux encore ?

Il y a un livre que je voudrais écrire, mais je serai mort avant : une réhabilitation totale et glorieuse du scoutisme catholique. Il y aurait de très belles choses à raconter et à écrire. Parmi les grands scouts, il y avait des types absolument

extraordinaires. Mais je ne le ferai pas, je n'ai plus le tonus. Je ne l'ai pas commencé, il est dans ma tête, mais ça m'étonnerait que j'y arrive. Vous savez qu'à part Julien Green, au-delà de 95 ans, qui est mon âge, les écrivains écrivent de mauvais livres. Il faudrait deux ans au moins, mais la machine marche moins bien. L'écriture, c'est un don. Le don m'a été donné, le don m'a été enlevé, c'est tout. Mon service militaire dans la religion catholique est terminé. (*Rires*). J'ai fait ce qu'il fallait, reconnaissez-le. Dans une grande partie de mes livres, le sacré compte.

C'est vrai. Mais on ne sait jamais si vos personnages ont la foi ou s'ils perpétuent quelque chose, comme vous le disiez tout à l'heure.

Regardez ce que je considère comme mon chef-d'œuvre, *L'Anneau du pêcheur*. Ah ! Ça, c'est un livre qui est arrivé comme ça : quand j'ai appris l'histoire du pape, de l'antipape, et que j'ai appris qu'il y avait, dans la région d'Avignon où j'habitais et dans la région de Rodez, des transmissions orales des anciens du pays qui disaient qu'il y avait eu un antipape caché qu'on voyait une fois tous les trois ou quatre ans, je me suis emparé de cette histoire à ma façon.

Tel que vous présentez l'histoire, on a l'impression que les antipapes sont plutôt à Rome et que la lignée des vrais papes est celle qui s'est maintenue en France.

Oui, je le crois, et c'est ce que disait saint Vincent Ferrier, conseiller du dernier « antipape », Benoît XIII, un Espagnol qui s'appelait Pedro de Luna. Il est vrai que le catholicisme, c'est Rome, mais Avignon aurait pu être Rome. Le dernier pape d'Avignon a fichu le camp, il est parti dans la nature avec un ou deux cardinaux, et après il a nommé d'autres cardinaux, il était toujours caché, on ne savait pas où il était, une histoire absolument ultra-romanesque et magnifique. Étonnamment,

Le livre a été un immense succès de librairie à La Procure du Vatican.

Dans votre livre écrit dans les années 90, la dépouille du dernier pape de la lignée des Benoît est accueillie à Rome par le « cardinal R », dont on se doute que c'est le cardinal Ratzinger, qui deviendra Benoît XVI, et en qui les deux lignées des papes se trouvent ainsi réunifiées...

C'est mon côté prophétique. C'est comme *Le Camp des saints*.

On aurait préféré que vous ne fassiez pas cette prophétie-là !

Si vous voulez ma prophétie, tout va péter en 50, en 2050. C'est à ce moment-là que les peuples, les vrais peuples, ne supporteront plus de vivre avec des étrangers. Ils ne se supporteront plus, et à ce moment-là, il se passera des choses. Je crois que ce n'est pas possible autrement.

Quand vous avez écrit *Le Camp des saints*, en 1973, pensiez-vous à l'immigration qui arrivait ou c'était juste une idée romanesque de science-fiction ?

J'étais à mon bureau, face à la mer, dans une belle villa que me prêtait une de mes tantes pour travailler, et je regardais la Méditerranée. Une phrase me vient : « Et s'ils arrivaient ? » Et avec cette phrase, tout *Le Camp des saints* est venu. Sans problème. Ça tombait comme le jet d'eau. J'ai toujours pensé aussi que c'était un livre inspiré, je ne sais pas par qui, mais inspiré. Vous savez pourquoi ça s'appelle *Le Camp des saints* ? C'est une phrase de l'Apocalypse : « Ils envahiront tous les pays de la terre et détruiront le camp des saints » – c'est-à-dire nous.

Dans une interview récente, vous faisiez une distinction entre l'immigration comme phénomène culturel et la montée de l'islam, deux choses qu'il faut séparer. D'une part l'invasion massive par d'autres peuples, que vous décrivez dans *Le Camp des saints*, et d'autre part le problème que l'islam pose en France. Vous ne liez pas les deux ?

À l'époque, je pensais déjà que les Arabes y seraient pour quelque chose, mais je n'ai pas voulu m'occuper de ça. C'est pour ça qu'on ne sait pas qui ils sont, ce sont des gens qui viennent de la Méditerranée, et ils ont un personnage religieux, une espèce de nain, une sorte de Bouddha. Mais si j'avais donné une religion quelconque à ceux qui arrivaient, le livre ne marchait plus, je prenais parti. C'est la masse, que je combats, moi, d'où qu'elle vienne. Je ne veux pas prendre parti dans cette affaire. Je dis simplement : il faut s'en séparer, se séparer de tous. Je ne dis rien d'autre. Alors on me demande : mais comment ? Je ne sais pas comment. Et comme on n'en sait rien, ça va péter en 2050.

Dans un des commentaires du *Camp des saints*, vous aviez dit : « Ce qui est certain, c'est que la charité chrétienne n'aura plus sa place ».

Si on veut arriver à quelque chose, il faut piétiner la charité chrétienne. Je n'ai pas dit que je le ferai. J'ai des opinions, mais j'ai surtout des intuitions. Ce sont elles qui me guident. Être royaliste, par exemple, ce n'est pas une opinion, c'est une intuition, c'est un désir. Les gens n'ont pas remarqué que dans mes livres, dans *Les Sept Cavaliers*, *Les Royaumes de Borée*, *Septentrion*, et trois ou quatre autres, ce sont des gens qui fuient, pour aller ailleurs, et ils fuient pour emporter leur pays avec eux. Pourtant, *Septentrion*, je l'ai écrit il y a très longtemps, bien avant *Le Camp des Saints*. Ce sont des gens qui fuient, parce qu'ils ne veulent pas admettre ce qui est en train de leur arriver.

Mais d'où ça vous vient ? C'est un ressort romanesque, ou quelque chose qui vous habite ?

Ce sont avant tout de superbes histoires. Mais on ne les cherche pas. Si vous cherchez votre histoire, ce n'est pas la peine de commencer un livre. L'histoire est là, parce qu'elle est arrivée un jour, vous ne savez pas comment, et elle continue à bouger, vous ne savez pas comment non plus. Quand je commence un livre, je ne sais jamais où je vais, je ne sais jamais comment il finit. C'est ça le plaisir de l'écrivain, c'est de se raconter quelque chose qu'il croit inventer et qui était en lui. C'est épatant, on se raconte des choses. Il y a d'ailleurs chez moi des intrigues presque enfantines, on dirait des romans scouts. C'est ce que me disait un jour Jean Anouilh, que j'ai très bien connu à Erquy, en Bretagne : « Raspail, je vais vous dire qui vous êtes : vous

êtes un enfant ». Je devais avoir 27 ans. Eh bien, à mon avis, c'est exactement ça. Et pourquoi pas ? Si les hommes étaient un peu des enfants, ça serait quand même mieux. Vous savez que les enfants ont toujours une imagination effarante. J'ai pris ça pour un compliment. Les écrivains se prennent beaucoup trop au sérieux. Ceux qui ont compris cela sont les deux grands écrivains du scoutisme, Jean-Louis Foncine et Serge Dalens. On se voyait souvent, ils m'ont beaucoup influencé. J'ai dévoré leurs livres, j'en ai relu d'ailleurs plus tard, ce sont des livres qui sont remarquablement écrits, de vrais livres. Ma littérature, c'est un peu cela. ♦ **Propos recueillis par Alexis de Guillebon & Jacques de Guillebon**

« Anouilh m'a dit : "Raspail, vous êtes un enfant". » Jean Raspail



LA MISÉRICORDE
Jean Raspail
Les Équateurs
173 p. – 18 €



**LE ROI AU-DELÀ
DE LA MER**
Jean Raspail
Via Romana

Chelsea Wolfe

Sombre au naturel

Avec ses airs de Trent Reznor en jupons ou de Lana Del Rey gothique, la chanteuse californienne **Chelsea Wolfe** s'est imposée en six albums au succès croissant. Elle revient avec *Birth of violence*, un opus émouvant qui dévoile d'elle un aspect nettement plus folk.

P

renez une dose de doom metal et une autre de drone, ajoutez-y un soupçon d'électro, liez cela avec une voix hypnotique, faites revenir le tout dans une atmosphère paranoïaque digne des films de David Lynch, saupoudrez d'un zeste de gothique chic et vous obtiendrez la recette qu'emploie Chelsea Wolfe pour raviver la flamme du romantisme noir. Cependant, à la provocation grossière des émules de Marilyn Manson, la jeune femme préfère l'élégance des robes victoriennes et la sobriété scénique ; et plutôt que celles de Bram Stoker ou de Stephen King, elle revendique les influences de la poétesse Sylvia Plath, de D.H. Lawrence (l'auteur de *L'Amant de Lady*

Chatterley) ou encore de Louis-Ferdinand Céline.

DANS LES BRAS DE LA MUSE ANGOISSE

Élevée à Sacramento en Californie, Chelsea Wolfe est très tôt initiée à la musique par un père guitariste de country et dès ses neuf ans, la future chanteuse compose sur un clavier électronique. En dépit de cette précocité, il lui faudra pourtant du temps pour s'affirmer. D'abord parce qu'elle reniera son premier disque, *Mistake in parting*, datant de 2006 avant même qu'il ne bénéficie d'une publication officielle. Ensuite, parce que sa timidité est telle



Birth of violence développe une ode à la nature et à la solitude, ce qui n'est pas surprenant quand on sait qu'il a été composé dans les hauteurs des montagnes californiennes où la chanteuse vit désormais repliée.

que la jeune femme, lors de ses premiers spectacles, cache son visage derrière un voile de dentelles noires, et il lui faudra plusieurs années pour qu'elle ose enfin se livrer tête nue au public. Cela étant, sa profonde angoisse, quand elle ne la paralyse pas, demeure sa matière première pour composer une musique particulièrement sombre et sensible.

DE L'UNDERGROUND À LA PUBLICITÉ

C'est en 2011 que son deuxième album, *Apokalypsis*, la révèle auprès d'un public d'initiés. En sus d'un titre aux relents bibliques, la pochette de l'album affiche un portrait de l'artiste aux yeux révoltés, comme prise dans une transe mystique. Ainsi cultive-t-elle une image de prêtresse gothique tout en posant les bases d'un

style dépressif et éthéré à la croisée d'inspirations très hétéroclites qui vont du chanteur de country Hank Williams jusqu'à Burzum en passant par Nick Cave ou même la chanteuse de R'n'B Aaliyah. Après son disque *Pain is beauty*, en 2013, la chanteuse est repérée par les producteurs de la série *Game of thrones* qui décident d'utiliser son titre « Feral Love » pour la bande-annonce de la quatrième saison. En 2015, c'est au tour des producteurs de la série *Fear the walking dead* (spin-off de *Walking Dead*) de sélectionner Chelsea Wolfe pour leur bande-annonce. À une époque de suprématie culturelle de la série, de telles opportunités sont décisives pour la carrière d'une artiste, et Chelsea Wolfe voit sa renommée rayonner à l'international. Après quelques collaborations pour le cinéma ou la publicité, elle opère un tournant esthétique avec les albums *Abyss* (2015) et *Hiss Spun* (2017), délaissant la dimension folk de sa musique pour l'imprégner davantage de drone, de doom et d'effets électroniques.

RETOUR AUX SOURCES

La chanteuse revient désormais à ses premières amours en signant un nouvel album folk et beaucoup plus feutré que ses dernières productions. À l'instar de son alter ego de Seattle, le chanteur dark folk King Dude, Chelsea Wolfe renoue avec la tradition américaine de *song writing* façon Bob Dylan. *Birth of violence* est un album sensible, bluesy, convoquant l'Amérique des grands espaces. On y trouve beaucoup de ballades mélancoliques aux sonorités presque champêtres telles que « Deranged for Rock & Roll », « Be all things », « Erde » ou « When anger turns to honey », et la guitare acoustique se fait omniprésente. Bien sûr, la quasi-totalité de l'album résonne d'une profonde mélancolie, mais celle-ci se fait d'autant plus prégnante sur des morceaux comme « American darkness » et « Birth of violence » ou encore

avec le titre « Little grave », dédié aux victimes des tueries de masse dans les écoles américaines. Seul bémol : dépouillé de tout artifice, l'ensemble n'évite pas l'écueil d'une certaine monotonie. On se laisse néanmoins guider avec plaisir le long de cette route qui revient comme thème central du disque (« The mother road », « Highway »), lequel développe également une ode à la nature et à la solitude, ce qui n'est pas surprenant quand on sait qu'il a été composé dans les hauteurs des montagnes californiennes où la chanteuse vit désormais repliée. Le titre final, « The storm », se résume d'ailleurs au bruitage d'un grondement d'orage.

Loin des tristesses synthétiques du passé, *Birth of violence* distille ainsi une angoisse label bio. ♦ **Mathieu Bollon**



BIRTH OF VIOLENCE
Chelsea Wolfe
Sargent house
14,99 €

Rentrée Littéraire

TOUTE ORGIE NE GARANTIT PAS L'IVRESSE

Un bon demi-millier de romans se déverse encore cette année sur les étals des libraires français, une surproduction légèrement à la baisse mais toujours aussi vertigineuse. Personne ne lira tout, mais pour orienter un rien le lecteur curieux et avisé (suffisamment avisé, déjà, pour lire ces pages) au sein de cette véritable jungle blanche et noire, nous avons préparé un important dossier sur la question. Évidemment, il sera partial, enthousiaste, emporté, passionné ou expéditif, mais espérons qu'il permettra au moins d'y voir un peu plus clair en cartographiant des sommets, des curiosités et des impasses. Comme les journalistes corrects traquent toujours des « tendances » (autrefois on avait des mouvements, des écoles, des avant-gardes, aujourd'hui, entre le chaos et la médiocrité, on explore la faible lueur des « tendances »), ils se sont mis, cette année, à claironner en chœur qu'il y avait une tendance « femmes ». Esthétiquement parlant, ça ne signifie strictement rien, sinon une manière pour les progressistes littéraires de se rattacher à l'hystérie #MeToo avec plusieurs mois de retard et de faire un pas de plus dans l'enrégimentement idéologique de la littérature, à défaut de pouvoir cerner l'incernable d'une telle profusion où les femmes étaient depuis longtemps à l'honneur – ce qui n'avait pas spécialement relevé le niveau. En attendant la prochaine tendance lesbienne ou végane, nous avons nous aussi particulièrement mis en avant les écrivains du beau sexe dans ce dossier (aux dubitatifs, nous répondrons : qu'est-ce qui vous fait dire que ce sont des hommes ?) Quant à l'« affaire Moix », puisqu'il en faut toujours une, d'« affaire », en septembre, nous y reviendrons une fois atténué le premier battage médiatique, mais il y a certainement des claques qui se perdent. ♦ **Romarc Sangars**

Aurélien Bellanger

SISMOGRAPHIE DE L'EUROPE

Avec son quatrième roman, l'auteur de *La Théorie de l'information* s'intéresse à la destinée de tout un continent : le nôtre. **Un Bellanger fascinant, mais poussif.**

Ce que l'on apprécie chez Aurélien Bellanger, c'est l'ambition qu'il affiche. À rebours d'une littérature française – enfin surtout parisienne – dont on a pu souvent déplorer le nombrilisme, l'anecdotique et la fadeur, l'écrivain, depuis ses débuts, affronte à coups de pavés des sujets gigantesques. Son premier roman, très remarqué, *La Théorie de l'information*, suivait la trajectoire d'un double de Xavier Niel pour relater cette épopée moderne commencée par la télématique et débouchant sur les opérateurs Internet après l'aventure avortée du Minitel. Si *L'Aménagement du territoire* et *Le Grand Paris* élaboraient des visions panoramiques du pays et de ses transformations récentes, avec *Le Continent de la douceur*, Bellanger s'attaque carrément à l'Europe des cinquante dernières années et il le fait en mettant en œuvre un dispositif narratif extrêmement complexe tout en s'appuyant, comme toujours, sur un important travail de recherche.

UN DISPOSITIF COMPLEXE

Inventant une principauté, le Karst, qu'il situe au milieu de l'ancienne Yougoslavie, déjà si troublée, Bellanger présente les membres éminents de la diaspora de la micro-nation à New York, au début des années quatre-vingt, où Ida dirige la Venezia, un établissement héritier des banquiers vénitiens ayant financé la Première croisade comme le voyage de Christophe Colomb. Celle-ci, détentrice du pouvoir financier, s'éprend de Jan, héritier légitime du trône de Karst, une principauté que le couple souhaite voir ressusciter au cœur du Vieux Continent. Alternent avec cette première intrigue les présentations de deux autres destinées, celle de Flavio, d'abord, enfant mystérieux élevé en France par ses grands-parents, puis celle d'Olivier, fils d'un premier lit qu'Ida eut avec le philosophe QPS, double exact de BHL, et qui finit par se droitiser au point de s'amouracher d'une ancienne vedette de YouPorn que les vidéos d'un équivalent d'Alain Soral ont ralliée à la cause identitaire. Toutes les pistes se retrouveront, Flavio et Olivier s'avérant être des demi-frères liés à la principauté finalement restaurée après l'éclatement tragique de la Yougoslavie, le roman se déployant ainsi sur quarante ans, six ou sept personnages, plusieurs thématiques massives et entremêlant la fiction, l'actualité et l'Histoire.

DE BELLES INTUITIONS

Dans ce roman saturé se multiplient de belles intuitions : le rôle des mathématiques dans la destinée européenne au



moment où la guerre est économique, l'économie financiarisée, la finance une question mathématique; la géographie singulière de l'Europe: cette péninsule échappée des plaines de l'Asie aux contours déchiquetés et invraisemblables; le rapport à la forêt primaire soumise par des peuples de défricheurs; ou encore, la relation ambiguë qu'entretiennent les Européens avec le destin, oscillant entre la proclamation récurrente de la liberté individuelle et les grands programmes politiques lui opposant un fatalisme mécanique plus inexorable encore que tous les « mektoub » orientaux. Enfin, dans les déchirements d'une même famille où se rejouent tous nos paradoxes, Bellanger montre le retour des questions identitaires face au projet utopique de l'Europe de Bruxelles: « *La fin de l'Histoire et le règne pacifique de la géographie. Nous avons tué la bête, en avons tanné l'échine, nous avons fait de l'Europe le continent de la douceur* ».

UN ROMAN SANS THÈSE

Convoquant l'Histoire, l'anthropologie, les mathématiques, la philosophie, Mozart ou les Beatles, et toutes les idéologies aujourd'hui concurrentes (de Pierre Rabhi à Alain Soral), et opérant,

comme dans ses précédents romans par perspectives successives; le dernier mouvement historique développé au sein d'une réflexion beaucoup plus vaste, Bellanger écrit pour répondre à cette question vertigineuse et taraudante: « *Quel séisme, aujourd'hui, est le nôtre?* ». Le matériau rassemblé est fascinant et l'élan qui l'anime nous emporte. Pourtant, de son écriture élégante et neutre, par son récit presque exclusivement factuel, et n'aboutissant qu'à une espèce de saisissant état des lieux, Bellanger nous donne à la fois trop et pas assez. Ses personnages manquent de chair, son univers est privé de texture, son drame est dépourvu de problématique. Son art repose tellement sur les idées, des personnages allégoriques, des trajectoires exemplaires, que s'il est excitant pour l'esprit, il est décevant pour le goût, d'autant que, paradoxalement, son roman, qui use de tous les moyens du roman à thèse, ne souhaite jamais rien démontrer pour autant, fût-ce une aporie tragique.

L'ART HUMILIÉ PAR LA SCIENCE

Comme l'affirmait lui-même le jeune romancier, un soir, au Cercle Cosaque, les grands écrivains français de la fin du XX^e siècle furent des philosophes, des

sociologues, des sémiologues – moins des artistes que des universitaires. Dans une époque où, comme le disait Gombrowicz au sujet du Nouveau Roman, « *l'art est à genoux devant la science* », l'art qui se veut élevé, du moins au-dessus du simple divertissement, s'abaisse à des méthodes prétendument objectives et résolument abstraites, alors qu'il était par excellence le trajet de l'incarnation, de l'intelligence sensible, d'une subjectivité supérieure. Nous ne pouvons qu'espérer un retour à ce mystérieux équilibre et un fléchissement en ce sens de la prometteuse entreprise littéraire d'Aurélien Bellanger, laquelle demeure particulièrement séduisante. De la chair pour ses grands mécanismes; du tranchant pour son regard panoramique; alors peut-être, celui qui ose se confronter à l'époque la prendra-t-il enfin à la gorge.

◆ Romaric Sangars



LE CONTINENT
DE LA DOUCEUR

Aurélien Bellanger

Gallimard

498 p. – 22 €

ROMAN DE PROF



JE RESTE ROI DE MES CHAGRINS
Philippe Forest
Gallimard
278 p. – 19,50€

Un artiste peint le portrait d'un Premier ministre du Royaume-Uni, prétexte à des propos sur la vie comme décor de théâtre. « *Le monde entier est un théâtre, Et tous, hommes et femmes, n'en sont que les acteurs. Et notre vie durant nous jouons plusieurs rôles* ». C'est beau comme du Shakespeare, puisque c'est du Shakespeare. Alors, nous ne saisissons pas bien l'intérêt que Philippe Forest prend à paraphraser Shakespeare sur cinquante pages. Veut-il nous montrer qu'il sait faire mieux ou aussi bien, ce qui serait absurde en soi? Veut-il répéter les propos

que l'immense dramaturge a forcément mieux écrits, un demi-millénaire plus tôt? Il faut avouer que l'objectif nous dépasse. Le roman de Forest a peut-être un intérêt, que les cinquante premières pages font tout pour nier. Les mises en abyme, les clins d'œil littéraires, les discours sans fin sur le théâtre et ses coulisses, tout cela sent bien fort son professeur qui ne différencie plus un roman d'une chaire. Philippe Forest sait écrire, mais a-t-il quelque chose à dire? Médiocre.

◆ Jacques-Matthieu Muracciole

DES DÉBUTS PROMETTEURS



LA PLANISPHERE LIBSKI
Guillaume Sørensen
L'Olivier
336 p. – 19 €

Fraîchement diplômé en philosophie et théologie, Théodore-James Libski est contraint par son père (haut fonctionnaire à l'ONU) de faire le tour du monde pour observer les animaux migrateurs. Antihéros gâté et incompris, ce jeune Belge va ainsi traîner son spleen en bateau, en compagnie de scientifiques et d'artistes qui, comme lui, devront rendre compte de leur expérience. Si les terres visitées sont dépayantes, l'équipage n'est pas en reste. Entre les théâtres radicaux, les Allemands excentriques et les amies

japonaises de location, Libski devra se faire une place en jouant des coudes et sera amené à réfléchir au sens de la vie devant le spectacle du dernier pigeon migrateur, de la baleine solitaire ou encore des nouveaux mam-mouths laineux. Ce premier roman en forme de récit initiatique tragi-comique est aussi charmant qu'inventif. Armé d'un style tout en relief, il offre une galerie de personnages drôles et attachants et des tableaux hauts en couleur, tout en soulevant, mine de rien, de belles questions – auteur à suivre. ◆ Alain Leroy

BAVARD ET VAIN



WEEK-END À NEW YORK
Benjamin Markovits
Christian Bourgois
400 p. – 23 €

Comme tous les ans, la famille de Paul Essinger, tennisman en fin de carrière, débarque à New-York pour l'US Open. Papa, maman, frère et sœurs, toute une smala jacassante et invasive que Paul doit loger, nourrir et éblouir un week-end durant, sans froisser personne. Découvert avec sa superbe trilogie sur Lord Byron, Markovits est un romancier habile, fin observateur de la société américaine. Difficile, cependant, de s'intéresser à ses Essinger, privilégiés détestables qui passent leur temps à caqueter, comparer leur réussite et se chercher querelle :

non seulement on a l'impression de n'avoir rien à faire parmi eux, mais on meurt d'envie de les envoyer tous se faire foutre. Vu qu'ils sont nombreux, Markovits est obligé de multiplier les saynètes pour donner à chacun le temps d'étaler ses problèmes; du coup, à moins de prendre des notes, on oublie très vite qui est qui. Les micro-enjeux domestiques qui font office d'intrigue (où déjeuner, qui va chercher mes parents à l'aéroport, etc.) renforcent l'impression de superficialité de ce récit où il ne se passe rien, le bavardage saturant l'espace. Un roman new-yorkais, au mauvais sens du mot.

◆ Bernard Quiriny

SURCÔTÉ



AUTOMNE
Ali Smith
Grasset
238 p. – 19 €

Premier volet d'un cycle sur les saisons (*Winter*, le deuxième, est déjà sorti), *Automne* a conquis la presse anglo-saxonne, unanime à célébrer l'écriture virtuose d'Ali Smith, sa fantaisie, son optimisme, etc. De fait, ce roman possède un charme, et un ton sans pareil; mais ses coquetteries de style finissent par être lassantes, voire exaspérantes. Sur le fond, ce roman fut, en 2016, l'un des premiers à parler du Brexit. « *Partout dans le pays, écrit l'auteur, les gens avaient le sentiment d'avoir fait ce qu'il fallait ne pas faire. Partout dans le pays, les gens avaient le sentiment d'avoir fait ce qu'il fallait faire. Partout dans le pays, les gens avaient le sentiment d'avoir tout perdu. Partout dans le pays, les gens avaient le sentiment d'avoir tout gagné* ». Quelle analyse, n'est-ce pas! Ce passage, écrit la journaliste Jennifer Malec dans la *Johannesburg Review of Books*, est typique du style Smith, « *which definitely combines humour, poetic feeling and social commentary* ». Si elle le dit.

◆ Jérôme Malbert

Ç'aurait pu être génial



CIVILIZATIONS
Laurent Binet
Grasset
378 p. – 22 €

Quatre ans après la désopilante *Septième fonction du langage*, Laurent Binet revient armé d'une idée géniale : il imagine que Christophe Colomb a échoué dans son expédition de 1492 et que, au lieu que les Européens prennent possession du Nouveau Monde, ce sont les Incas qui débarquent en Europe... On redécouvre le principe, toujours galvanisant, des uchronies – si le nez de Cléopâtre eût été plus court, etc. Binet en tire une relecture absurde de l'histoire de l'Occident, prise du point de vue fictif des Incas triomphateurs ; décentrement comique et audacieux, qui justifie pour l'auteur une place d'honneur au sein de la prestigieuse congrégation des romanciers démiurges, non loin, mettons, de Pierre Senges, lequel, dans *La Réfutation majeure*, avait écrit la vraie-fausse contestation de la possibilité de l'Amérique par le confesseur de Charles-Quint. Hélas, aussi bien l'idée est excellente, aussi bien le texte s'avère fastidieux, écrit qu'il est sous la forme

d'une interminable chronique picaresque. La documentation est parfaite, les plus belles *guest-stars* historiques illuminent le casting (Machiavel, Érasme, Charles-Quint, tout le bottin du XVI^e siècle), mais on tourne les pages sans jamais entrer dans le récit, à la fois ébloui par l'originalité du principe et ennuyé poliment par le résultat. Avec son titre de jeu vidéo, *Civilizations* relève ainsi d'un genre paradoxal et rare, celui des livres formidables, tant qu'on ne les lit pas. ♦ **B.Q.**



RITES PAÏENS ET AVENIR SOMBRE

UN PEU DE NUIT EN PLEIN JOUR ♦ Érik L'Homme ♦ Calmann-Lévy ♦ 174 p. – 17 €



Si Érik L'Homme a écrit de grands succès pour la jeunesse, après *Déchirer les ombres*, publié l'an dernier chez Calmann, *Un peu de nuit en plein jour* est son deuxième roman « pour adultes » (si l'on peut s'exprimer ainsi) et il est tout aussi dingue et revigorant. C'est avec un style cinglant que L'Homme nous projette dans un monde gangrené ayant définitivement chuté dans les ténèbres, mais si ce conte porte une prophétie pessimiste, dans l'ombre future ne sont pas moins exaltés les corps. Entre la « cogne » et la danse, les chairs se heurtent ou s'étreignent dans des échos païens chers à l'auteur. Cependant, dans son décor de fin du monde, ce n'est pas l'hystérie hédoniste et festive dénoncée par Murray qui met en scène Érik L'Homme, non, mais la quête et les joies des hommes libres. ♦ **Thibault Lecauchois**

LES PAPIS FONT DE LA RÉSISTANCE

COUPS DE VIEUX ♦ Dominique Forma ♦ Robert Laffont ♦ 284 p. – 20 €



Pas de chance pour le vieil André, dit le Gaucho, alors qu'il s'essaie au naturisme échangiste sur la Baie des cochons du Cap d'Agde, un cadavre au milieu des dunes vient couper court au programme. Pas terrible non plus pour un ancien cogneur maoïste, ayant fait carrière à *Libé* et consorts, de se retrouver en mode *Pervers Pépère* devant une scène de crime. Triple malaise : il s'agit de la jeune fiancée de l'ami qui l'héberge – l'hériter d'un domaine pinardier biterrois fort convoité. Craignant d'être accusé du meurtre, André va faire appel à son vieux pote Clovis, dit le Facho, un ancien d'Algérie, réac absolu, nostalgique en tout, et plutôt porté sur la colère. Si les deux retraités se détestent cordialement, leur double inadaptation au monde actuel peut s'avérer efficace lorsqu'il s'agit d'enquêter au pays des magouilles et du sexe sale, entre mafias arabes et trafics en tous genres. Un polar baroque, à l'ancienne, pas très politiquement correct, et qui vaut surtout pour ses deux papis qui font de la résistance. ♦ **A.L.**



Seth Greenland

LA CHASSE AU SORCIER BLANC

Si l'Amérique est le pays du politiquement correct le plus oppressif et le plus délirant, cette nation continentale excessive et paradoxale est aussi capable de produire les meilleures satires d'elle-même. L'un des grands romans étrangers de la rentrée est signé **Seth Greenland** et croise **Kafka** et **Wolfe** pour mettre en scène la nouvelle inquisition.

Armé d'une intrigue implacable, Seth Greenland signe un roman choral puissant autour des impasses d'une société américaine où l'opinion fait office de vérité et où l'apparence a plus de poids que les actes. On trouvera un peu du *Procès* de Kafka dans la nature de la tension et du dispositif infernal et, plus directement, quelque chose du *Bûcher des vanités* de Tom Wolfe dont la filiation n'est pas occultée. New-York, 2012. À la tête d'un empire immobilier construit pierre après pierre par ses aînés, Jay Gladstone mène une vie de riche philanthrope exemplaire. Ses jours sont rythmés par ses obligations professionnelles, pas mal de mondanités, mais aussi une grande part d'opérations caritatives en direction des plus démunis. Juif, éduqué dans la culture du *Mensch*, Jay tient à incarner cette idée de gars honnête animé par une belle droiture morale. Dans les grandes lignes, on peut dire qu'il y parvient, même si son rêve de voir un building à son nom au cœur de la ville relève d'un certain goût pour la démesure – nul n'est parfait. Ce milliardaire sympa est surtout apprécié en tant que propriétaire d'une équipe de basket menée par Dag, une superstar afro-américaine qui fait sensation dans toutes les couches de la population. Par contamination, Jay est bien vu par le public. Jusqu'ici tout va bien, dirait-on. Sauf que le ver est dans le fruit. Sa femme, Nicole, désire un enfant, en dépit d'un contrat excluant cette option, et commence à diluer sa

frustration dans l'alcool. Jay a déjà une fille, Aviva, d'un précédent mariage, et celle-ci ne semble s'épanouir qu'en s'opposant à ce père dont la richesse, la judéité, l'hétérosexualité, la masculinité et la blancheur de peau incarnent à ses yeux la figure même de l'oppression.

LE COUPABLE-ÉMISSAIRE

Il faut dire qu'à la fac, Aviva s'est découverte un peu bisexuelle et nourrit une passion pour une jolie Noire aux vellétés révolutionnaires. En bon progressiste, Jay ne lui en tient nullement rigueur, même si Aviva s'engage auprès des Palestiniens et que sa compagne rebelle ira jusqu'à insulter sa famille dans sa propre maison lors de la soirée du Seder – ce rituel ancestral lié à l'accession à la liberté du peuple juif après les années d'esclavage. Pour faire court, dans la tête de la jeune Afro-américaine, l'esclavage est la propriété des Noirs. Les Juifs devraient par conséquent se contenter de la Shoah et la fermer sur le reste. Parallèlement, Jay découvre que son cousin s'est rendu coupable de détournement au sein de leur société et compte y mettre fin. C'est dans ce contexte de légères turbulences que l'exécution accidentelle d'un Noir bipolaire par un petit flic blanc pris de panique va, indirectement et par un concours de circonstances hautement pervers, plonger Jay Gladstone dans les ténèbres. Une procureure ambitieuse trouvera en lui l'objet du sacrifice à

Comme l'affirme en substance un personnage secondaire : le monde nouveau n'est plus celui des rois, mais celui des victimes. Car Jay va faire un pas de travers dans le choc d'une révélation dont il n'est pas responsable.

accomplir pour l'intérêt commun et avant tout le sien. Si elle devine qu'il n'est pas vraiment coupable de ce dont on l'accuse, elle sait en revanche que c'est un homme que chacun rêve secrètement de voir tomber et, surtout, que personne n'ira défendre dans la rue.

LYNCHAGE ET CONTAMINATION

À l'heure où les musulmans grondent et où les syndicats voient rouge, un symbole devra donc expier sans risque de vexer. Comme l'affirme en substance un personnage secondaire : le monde nouveau n'est plus celui des rois, mais celui des victimes. Car Jay va faire un pas de travers dans le choc d'une révélation dont il n'est pas responsable. Un faux pas qui, dans le sillage du fait divers cité plus haut, prendra des proportions aberrantes. *Le nouveau monde va dévorer l'ancien, et son avènement exige un sacrifice humain*, dira un autre – dont acte. Alors que le politiquement correct verrouille les discours à un niveau que nous ne connaissons pas encore ici et que les réseaux sociaux se chargent de la mise à mort populaire avec une vivacité redoutable, chaque tentative de justification et tout effort pour pacifier la situation deviennent autant de pièges dans lesquels Jay Gladstone va naïvement se faire coincer, rendant obsolètes toutes les valeurs sur lesquelles il a toujours compté. Car l'honnête homme du monde qui tutoyait Obama est désormais taxé de racisme. Dès lors que ce mot est lâché, à l'époque du tout-racial, porté paradoxalement par un antiracisme de tous les fronts, la mécanique de la chute s'enclenche : les amis fuient la contagion, le public demande des comptes, toutes les associations progressistes s'unissent dans une condamnation unilatérale, l'affaire devient spectacle national et les jeux politiques ferment la marche. Juif, donc suspect. Riche, donc coupable. Blanc, donc indéfendable. En pestiféré des temps modernes, ce grand admirateur de Martin Luther King va affronter toutes les humiliations, jusqu'à l'absurde, broyé par le système dans lequel (ô ironie) il avait mis toute sa foi. À ce stade, rares sont ceux qui vont chercher à démêler le vrai du faux – quelque chose de diabolique est à l'œuvre.

UN CONTE MODERNE

Seth Greenland n'épargne ici aucun de ses nombreux personnages, aussi typés soient-ils. Ni le bon sens populaire, ni l'arrogance des élites, ni la culture de l'excuse n'auront le dernier mot dans le cercle vicieux de cette lutte de pouvoirs – la guerre des classes, des genres, des privilèges et des races rendant toute sortie digne impossible. En guise de chœur, ponctuant cette tragédie moderne, deux commentateurs sportifs bas-de-plafond donnent régulièrement leur sentiment sur les événements, s'appuyant sur les interventions des auditeurs en direct, éclairant le vertige de l'homme esseulé d'une flamme grotesque, bouffie de racontars et de conclusions à l'emporte-pièce. Bref, un conte lucide au réalisme acéré, effrayant et fascinant, dont le titre français n'aurait pu être mieux choisi. ♦ **A.L.**



MÉCANIQUE DE LA CHUTE

Seth Greenland

Liana Levi
670 p. – 24 €

DIONYSIAQUE ET MILLÉNARISTE



L'HOMME QUI BRÛLE

Alban Lefranc

Rivages
272 p. – 19,90 €

On aimait ses portraits de vedettes-martyres du XX^e siècle (Nico, Mohammed Ali, Fassbinder, Andreas Baader), on adore le premier « roman » au sens propre que commet Alban Lefranc. L'écrivain, au lieu de partir d'un totem-catalyseur, laisse cette fois-ci libre cours à un délire verbal, symbolique, prospectif et paranoïaque, qui finit par produire un livre étincelant, singulier, bien au-dessus de la moyenne. Le narrateur, Luc Jardie, dérive dans un Paris des années 2020 où se sont accentuées certaines tendances actuelles morbides : attentats terroristes réguliers, contrôles permanents, réseaux sociaux omnipotents ; il y médite ses obsessions toutes combinées pour un mystérieux « projet » : le révolutionnaire protestant Thomas Münzer, Alain Delon, une star du porno, l'apocalypse et sa mère. Souvenirs, crises de démence, extraits de lecture, saynètes improbables, poème improvisé sur son colocataire, les séquences s'enchaînent, variées, déjantées, virtuoses, et on jubile avec l'impression que l'auteur est parvenu à monter de plusieurs crans le volume de notre exacte folie latente. ♦ **R.S.**

LE SLIP FRANÇAIS



UNE HISTOIRE DE FRANCE

Joffrine Donnadiéu

Gallimard
268 p. – 19,50 €

C'est l'histoire de France, une nounou femme de milouf accro au porno, qui viole une petite fille de neuf ans, laquelle s'appelle « Romy » (sa mère, aussi mariée à un milouf, cette fois-ci alcoolique, est « caissière à Cora »). Message subliminal : voilà la France périphérique ; voilà l'Armée. Ouverture du livre : quatre pages de sévices sexuels, d'abord la main de France dans la « culotte blanche en coton avec des marguerites », puis des playmobils, des dinosaures... La suite du livre : descente aux enfers de Romy détraquée pendant dix ans : T.S., anorexie, prostitution (la pauvre est même violée par de vilains Serbes !). Tout cela non-écrit avec des phrases courtes sans liens, comme un misérable synopsis. Racoleur, sans âme ni nuances ni idées. Après la nounou tueuse de Slimani (*Chanson douce*, Goncourt 2016), la nounou violeuse ; après la culotte sale d'Annie Ernaux ouvrant *Mémoire de fille*, celle de Romy la poupée cassée. Bref, la littérature sent désormais le slip. Ce triste premier roman et son auteur méritaient bien cette déculottée. ♦ **Marie Di Méco**



Bruno Lafourcade

ATTENTION, ÉCRIVAIN MÉCHANT

Lauréat du « **Prix du Suicide littéraire** » de L'Incorrect en novembre dernier, pour son roman *L'Ivraie* (Léo Scheer), **Bruno Lafourcade** nous revient plus résolu que jamais à en découdre. C'est par trois livres qu'il déclare la guerre aux imbéciles de son époque, et règle ses comptes avec ceux qui ont foutu sa jeunesse en l'air, et celle de tous ses comparses nés au cours des années soixante.

Rencontre avec un écrivain-boxeur.

Pouvez-vous nous présenter chacun de ces trois livres que vous publiez dans une même salve ?

Les Dents serrées racontent les années quatre-vingt, et la conquête du pays par les jouisseurs sans entraves de 68, qui nous ont amenés, cinquante ans plus tard, dans la France de *Raoul Ducourneau* – qui précipite les Raoul Ducourneau eux-mêmes sur les ronds-points, avec leurs gilets jaunes. Le polar, lui, est une satire sociale inspirée par une affaire récente, et révoltante, de fac « bloquée » par des antifas, qui s'est finie par la radiation à vie d'un professeur d'université qui s'opposait à ce « blocage ».

Avouez-le : vous n'êtes pas tout à fait un écrivain de gauche ?

Le dernier qui a voulu que j'« avoue » était flic. Vous vous fourvoyez doublement : je ne suis pas écrivain ; et je suis de gauche, parce que j'ai découvert les spartakistes à quatorze ans, qui ont décidé de ma vie. Je suis surtout anarchiste : je me bats contre le pouvoir, celui des hors-sol, formés par la gauche au henné et la droite-hallal, qui ont remplacé l'ouvrier français par l'immigré chômeur, créant deux étrangers et deux ennemis ; et qui se présentent comme des vertueux parce qu'ils sont la gauche-compost et la droite-zéro émission, alors qu'ils sont des maîtres-censeurs, coupeurs de cous et réducteurs de têtes. C'est précisément le sujet d'*Une Jeunesse les dents serrées*.

Parlons de *Tombeau de Raoul Ducourneau*. À travers l'histoire d'une famille de la France rurale, vous brossez sept magnifiques portraits de personnages que l'on pourrait croiser dans un roman de Balzac. Ce roman fait penser à certains livres de Pierre Michon ou de Marie-Hélène Lafon, qui ont connu le succès en évoquant ces figures de gens simples. Je suppose que vous cherchez le succès avant tout ?

Je ne cherche rien, sinon à composer des phrases correctes. Je ne suis pas un homme de lettres : l'édition, la critique, les prix littéraires et toutes ces fantai-

sies, ça ne représente rien pour moi. J'ai vécu plusieurs vies, le livre n'a occupé qu'une partie de celles-ci, pas forcément la plus passionnante. Je n'ai lu aucun livre de Mme Lafon, bien qu'on m'en ait toujours dit beaucoup de bien: je me rattraperai un jour; en revanche, j'ai lu des livres de Michon, et j'en suis sorti ébloui par l'économie de sa phrase, sa précision, son jansénisme. Et la place me manque pour dire ce que je dois à Richard Millet et à Renaud Camus, qui entretiennent, eux aussi, avec la nature et les animaux, des liens singuliers. (J'ai même écrit un *Millet et les Chiens*, qui n'est jamais sorti de mon disque dur: c'était une variation sur un texte extraordinaire de Millet, précisément sur les chiens, qui a paru dans *Arguments d'un désespoir contemporain*, je crois... D'ailleurs, j'aurais pu tout aussi bien écrire un *Camus et les Chiens*...)

« Le plus répugnant, pour lui, était sans conteste Serge Gainsbourg [...] Il trouvait Coluche vulgaire, Le Luron insipide, les humoristes en général, sinistres ». Si l'on rapproche ce que vous écrivez de Raoul Ducourneau de quelques flèches dirigées contre ces mêmes humoristes et chanteurs dans votre pamphlet, on peut se dire que Raoul Ducourneau, c'est Bruno Lafourcade. Pourtant, le portrait que vous faites de Raoul Ducourneau n'est pas des plus flatteurs...

Péguy parlait des gens qui « font le malin »: et en effet les deux livres évoquent les humoristes appointés pour « faire le malin ». Ce que Ducourneau et moi trouvons odieux, chez eux, c'est la façon dont ils montrent le peuple, qui n'est pas celui que nous connaissons – qui peut être infiniment plus sombre et cruel. Mais je comprends que les jouisseurs sans entraves aient joui, aussi, de voir humilier ce peuple qu'ils ont voulu remplacer.

Dans ces livres, on retrouve les thèmes que vous abordiez, sous un autre biais, dans *L'vraie*: le délabrement des institutions, le pourrissement de l'éducation, la banlocalisation généralisée, la violence et la haine qui avancent toujours plus, sous les masques de la tolérance et de la solidarité. Tout va donc si mal, dans la France périphérique ?

Qu'est-ce que c'est la « France périphérique »? La France rurale? Et elle est à la périphérie de quel centre? De Paris, des grandes villes et de leurs banlieues? Pour moi, cette « France périphérique »,

c'est elle, le centre; et les grands remuements urbains sont à sa périphérie. Elle n'est « périphérique » que pour les journalistes, les sociologues et les économistes qui se voient, eux, comme le centre. Mais c'est vrai, bien sûr, elle est à la périphérie, puisque c'est là qu'on l'a mise, à la périphérie d'elle-même, où on la fait crever: elle n'a plus d'école, plus de bureau de poste, plus d'autocar – elle n'est pas rentable, elle n'est pas Uber. Mais la périphérie, ce sont aussi les ronds-points, que cette France-là a commencé d'occuper. Elle a même touché aux ronds-points du Pouvain, l'hiver dernier, et peut-être un jour ira-t-elle jusqu'au bout, dans sa vieille Renault diesel – on verra alors qui jouira sans entraves.

Que peut la littérature contre cela ?

Je ne sais pas: je ne suis pas écrivain – rien, je suppose, et c'est tant mieux: elle n'a pas été inventée pour ça. Mais je sais ce que des paysans qui ont commencé à travailler à treize ans et qui reçoivent sept cents euros de retraite, et la foule des rebuts et des poussés-à-bout peuvent faire: mal, d'abord; peur, ensuite – et j'espère vivre assez vieux pour voir les Dépossédés pendre les derniers Possédants avec les couilles des derniers Macronistes. Cours, Cohn-Bendit, le vieux monde des Gilets jaunes est derrière toi... « *Moi, aujourd'hui, dit un personnage de *La Traversée de Paris*, ce que je voudrais manger, c'est des rognons d'homme* ». Me too, si j'ose dire, c'est même la dernière phrase de mon *Hussard retrouve ses facultés*. C'est en cela que je suis de gauche, puisque vous jouiez à me poser la question, et anarchiste, et violemment, et sans remords.

◆ **Propos recueillis par Matthieu Falcone**

DE LA VIOLENCE ET DU STYLE LAFOURCADE EN TROIS NOUVEAUTÉS

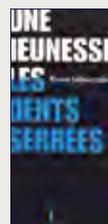
Tombeau de Raoul Ducourneau est un très beau roman dans lequel Lafourcade raconte, en sept chapitres sobres, le destin d'une famille de la France rurale. Un exercice qui n'est pas sans rappeler ceux de certains de nos plus grands écrivains vivants.

Une jeunesse les dents serrées est un pamphlet redoutable où tout ce qui touche de près ou de loin au monde du showbiz, de la politique et des puissants – mais aussi les femmes – en prend sacrément pour son grade!

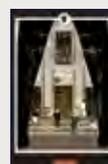
Le Hussard retrouve ses facultés est un polar où l'on rit d'épisodes potaches mais où l'on retrouve également certaines des obsessions de l'auteur. Sous une forme légère, le fond ne l'est pas tant. Et l'on sent que bien des choses courroucent notre homme du sud-ouest, qui semble préférer qu'on l'assimile à un boxeur qu'à un écrivain. ◆ **M.F.**



TOMBEAU DE RAOUL DUCOURNEAU
Bruno Lafourcade
Léo Scheer
142 p. – 17 €



UNE JEUNESSE LES DENTS SERRÉES
Bruno Lafourcade
P-G de Roux
150 p. – 16 €



LE HUSSARD RETROUVE SES FACULTÉS
Bruno Lafourcade
Auda Isarn
144 p. – 12 €

LE COCKTAIL SE GÂTE



LES ÉTRANGERS

Didier Delome

Le Dilettante
256 p. – 18 €

Deuxième « roman » de Didier Delome qui se présente comme un récit autobiographique orchestré autour de la figure d'une mère haïe mais fascinante, *les étrangers* débute avec éclat : « *Ma mère était gouine et je ne souhaite pas à mon pire ennemi d'endurer mon adolescence auprès d'Elle* », pour se configurer ensuite selon plusieurs facettes : le baptême de sa petite-fille où le narrateur-auteur, incognito, observe les membres de sa famille ; le témoignage de son père ; le sien propre ; et surtout celui de Loulou de Montmartre, un vieux gigolo complice des frasques noc-

turnes de maman dans le Paris des années 50 à 70, où cette femme attirante, après avoir rompu avec le père de Didier et confié son enfant, s'abandonne à son goût pour la « grande vie » en séduisant une galerie de femmes puissantes. Si ça commence âpre, baroque et incisif, les choses finissent malheureusement par se gâter, soit parce que ça vire platement lénifiant, soit parce que l'auteur se perd dans les détails de son récit en se voulant trop exhaustif. Dommage. ♦ **R.S.**

BELLE MACHINE HITCHCOCKIENNE



NOUVEL AN

Julie Zeh

Actes Sud
188 p. – 20 €

Après *Brandebourg*, Julie Zeh retourne au roman bref. *Nouvel An* raconte les vacances d'Henning à Lanzarote : avec sa femme et ses enfants en bas âge, il passe là-bas les deux réveillons, tentant de faire bonne figure malgré la fatigue et la dépression qui le guette. Le jour de l'an, il s'offre une virée à vélo, jusque dans les montagnes. L'ascension est dure ; parvenu au sommet, il s'écroule. Physiquement, mais surtout intérieurement. Une brèche s'ouvre vers un trauma d'enfance refoulé... La romancière met en forme son scénario hitchcockien au moyen d'un dispositif simple et efficace : exposition sous forme de flashbacks dans la première

partie, remémoration à la façon documentaire froid dans la seconde. On passe du sourire cynique – les scènes sur la vie de couple en vacances sont d'une justesse grinçante – à l'effroi, sans transition. Dans le registre du récit sur les tréfonds de la psyché et les mécanismes de défense, c'est une belle réussite, que son format invite à lire d'une traite.

♦ **B.Q.**

Recours au poème

Par **Gwen Garnier-Duguay**

« COMME POUR CAUTÉRISER LA PLAIE »



LA COULEUR PURE

Paul Guillon

Ad Solem

96 p. – 14,90 €

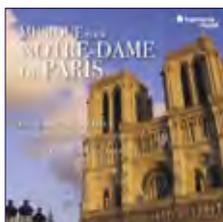
Qu'y a-t-il de plus incorrect que la poésie, aujourd'hui en France, hormis pratiquer la religion chrétienne ? Être assoiffé de métaphysique, chercher la *réelle présence* au-delà des apparences, après quatre décennies de déconstruction, de déréalisation de la présence – il y a une lutte en cours dans le langage. La réelle présence, nous la trouverons dans le beau livre de Paul Guillon, *La Couleur pure*, qui s'ouvre par un voyage en Italie où il partage sa vision des ruines habitées par le bleu du ciel, la terre rouge et des oiseaux. Le poète questionne la signification que ces choses revêtent au moment où son regard les croise. Il pressent comment tout est signe et comment de son regard peut dépendre la traduction de ce texte d'éléments, de mouvements, qui semblent dire quelque chose. De cette traduction dépend le relèvement des ruines.

Sommes-nous dans une métaphore héroïque, celle d'une conscience se donnant pour but la conjuration de la déconstruction ? Enfouies dans les ronces, se trouvent des traces, des pierres, qui contiennent toujours, malgré le désassemblage, « le chiffre perdu de la beauté ». Le regard du poète peut transformer ces ruines en accomplissement et son art agir comme un flux revitalisant, un crème reconstruc-teur. Cette faculté magique semble pourtant la plus naturelle qui soit en ce qu'elle porte la vision à intégrer les éléments grandeur nature dans la formation du paysage : « *Colonnes brisées à mi hauteur (...) La lune pleine bouffie de lait / vient s'y poser en plein jour / comme pour cautériser la plaie.* » Tel serait le regard généreux du poète qui a conscience de ce que le langage doit opérer en termes de symbolisme intérieur. Alors reparaitra la danse. En cette troisième saison de *L'Incorrect*, préparons-nous à danser le Verbe chaque mois. Lisez de la poésie, vous serez sauvé. ♦

Station Opéra

Par **Paolo Kowalski**

UNE MESSE POUR NOTRE-DAME



Sur le parvis de Notre-Dame, frontière entre l'édifice blessé et le monde affairé, règne un silence propice aux musiques immortelles. Lesquelles sauraient évoquer l'âme de la cathédrale mieux que les chants composés à l'ombre de ses pierres lorsque s'achevait l'œuvre des bâtisseurs? Vers 1360 les faiseurs de notes mettent un point d'orgue à l'*Ars Nova* après trois siècles d'expérimentation polyphonique. Influencés par la musique profane, ils ont délaissé les mélodies grégoriennes et ciselé une structure à trois ou quatre voix. Le plus génial, Guillaume de Machaut, livre la première messe qui soit conçue comme un cycle unitaire. Dédiée à la Vierge, elle est l'un des bijoux de la musique médiévale. Cette version, rééditée par Harmonia Mundi après l'incendie du 15 avril, tente de reproduire ce qu'entendaient les fidèles de l'époque. Défiant les grimaces des puristes, la lecture de Marcel Pérès se démarque de la tradition, tant elle est vivante, incarnée, presque sauvage. Il dirige neuf voix masculines aux couleurs sombres et à l'émission rauque, laissant libre cours à des ornements inspirés du chant corse, ce qui donne à la performance un caractère d'improvisation. Par les inévitables aspérités qui surgissent çà et là, il ne fait que souligner la spontanéité d'une pratique polyphonique encore libre de normes établies. Résultat: une cathédrale sonore où le statisme minéral semble accueillir une complicité secrète entre la voix des chanteurs d'aujourd'hui et le ciseau des artisans d'hier. Les droits seront reversés à la Fondation du patrimoine. Une belle manière de mettre son obole dans un panier encore trop plein de promesses précaires. ♦

MUSIQUE POUR N-D DE PARIS

Guillaume de Machaut

Messe de Notre-Dame

Ensemble Organum

Marcel Pérès, direction musicale

Harmonia Mundi 15,99 €



EXPO SERMON

SAINT VINCENT FERRIER, VOIX DE DIEU AU CŒUR DE LA GUERRE DE CENT ANS ♦ Fraternité Saint Vincent Ferrer, Chémeré-le-Roi

Jusqu'au 7 octobre

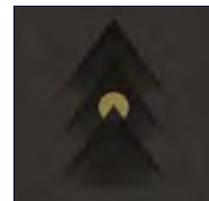
Saint Vincent Ferrer est un dominicain catalan, à cheval entre le XIV^e et le XV^e siècle, qui enflamma les foules et mourut en Bretagne, il y a 600 ans tout juste. Au faite des honneurs, il abandonna tout et partit prêcher dans toute l'Europe. Il parlait d'abondance, des fins dernières et de la nécessité de se convertir. C'est le saint des temps troublés. Il prêchait en catalan, qui est une belle langue, et tout le monde le comprenait, même les Bretons qui n'entendaient ni le français ni le catalan. Nicola Maria Rossi le représente, sévère, le doigt montrant les cieux, la tête couronnée d'une flamme, et la foule attentive devant lui, avec quelques musulmans (il en convertit certains). Ce sont des dominicains qui rendent hommage à leur saint devancier. Ils ont ouvert toutes les bibliothèques savantes et tous les trésors des cathédrales, sont allés frapper à chaque musée et ont moulé ce qu'on ne pouvait pas leur prêter. L'exposition est conçue comme un sermon luxuriant, chaque pièce étant un bel argument ou une image frappante. C'est un vrai saint, c'est une vraie dévotion, ce sont de vraies merveilles surgies du Moyen Âge finissant (la statue du saint, commandée par les Rohan) ou égrenées au long des siècles où son souvenir fut maintenu, tableaux et estampes. Entre deux sceaux royaux – car Vincent fut diplomate –, on croise de gros recueils de sermons et la plus ancienne et petite statue connue de Jeanne d'Arc, elle aussi sainte des temps difficiles. L'époque est incertaine, ces reliques nous accompagnent.

♦ **Richard de Seze**

GROOVE OBSCUR

RUSSIAN CIRCLES ♦ **Blood Year** ♦ Sergent House ♦ 13 €

Russian Circles est un power trio Américain tourné vers une musique instrumentale à la croisée du post-rock et du post-metal. Misant sur la puissance et l'aspect hypnotique de ces deux sous-genres, *Blood Year* est le septième album du groupe et s'inscrit dans une discographie sans tache ni surprise. Même s'il sort un peu du lot par son côté particulièrement tempétueux, une certaine linéarité mélodique peine à imprimer parfois, en dépit de belles envolées. Il faut dire que le groupe revient ici à des constructions particulièrement bétonnées, axées sur des riffs pachydermiques (*Arluck, Quartered...*) ne se réinventant qu'en de rares instants pour des moments de grâce en suspens – *Milano* étant certainement le morceau le plus réussi du lot; le plus sombre aussi. Quoiqu'il en soit, comme sur les albums passés, nous retrouvons de grands tableaux atmosphériques et des extraits sonores de films à faire servis par des musiciens plutôt doués pour les grooves obscurs. Un bon album, sans être renversant. ♦ **A.L.**



FASCINANT

LE DÉSERTEUR (1 h 38) ♦ de **Maxime Giroux** ♦ Avec Martin Dubreuil, Romain Duri ♦ en salle depuis le 21 août

Quelque part dans le monde, une guerre fait rage. Terrifié à l'idée d'être mobilisé, Philippe a fui Montréal pour se réfugier dans un Ouest américain aussi sauvage qu'hypnotique. Il vit tant bien que mal de concours d'imitation de Charlie Chaplin. Mais la cruauté de l'humanité ne se limite pas aux champs de bataille, et Philippe ne va pas tarder à découvrir la face obscure du rêve américain. Voici un film curieux, une expérience cinématographique qui fascine par sa beauté visuelle et déroute par sa narration dénuée de repères, et qui nous dévoile un Romain Duris à contre-emploi magnifique et bestial. Le Québécois Maxime Giroux s'affranchit des codes et refuse toute grammaire. On s'endort dans un paysage aride et se réveille recouvert de neige, les époques s'entremêlent comme cette scène d'une poésie merveilleuse où Philippe danse comme Chaplin sur *Everybody hurts* d'REM. Mais s'il y a bien un fil conducteur,



c'est l'errance. L'errance d'un homme déraciné, dans un paysage à la fois gigantesque et claustrophobique ; l'errance d'un homme à la naïveté enfantine qui, en fuyant la guerre, se retrouve confronté à encore pire. Giroux livre une sorte d'allégorie du monde moderne où, derrière l'éclat de l'argent-roi, tout n'est que domination, dépossession, cruauté. Complexe et énigmatique, *Le Déserteur* laisse une liberté d'interprétation totale au spectateur, au risque souvent de le perdre, certes, mais il assume aussi une expérimentation terriblement audacieuse et singulière qui, sans (encore) se hisser à leur niveau, rappelle le *Paris, Texas* de Wim Wenders ou certains films de Lynch. ♦ **Arthur de Watrigant**

UN SOUS-FESTEN

FÊTE DE FAMILLE (1 h 41) ♦ de **Cédric Kahn** ♦ avec Catherine Deneuve, Emmanuelle Bercot, Vincent Macaigne en salle le 4 septembre



« Aujourd'hui c'est mon anniversaire et j'aimerais qu'on ne parle que de choses joyeuses ! » Andrea (Catherine Deneuve) réunit enfants et petit-enfants dans la grande maison familiale pour fêter ses 70 ans. La journée, qui s'annonce idyllique, est perturbée par l'arrivée de Claire, sa fille disparue depuis 3 ans... Construite en trois actes et respectant l'unité de temps par une journée interminable, et de lieu, avec une magnifique maison qui témoigne d'infiniment plus de caractère que les personnages qui l'habitent, cette *Fête de famille* ne dispense guère de réjouissances. Bancal, le scénario peine à lier comédie et tragédie et souffre sérieusement de la comparaison avec *Festen*. Si Emmanuel Bercot et Vincent Macaigne parviennent par moments à sortir de la caricature en offrant un aperçu du drame qui se joue, ils se trouvent néanmoins vite enfermés dans une trame sur-écrite, sur-interprétée et farcie d'énormités au sein de laquelle les protagonistes semblent se disputer la palme du plus détestable. Antipathique.

♦ **A.W.**

PAPY ALLEN

UN JOUR DE PLUIE À NEW-YORK (1 h 32) ♦ de **Woody Allen** avec Timothée Chalamet, Elle Fanning, Kelly Rohrbach ♦ en salle le 18 septembre



Deux étudiants, Gatsby et Ashleigh, envisagent de passer un week-end en amoureux à New York. Mais leur projet tourne court, aussi vite que la pluie succède au beau temps... Bientôt séparés, chacun des deux tourtereaux enchaîne les rencontres fortuites et les situations insolites. On osait croire à un Allen nouveau avec son casting d'adolescents et son atmosphère de marivaudage étudiantin. Il n'en est rien. Woody fait du Allen, transplantant de force ses lubies sur la jeunesse d'aujourd'hui comme Gatsby, son double avec un demi-siècle de moins, en décalage complet avec sa génération, ou encore à travers Rolland Pollard, un réalisateur dépressif. Certes, cette petite comédie romantique n'est pas désagréable, la narration est fluide et les répliques sonnent juste avec de jolis règlements de compte par quelques piques bien senties : « *Le plus vieux métier du monde ? Journaliste* ». Elle confirme cependant le manque d'inspiration de l'auteur d'*Annie Hall* et *Match Point*, qui ronronne aujourd'hui depuis bien trop longtemps. ♦ **A.W.**



Monsieur Cinéma

Par Arthur de Watrigant

Un polar transfiguré



Après le western cannibale *Bone Tomahawk* et le film carcéral *Section 99*, S. Craig Zahler propose un polar sombre et magistral offrant son grand retour à Mel Gibson. Malheureusement, il sort à nouveau directement en vidéo. Les cons...

A l'exception de quelques (rares) productions de l'ogre Netflix, un film qui saute la case salle obscure ne fleure pas l'œuvre géniale, sinon pour les inconditionnels du bouddhiste obèse Steven Seagal et pour les groupies crélines des dérivés d'*American Pie*. Il existe pourtant une autre catégorie : celle des films de puristes refusant le formatage d'Hollywood et éconduits par des distributeurs myopes qui ne disposent pour ce genre que de l'étagère Chuck Norris. Le réalisateur américain S. Craig Zahler est habitué à un tel cas de figure : radical, violent, singulier, roboratif, son cinéma n'a pas encore eu droit aux honneurs des salles. Avec *Trainé sur le bitume*, on aurait pu espérer qu'il subirait un autre sort, pouvant arguer d'un genre populaire : le polar ; et du retour d'une vieille gloire : Mel Gibson. *Caramba !* Encore raté.

COMBUSTION LENTE

Le canevas est simple : deux policiers se voient suspendus pour usage abusif de la force après une arrestation musclée. À court d'argent, ces deux représentants de l'ordre basculent alors de l'autre côté de la loi pour s'arroger une compensation et prennent

en filature de dangereux braqueurs afin de s'emparer de leur futur butin. Si S. Craig Zahler lorgne du côté du polar urbain à la Michael Mann relevé d'effets à la Tarantino, on perçoit dès les premières minutes que son parti-pris est plus insaisissable. C'est une combustion lente que le réalisateur nous offre, comme celle de la cigarette posée à côté de Mel Gibson en planque. Bénéficiant d'un découpage précis et d'une ambiance sonore très travaillée, *Trainé sur le bitume* dégage immédiatement une atmosphère lourde, âpre, presque asphyxiante. Si l'on croit deviner le programme, les pistes sont rapidement brouillées et la déflagration prévue devient incertaine.

À première vue respectueux du genre, S. Craig Zahler va progressivement sulfater les codes, non pour imposer un formalisme prétentieux mais pour accroître la dimension humaine de son film. Si Zahler renonce à limiter celui-ci à sa simple efficacité narrative, c'est pour inviter le spectateur dans l'intimité de ses personnages, prendre le temps nécessaire à dévoiler leurs âmes, privilégier leurs points de vue subjectifs de manière à ce que l'action résulte réellement des conséquences de leurs choix

et non d'une mécanique scénaristique artificielle. Le réalisateur américain s'autorise même à mi-parcours la longue introduction d'un personnage secondaire. Sa mise en scène est épurée et magistrale : chaque cadre est réfléchi, chaque découpage minutieux, aucune esbroufe, mais une maîtrise absolue de l'espace et du temps, qu'il s'agisse de filmer une planque depuis l'intérieur cuir d'une voiture ou une fusillade débridée à la OK Corral.

DERNIÈRES NOUVELLES DE L'AMÉRIQUE

Si la photographie confère au film une atmosphère crépusculaire, *Trainé sur le bitume* surprend également par ses dialogues. Zahler use de ruptures, jamais incohérentes, nous faisant osciller entre des répliques qui claquent et des plages d'une profonde mélancolie. Le duo de flics devenus ripoux prend ainsi une épaisseur remarquable, Mel Gibson et Vince Vaughn ravivant par ailleurs le souvenir d'une époque révolue où le mâle blanc, même *borderline*, demeurerait héroïque. Il se montre cependant contraint d'évoluer dans un monde qu'il ne comprend plus, un monde partitionné, où le flou règne jusque dans la différence des sexes et où la morale dictée par les réseaux sociaux sape un ordre décrié mais qui parvenait à maintenir tant bien que mal un équilibre pas si injuste. Un magnifique film de genre, sombre et radical, qui présente une image désenchantée de l'Amérique, et met en scène cette classe moyenne qui fit Trump, une classe dépossédée sur tous les plans : politiquement, financièrement et culturellement. ♦

TRAÎNÉ SUR LE BITUME (2h 38 min) ♦ de S. Craig Zahler

Avec Mel Gibson, Jennifer Carpenter, Vince Vaughn ♦ Disponible en VOD, DVD et Blu-ray

La fabrique du fabo

La Grande bouffe

Par Jean-Baptiste Noé

Les apéritifs oubliés

Le tour des France des apéritifs permet de traverser l'ensemble des régions. On en trouve de deux catégories : soit des vins doux naturels, soit des décoctions de plantes (quinine ou autres). Très consommés jusque dans les années 1970, ils ont aujourd'hui laissé la place aux whiskies et aux sodas. Renouant avec la mode du retour des oubliés et des codes publicitaires vintage, certains essaient de retrouver leur gloire passée. Dans les années 1950, le Saint-Raphaël finance une équipe cycliste et emploie Raphaël Geminiani pour faire la réclame de cette boisson à base de quinine. Le Saint-Raphaël fut inventé à Lyon en 1830 par Adhémar Juppé. Toujours à base de quinine, outre le Picon, le Byrrh, « boisson hygiénique » et revigorante fabriquée à Thuir et vendue en pharmacie, avant de trouver la route des cafés. Elle connaît son apogée dans les années 1930. L'Ambassadeur a marié la quinine, l'orange et le café, jouant sur les codes de l'excellence à la française pour s'imposer sur les tables bourgeoises. La racine de gentiane a produit deux grands apéritifs : la Suze et l'Avèze. L'amertume typique et appréciée par ses amateurs peut être diminuée par l'ajout d'eau ou de glaçons. Mais elle peut aussi se prendre en digestif pour faire passer les riches nourritures montagnardes. La catégorie des vins mutés regorge de nombreuses marques. En 1904, Edmond Bartissol créa un vin muté auquel il donna son nom. Soleil, Languedoc et Méditerranée, le triptyque gagnant. Le plus célèbre étant le Dubonnet, dont la publicité « Dubo, Dubon, Dubonnet » s'étalait dans le métro et sur les murs des nationales.

Le succès de ces apéritifs? Le goût d'abord. Les vins mutés (improprement appelés vins cuits), sont réalisés en ajoutant de l'alcool au moment de la fermentation du vin pour bloquer la transformation des sucres en alcool. Cela donne donc des vins plus alcoolisés et plus



sucrés. Sur cette base de vin muté, les apéritifs ajoutent des décoctions de fruits ou d'arômes : orange, cacao, quinine, etc. Ils peuvent être bus pur ou allongé. Mais la force de ces apéritifs est d'avoir créé un univers autour d'eux grâce à la publicité naissante. S'entourant d'affichistes de renom, ils ont réussi à créer une charte graphique à la fois belle, originale et percutante. Nombre de ces réclames ont été peintes sur les murs des maisons le long des routes et peuvent encore s'apercevoir, quoiqu'effacées par le temps. C'est la grande force de Dubonnet. Peu en ont bu, mais beaucoup connaissent le nom grâce à sa réclame géniale, citée notamment par Louis Aragon dans *Le Paysan de Paris*. Saint-Raphaël s'est appuyé sur l'affichiste Charles Loupot pour illustrer la présence de la marque à l'Exposition internationale de Paris (1937). Les apéritifs ont su être présents dans les cafés, alors principaux points de vente, avant d'aller dans le domaine du sport. Être sveltes, sportif et boire X, tel était le message véhiculé. Ils étaient alors à la pointe de la modernité, avant de devenir ringards, balayés par de nouvelles pratiques alimentaires. Aujourd'hui, c'est la nostalgie qui peut leur permettre de revenir et ainsi fait que les *millennials* s'entichent des apéritifs d'antan. ♦

Les Habits neufs

Par Dominique Lelys

Michel Houellebecq

Les admirateurs de l'auteur de *Sérotinine* déplorent parfois son allure d'un savant négligé : cependant il n'en faudrait pas beaucoup pour que notre écrivain accorde son apparence avec autant de brio que son regard sur notre monde.

Extension du domaine de l'élégance.



Michel Houellebecq, dont la teinte dominante s'apparente aux tons « argent », mériterait la veste des artistes et intellectuels, la célèbre forestière, ici en drap de cachemire et laine bleu marine (Berluti). Si la facilité, voire la sobriété appelleraient un col roulé en cachemire (Bompart), il pourrait sophistication sa mise et rehausser l'assortiment avec une chemise en chambray sur un pull de coton à torsades coloris écreu (Ralph Lauren), ainsi qu'une cravate en tricot de soie vert bouteille (Charvet). Un simple mouchoir blanc en coton (Lanvin) ferait office de pochette. Le coordonné, entre couleurs de mer et de forêt, trouverait sa liaison grâce à un pantalon à pinces (pour donner du volume à sa silhouette) et taille haute en velours côtelé vert bouteille (Alain Martinière). Un soulier à boucle (John Lobb) assorti à ses gants de pécaris coloris taupe (Causse), proche de sa teinte de cheveux, viendra parfaire cet ensemble. Enfin, si Houellebecq tient à garder une certaine longueur, notamment sur la nuque, une coupe romantique à la Gonzague Saint-Bris ne pourraient que valoriser sa silhouette. ♦



Son style à elle

Par Stéphanie-Lucie Mathern

Étude pour un suicide en quad

« *L'abus d'un monde de la vision* » Debord, *La Société du spectacle* /
« *L'avenir ressemblera à une banlieue de Stuttgart* » JG Ballard, *Super-Cannes* / « *À présent, j'étais devant les faits bien assuré de mon néant individuel* » L-F Céline, *Voyage au bout de la nuit*



été commence ou est passé, on ne sait plus très bien, et avec lui les mêmes absurdités. Nous avons voyagé, en bon juif errant, un peu partout. Des routes qui ressemblent à des routines. Nos curiosités sont des salopes. Et nous essayons ailleurs sans fin, comme quand on se retourne dans son lit pour trouver le sommeil. On s'est habillés en demi-noir ou sous noir, célébrant le deuil du roi et les délires seventies. La mode doit être la plus belle introduction d'un code social inaccessible au langage, une carte de visite à décoder. La fraude faisant système, on a croisé de la déviance partout. Du contrefait à tous les étages, et le devenir banlieue encore un peu plus fort quand l'Algérie est victorieuse. On nous en a mis plein la tronche d'identité-chicha. Du quad à 180 degrés. Des hologrammes chameaux. La marche des fiertés.

« Fier », « être fier », chacun veut exalter ce qu'il pense être, alors que tout est leurre. Sans fin cette revendication du rien. La question des racines et des genres est devenue un carnaval ; la vraie question étant celle de la justesse. Tout

est toujours à réformer. En attendant, c'est le triomphe du plus bête et du plus abject. C'est parce que le tambour est creux qu'il fait le plus de bruit. Les pulsions de meurtre sont encore plus régulières l'été, y compris sur soi : la saison étant la plus favorable au suicide (voir mon article du mois dernier). La promiscuité sans manteau encore moins acceptable. La réalité évolue en surface pas en profondeur (on est plus proche de Shanghai et on a moins mal aux dents, mais globalement tout le monde s'en fout autant de tout « ça fera quatre lignes dans les journaux », un post Twitter et on passe à autre chose). On a construit une tour blindée justifiant nos façons de vivre, nos vices, et nos manques : « fier d'être impuissant », « fier d'être indéterminé », « fier d'être une grosse merde ».

Des feux d'artifice ont été tirés un peu partout, un peu pour tous les prétextes, artillerie festive, en pure perte, dépense sexuelle sans contact, le bouquet final. La lumière trop crue donnait l'impression de la surveillance perpétuelle. Parler à un être humain devient presque inutile, entre ce qu'on idéalise et ce qui s'incarne, autant rester seul à prier et surtout continuer à sourire sur les photos. Est-ce que deux existences quelconques qui s'élisent peuvent donner du positif ? Internet reste un marché permanent d'intimité à vendre et à acheter. Nous voilà tour à tour client et marchandise. À attendre sur le plus grand trottoir du monde. Heureusement l'art rend un peu de densité à l'existence. Le blouson du dernier Dupieux

n'est pas si mal. La Palme d'or aussi. Montherlant reste un maître absolu : « *Je garde l'autre pour en souffrir* », dit Alvaro dans la pièce *Le Maître de Santiago*. Rideau. Tout est dit.

Du côté des arts plastiques, l'exposition « Préhistoire » à Beaubourg qui couple la Vénus de Lespugne aux pistolets d'Oldenburg et aux photos de Wenders n'est pas mal du tout, Thomas Houseago est un grand sculpteur et le musée d'art moderne l'a bien compris. Et, puisqu'on parle de ridicule, d'art, et de fierté, j'ai moi aussi sorti une petite monographie bien nommée, *Étude pour un suicide à l'eau de rose*, où il est question – de façon totalement mégalomane, mais pour la bonne cause – d'exprimer l'humanité dans son détail par l'harmonie des couleurs et le bonheur d'un cadrage. Une petite merveille totalement surnuméraire, donc indispensable, à commander ici : bit.ly/desseins-slm ♦



Confitures artisanales

Le fruit est dans le verre

Le championnat du monde de la confiture s'est tenu le 18 août à Beaupuy dans le Lot-et-Garonne. 10 000 personnes affluent à ces « confituriades » pour acheter les productions d'une soixantaine d'artisans, certains amateurs allant jusqu'à acquérir une série limitée entière. **Cette passion pour les confitures artisanales** signe ma volonté contemporaine de retrouver le plaisir du goût et l'âme des fruits, contre un monde hors-sol qui aseptise tout.

Les foyers français consomment presque 4 kg de confiture par an, mais une confiture qui est essentiellement industrielle à forte teneur en sucre : la confiture Bonne-Maman contrôle à elle seule 45 % du marché. Les marques de distributeurs (Auchan, Carrefour, Leclerc) trustent le reste.

En matière de vente, les confitures artisanales pèsent donc très peu, mais en matière de tendance, elles ont le vent en poupe. Car le marché de la confiture industrielle est déclinant, subissant de plein fouet la révolution alimentaire. La tendance de fond consiste en effet à consommer moins de sucre et plus de fruits, quand pour des raisons financières, les industriels ont réduit la part des fruits en augmentant celle du sucre. Prenant de moins en moins le temps de déjeuner, les Français font du petit-déjeuner un moment de partage et de plaisir : plus attentifs à ce qu'ils mangent, ils veulent du haut de gamme et cet intérêt croissant est une opportunité pour les artisans confituriers.

L'artisan-cueilleur Jean-Pierre Labonde possède un atelier de confiture, *le Plantivore*, à Château-Ville Vieille dans le Queyras. C'est en parcourant cette région montagneuse des Alpes du sud qu'il cueille les fruits sauvages destinés à ses confitures : le marmottier est une prune sauvage, un fruit à la chair acide qui est l'ancêtre de l'abricot ; le grattecul est la baie de l'églantier qui contient vingt fois plus de vitamine C qu'une orange. Labonde et ses quatre salariés ramassent aussi l'épine-vinette et la

fleur de pissenlit. « *On prend ce que la nature nous donne, on ne cultive rien* ». Pour le confiturier, la cueillette sauvage est une philosophie, chaque sortie étant l'occasion d'une immersion dans la nature qui lui procure sérénité et gratitude. « *Sans la nature nous ne sommes rien, il faut apprendre à la connaître et à la respecter* ». La « gastronomie sauvage » enrichit notre alimentation : ayant échappé à la culture sélective et aux pesticides, les fruits cueillis par Jean-Pierre Labonde contiennent davantage de vitamines et de minéraux que les fruits cultivés. Ce sont ces éléments nutritifs qui donnent aux fruits sauvages une grande intensité d'arômes.

La distribution des confitures du Plantivore a lieu localement. À la différence des grandes stations de ski, le Queyras demeure une région vivante et habitée toute l'année. Il existe donc un véritable artisanat, très apprécié par la population locale et les touristes. Mais depuis quelques années les confitures de Jean-Pierre Labonde ont quitté le cercle limité du petit-déjeuner : les chefs étoilés du restaurant La Bouitte en Savoie utilisent la confiture de marmottier pour accompagner une faisselle, un chèvre chaud ou un filet mignon de porc.

Bernard Berilley, lui, élabore des confitures depuis quarante ans sans livre de recettes. Ce natif du village de Trinquelin dans le Morvan

adopte une approche résolument empirique. « *Il est impossible de reproduire à l'identique une recette. Le matériel et le temps de chauffe diffèrent selon les personnes. La seule chose qui compte ce sont les fruits* ».

Les Français font du petit-déjeuner un moment de partage et de plaisir : plus attentifs à ce qu'ils mangent, ils veulent du haut de gamme et cet intérêt croissant est une opportunité pour les artisans confituriers.

Durant quarante ans, Berilley a sillonné la France en quête des meilleurs fruits. La mirabelle vient de Lorraine, le cassis est un noir de Bourgogne. Sa dernière trouvaille est un délicieux abricot cultivé dans les Alpes de Haute-Provence : « *C'est un verger fabuleux tout en pente qui pousse dans la caillasse comme la vigne. Dans cet environnement hostile le fruit doit se battre pour croître. Il développe des arômes exceptionnels* ».

Pour Bernard Berilley, chaque région a ses spécificités. Les fraises de Plougastel n'ont rien à voir avec celles du Lot et Garonne ou celles de la Vallée de la Loire. Mais le confiturier du Morvan se désole de la culture hors sol des fruits : « *Aujourd'hui, on veut gommer les particularités du terroir. Bientôt on cultivera les fraises sur les parkings d'Auchan et*

La Trinquelinette: Les confitures du Morvan qui font le bonheur de Jane Birkin et Christian Lacroix



de Carrefour. On les aura sur place, on obtiendra un bon bilan carbone ».

L'originalité des confitures *Trinquelinette* tient dans le temps de chauffe : « L'ébullition est très courte, elle dure trois à quatre minutes. Ainsi le sucre n'a pas le temps de caraméliser et les fruits gardent leurs arômes ». Le goût intense et la texture généreuse ont fait la renommée des confitures *Trinquelinette*. Chaque saison Bernard Berillely envoie des pots à Jane Birkin et à Christian Lacroix.

L'expérience du goût est une aventure en soi pour Lise Bienaimé. Lassée par son poste dans le marketing, elle se lance il y a huit ans en créant sa première boutique à Paris : *La Chambre aux Confitures*. Aujourd'hui elle possède sept boutiques et réalise un chiffre d'affaires de deux millions d'euros. « Le petit-déjeuner est mon repas favori. C'est un moment d'émotion et de sensualité où j'aime varier les plaisirs ». Lise Bienaimé propose dans ses boutiques une centaine de variétés de confitures : chaque parfum possède trois ou quatre variations et les combinaisons sont étonnantes, abricot-lavande, cerise-menthe, framboise-champagne.

La Chambre aux Confitures veut fournir une expérience gustative exceptionnelle. D'où les petits formats des confitures (100 à 200 gr) : « De mon enfance, je garde un mauvais souvenir des gros pots que l'on devait terminer avant d'en commencer un autre. Les petits formats de confiture vous sortent de la monotonie. Ils permettent de tester différents parfums ». Fleuron de la gastronomie française, les confitures de Lise Bienaimé sont exportées aux États-Unis, au Japon et en Corée. Un cadeau gourmand qui se substitue progressivement au vin et au chocolat.

La gourmandise est une tradition familiale chez les Fuchs, propriétaires de la confiserie Florian depuis soixante-dix ans. Nichée dans l'arrière-pays grassois au lieu-dit du Pont-du-Loup, la confiserie transforme les fleurs et les agrumes en fruits confits et confitures. « La rose de mai, le Jasmin et la violette de Tourettes ont fait de Grasse la capitale du parfum. À la confiserie nous avons décidé de transformer un pétale en bonbon et en confiture », raconte Emilie Bayle, responsable de la communication. L'entreprise familiale est demeurée artisanale en dépit d'une production de quatre mille pots par jour. Le travail est réalisé manuellement, étiquetage compris. Depuis les années cinquante, la confiserie Florian ouvre les portes de ses ateliers au public. La dégustation est gratuite, elle permet d'enseigner les différentes étapes de la production : « Soixante-dix pour cent des clients de la confiserie sont des visiteurs venus en vacances ». Confitiers, chocolatiers et confituriers, les artisans de Florian portent haut la tradition gastronomique. Comme des milliers d'autres, ils considèrent qu'il est urgent de retrouver un lien avec la nature. Urgent de comprendre que nous sommes un fragment infime du cosmos. Modeste leçon mais essentielle, formulée il y a quatre cents ans par le philosophe anglais Francis Bacon : « On ne triomphe de la nature qu'en lui obéissant ».

◆ Benjamin de Diesbach

Le Plantivore: Le « Gratte-cul », une confiture excellente avec du lard fumé et un filet de truite



Confiserie Florian: Manger une fleur constitue une expérience gustative exceptionnelle



La Chambre aux Confitures: Une identité visuelle sophistiquée pour une confiture haute-couture. Les étiquettes sont petites afin que l'on puisse voir la couleur et la texture de la confiture





Vive les gros saints !

Par Élodie Pérolini

Saint Joseph de Cupertino

Joseph (Cupertino 1603 – Osimo 1663), con comme un balai et persécuté par l'Église, fêté le 18 septembre, a eu une putain de vie de merde qui lui vaut d'être saint.

Joseph Desa, fils de Joseph, un charpentier, naît d'une pauvre femme dans une étable. Contrairement à N.S.J.C., sa mère s'appelle Francesca et se trouve à la rue, enceinte jusqu'aux yeux, après que son époux a canné subitement. Et c'était en juin.

Est-ce la proximité des bêtes, le manque de nourriture ou la faute à pas de bol qui fait que Joseph brille par son absence d'intelligence dès l'enfance ? La tête vide et la bouche bée lui valent son premier surnom, *bocca aperta* et les moqueries. Or, par cet interstice béat, Dieu emplit Son Saint de tout Son amour et sa tête n'est faite que de Lui. À l'âge de cinq ans, il prie des heures avec une dévotion particulière à Notre-Dame. Sa foi n'a d'égales que sa gentillesse, sa lenteur d'esprit et sa maladie.

En grandissant Joseph est de plus en plus con comme ses pieds qui s'em mêlent souvent quand il marche. Incapable d'étudier et de travailler malgré sa bonne volonté, ne sachant ni lire ni écrire, l'avenir de l'adolescent s'annonce sombre sur terre. Toujours perché sur le mont des Béatitudes, il voit les Cieux, peut-être même déjà le septième, et cette vision le plonge en une extase perpétuelle. À dix-sept ans, il est refusé par les Franciscains avant de se faire jeter par les Capucins l'année suivante. Mais, pauvre et méprisé, Joseph est toujours heureux et joyeux. Et quand il est content, il ne vomit pas, même s'il est niais. Il ne pille pas les boutiques ni ne brûle de voiture pour exprimer sa joie mais là je m'écarte un peu du sujet.

Pistonné par sa mamounette chérie, Joseph est finalement reçu par son tonton franciscain, Giovanni Donato, au couvent de Balsorano. Ne sachant rien faire, pas même passer la serpillière, on le colle à garder une mule et, humble et aimable envers la bête, il se nomme lui-même « frère âne ». Il est stupide mais lucide. Remplissant tous les devoirs des convers et faisant montre des meilleures qualités monacales : piété, humilité, obéissance, amour de la pauvreté et charité, Joseph est admis parmi les moines en 1625. Être teubé n'est pas un motif de refus légitime. En revanche, c'en est un pour accéder au sacerdoce.

Il faut au minimum savoir lire et faire une exégèse biblique pour être prêtre. Premier miracle pour Joseph en 1628 : il reçoit le sacerdoce sans même passer l'examen. Dieu le veut et l'aime bien.

C'est là que les emmerdes ecclésiastiques commencent, car l'idiot du couvent n'est autre que la monture royale des Rameaux. En la saint François de 1630, Frère âne s'élève pour la première fois au-dessus de la foule. Le même phénomène se reproduit des centaines de fois, devant autant de témoins, lorsqu'il dit la Sainte Messe, chante les vêpres, embrasse les pieds d'Urbain VIII ou entend tout simplement les noms de

Jésus et Marie. Il vole, comme un ange, sans ailes autres que la grâce. Il multiplie les miracles de guérisons, les prédictions et le pauvre Frère âne, ne pouvant les expliquer, est soupçonné d'être un mystificateur de phénomènes mystiques voire un possédé. Il est envoyé devant l'Inquisiteur Pellegrini qui, faute de trouver une raison valable de condamnation, l'exile durant neuf ans à Assise puis huit ans à Osimo. Joseph est au pain et à l'eau, réduit au silence et à la clôture. Ordre d'Innocent X et Alexandre VII. Sa renommée pourtant ne faiblit pas et nombre de pèlerins viennent assister à ses messes.

En 1663, toujours soupçonné par le Pape, son corps s'élève pour la dernière fois alors qu'il célèbre l'Assomption. Malade, fatigué et reclus, Joseph est bienheureux car il se sait bien-aimé de Dieu. Il offre la

bouche ouverte de son sourire à tous ses frères comme depuis sa naissance. Jamais personne ne l'a entendu se plaindre. « *L'âne a commencé à gravir la montagne* », parvient-il à dire avant d'être terrassé par la fièvre et c'est dans les bras de la Sainte Vierge dont il récite les litanies que Joseph passe de sa cellule à la porte de Jérusalem le 18 septembre.

Canonisé en 1767 après authentification de ses miracles et de la sainteté de sa vie héroïque, saint Joseph de Cupertino est le patron d'Osimo, des aviateurs et astronautes, des étudiants en période d'examen, de Cupertino et des franciscains de Californie, ce qui nous assure que Dieu aime Ses saints et toujours leur rend justice. ♦





Traité de la vie élégante

Par Frédéric Rouvillois

Prendre le temps (des autres)

Le soir d'été tombait langoureusement sur la petite place où les passants parisiens, une fois n'est pas coutume, prenaient le temps de flâner.

Tanocrède et E., à qui Zo' avait demandé de ramener quelques friandises pour les invités, passèrent devant l'épicerie-traiteur de luxe qui à cette heure-ci demeurait bizarrement la seule boutique ouverte des environs – à l'exception de *l'arabe du coin*, dont la fréquentation leur aurait valu à coup sûr quelques remarques ironiques de Zo' sur la grande misère des écrivains. Soulagés d'avoir remis leur manuscrit à l'éditeur, ils décidèrent donc d'y entrer, certains d'y laisser un peu d'argent, mais qu'au moins cela irait vite, seul un trio de clients les précédant devant la caisse.

Ces derniers, de jeunes trentenaires le genre trader casual-chic, annoncèrent une commande groupée traduisant un pouvoir d'achat à la hauteur de leur look et du prix du mètre carré dans le quartier : trois salades maison à la truffe blanche d'été, trois demi-homards bretons, un vacherin aux marrons, deux Merveilleux du Vigneault et une demie Châteaui-Yquem bien frappée.

« Dame ! » murmura Tanocrède.

La serveuse, une blonde presque aussi appétissante que les victuailles qui s'étaient dans les vitrines, regarda le trio un assez long instant, puis se saisit lentement des demi-homards, les déposa sur une table prévue à cet effet, prit deux grandes feuilles de papier pour les envelopper avant de les déposer avec mille précautions dans une large boîte cartonnée aux armes de l'épicerie qu'elle referma ensuite minutieusement en s'assurant que le couvercle était convenablement ajusté. Elle attrapa une paire de ciseaux pour découper soigneusement quatre morceaux de scotch qui lui servirent à clore la boîte qu'elle ficela ensuite d'un Bolduc, non sans avoir demandé à ses clients s'ils avaient une couleur de prédilection, crème à liseré doré, vieux rose ou bleu de Prusse, s'excusant de ne plus disposer du Parme dont ils avaient été littéralement dévalisés la semaine précédente, vous savez ce que c'est. Les traders, qui se racontaient leurs gros coups de la semaine, semblaient se désintéresser de son discours et des minutes qui s'envolaient. Ils ne réagirent même pas lorsque l'épicière, après la cérémonie des homards, recommença le manège pour la salade aux truffes, laissant

entrevoir qu'elle était loin, bien loin d'en avoir terminé.

Tanocrède et E., en revanche, se regardaient les yeux écarquillés, au bord du fou rire nerveux.

« *Ce doit être le songe d'une nuit d'été* », avança Tanocrède, qui avait des lettres.

– *C'est ainsi que commence Massacre à la tronçonneuse dans la version non coupée*, confirma E. dans un style plus populaire.

– *Toujours dans le registre culturel, mais côté variété, ça me fait penser au Mirza de Nino Ferrer : « Elle va me rendre fou ! » Si ton amie Chantal était là, elle te ferait remarquer avec le petit ricanement dont elle a le secret que la politesse, c'est savoir donner gratuitement de son temps à autrui... !*

– *À quoi nous répondrions qu'elle n'a pas tort, mais que ce doit être volontaire et n'a pas à dépasser les limites du raisonnable, sans quoi l'on vire au martyr. Je te propose que nous fichions le camp au plus vite faire nos emplettes chez mon copain Ali, à deux-cents mètres plus haut.*

– *Bah, ça fait déjà un quart d'heure, attendons un peu, il ne lui reste plus que les pâtisseries à emballer... Tu vois, c'est fait, elle va encaisser.*

C'est alors que le troisième trader, qui les regardait en coin depuis quelques instants, expliqua à la vendeuse qu'ils désiraient des additions séparées avec des factures et la TVA ; que la salade et le homard devaient être divisés par trois, mais la bouteille par deux, que lui-même payerait sa part à 75 % en chèque-restaurant mais le reste en liquide, le premier de ses copains avec une carte américaine, et que le second voulait savoir si elle prenait bien les bit-coin...

Tanocrède réprima un soupir qui ressemblait à une déclaration de guerre.

– *Être poli, c'est donner de son temps, mais être impoli, c'est prendre celui des autres*, chuchota-t-il.

– *Eh bien soyons polis avec nous-mêmes*, conclut E. *Et avec eux, puisqu'en somme, il est plus poli de filer, que de les étrangler.* ♦

**Être poli, c'est
donner de son
temps, mais être
impoli, c'est
prendre celui des
autres.**

ABONNEZ-VOUS !



1 AN

11 NUMÉROS

+ 11 NUMÉROS FORMAT NUMÉRIQUE
+ ACCÈS ILLIMITÉ À NOTRE SITE INTERNET

65 €

2 ANS : 115 €



1 AN

11 NUMÉROS FORMAT NUMÉRIQUE

+ ACCÈS ILLIMITÉ À NOTRE SITE INTERNET

45 €

2 ANS : 80 €

POUR VOUS ABONNER, C'EST AUSSI SUR :

LINCORRECT.ORG

Bulletin à remplir et à envoyer à L'Incorrect – Service Abonnement – 28, rue saint Lazare – BP 32149 75425 Paris cedex 09
accompagné de votre chèque à l'ordre de L'Incorrect

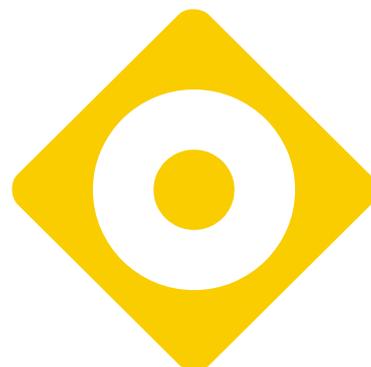
Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Pays _____ Téléphone _____

Courriel _____@_____



Faites-le taire !

En application de la loi Informatique et libertés, les coordonnées demandées ci-dessus sont nécessaires à l'enregistrement de votre commande. Celles-ci peuvent être communiquées à nos partenaires à des fins de prospection. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification en vous adressant à L'Incorrect, 28, rue saint Lazare – BP 32149 – 75425 Paris cedex 09



TERRE DE FRANCE

—— Parfum Patriote ——



100% DES BÉNÉFICES AU SERVICE DE NOTRE PAYS.

www.parfumterrefrance.fr

Terre de France est un parfum au service de notre pays.
Imaginé et fabriqué en France, il invite à la solidarité nationale.
100% des bénéfices sont reversés à des associations qui aident
des agriculteurs, des militaires, des artisans, des écoles rurales, etc...